

CAHIER DES

UMIFRE

LE MAGAZINE DES UNITÉS MIXTES / INSTITUTS FRANÇAIS
DE RECHERCHE À L'ÉTRANGER (UMIFRE) / 2025-2026 / N°12



**DOSSIER : ÉTUDIER, PRÉSERVER, VALORISER POUR
TRANSMETTRE : LES UMIFRE SUR LE TERRAIN DU PATRIMOINE**

RECHERCHE, BIBLIOTHÈQUES
ET SCIENCES OUVERTES

FABRIQUER LA MODERNITÉ
EN AFRIQUE : LE PROJET
EUROPÉEN MAGIC


MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
*Liberté
Égalité
Fraternité*


cnrs

 fondation
maison des
sciences
de l'homme

3 ÉDITORIAL

4 ACTUALITÉS DE L'ANNÉE

- Partenariats clés pour les UMIFRE..... 4
- Recherche, bibliothèques et sciences ouvertes : le projet EBCO Access 6
- Fabriquer la modernité en Afrique : un projet européen sur l'histoire industrielle oubliée de l'Afrique au Centre Marc Bloch 8



- Projet TANDEM : Transitions énergétiques contestées : conflits et innovations sociales en République tchèque, Pologne, Allemagne et France..... 10
- Financer la recherche en exil/ en temps de guerre 12
- L'Exposition « *Río Bec, un sitio maya extraordinario* » 14



16 ÉTUDIER, PRÉSERVER, VALORISER POUR TRANSMETTRE : LES UMIFRE SUR LE TERRAIN DU PATRIMOINE

- Introduction..... 17
- La communauté archéologique des UMIFRE mobilisée dans la lutte contre le trafic des biens culturels et la protection du patrimoine 18
- L'Institut Français d'Études Anatoliennes (IFEA) entre préservation documentaire et patrimoine..... 22
- La querelle des manuscrits à Lalibela – Un patrimoine en situation de conflit..... 25
- Protéger et valoriser le patrimoine archéologique d'un pays en guerre : l'exemple de la coopération scientifique entre la France et le Soudan 28
- L'action de la DAFA pour la protection du patrimoine archéologique afghan La mosquée de Noh Gonbad 31



- Les manuscrits de l'Institut français de Pondichéry 34
- Enquête dans les archives de l'Institut français du Proche-Orient pour retrouver la provenance des antiquités orientales 37



- Le fonds franco-allemand de provenance : un jalon sur la voie d'une approche globale ? La recherche de provenance est aujourd'hui une recherche internationale 40
- La Mission Préhistorique Franco-Angolaise, un exemple d'approche holistique du patrimoine archéologique 43
- De la ruine à la restitution : la renaissance numérique de Saint-Syméon-le-Stylite 47
- Les travaux de la Mission Archéologique du Sud-Est Jordanien et le projet de valorisation de ses découvertes 50

54 UN PEU DE LITTÉRATURE

56 ARRIVÉES ET DÉPARTS

- Bienvenue à 56
- Bonne continuation à 58

60 ÉVÉNEMENTS

62 LES UMIFRE DANS LE MONDE

“ Fruit d'un partenariat entre le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le CNRS et la Fondation Maison des Sciences de l'Homme, le *Cahier des UMIFRE* offre un panorama du travail scientifique mené dans les Unités mixtes des instituts français de recherche à l'étranger. Il vise à mieux faire connaître ces 27 centres de recherche en sciences humaines et sociales, qui contribuent au déploiement de la recherche française dans le monde au plus près des terrains d'étude, des sources et des archives, et des collègues travaillant dans les pays d'implantation de ces centres.

En proposant un dossier central intitulé « *L'action des UMIFRE pour le patrimoine : recherche, sauvegarde, valorisation* », cette édition 2025-2026 souhaite mettre en lumière un domaine qui occupe une place croissante dans les axes de travail de nos centres français de recherche à l'étranger. Dans certains cas, le patrimoine est un objet central, notamment pour les instituts voués à l'archéologie comme la DAFA ou dotés d'un département archéologique comme l'IFPO. Ils interviennent alors en soutien aux missions de fouilles comme le fait aussi l'IFAS-recherche pour l'Angola, ainsi que dans des projets de coopération autour du patrimoine. Dans d'autres cas, il s'agit d'une problématique transversale à plusieurs projets de recherche ou encore d'une opportunité liée à la conservation de collections documentaires comme nous le rappellent les exemples d'Istanbul et de Pondichéry.

Depuis leur situation à l'étranger, sur le terrain, ces instituts de recherche constituent tout autant des observatoires des patrimoines locaux que des viviers d'expertise pour leur étude, leur préservation et leur valorisation à la manière du CFEE à Lalibela. Il convient de réserver une mention spéciale au Centre Marc Bloch de Berlin, dont la position unique à la confluence de la recherche sur l'Afrique et de la coopération franco-allemande et du débat d'idée a permis de lancer le Fonds de recherche de provenance des biens culturels d'Afrique sub-saharienne. Ce continuum entre recherche en sciences humaines et sociales, missions archéologiques, et projets de coopération et valorisation des patrimoines culturels et locaux inscrit les UMIFRE au cœur de la diplomatie culturelle et d'influence française.

Ce cahier met par ailleurs en évidence le rôle de nos instituts de recherche à l'étranger dans le portage de projets de recherche d'envergure éclairant des aspects peu connus de l'histoire ou des enjeux centraux de l'actualité des sociétés dans différentes aires. Ainsi le



projet *Manufacturing Modernity in Africa* soutenu par le Conseil européen de la recherche (ERC) propose une analyse de l'industrialisation en Afrique australe, alors que le projet TANDEM du CEFRES de Prague sur les Transitions énergétiques contestées s'attache à des enjeux très contemporains qui concernent toute l'Europe.

Enfin ce Cahier réserve une large part à la dimension partenariale du travail des UMIFRE au contact des communautés de recherche, des sociétés civiles et des acteurs locaux, rappelant encore une fois le bénéfice que les deux écosystèmes CNRS et MEAE peuvent tirer de cette position spécifique à l'étranger des UMIFRE.

Ce 12^e numéro du *Cahier des UMIFRE* offre ainsi un tour d'horizon de ce réseau de centres de recherche, illustrant leur rôle original, la qualité de leur travail scientifique et leur apport à la compréhension des bouleversements qui affectent le monde.

Bonne lecture !

➤ **Sabine Sciortino**

Directrice de la diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

➤ **Fabrice Boudjaaba**

Directeur de CNRS Sciences humaines & sociales
Centre national de la recherche scientifique

Partenariats clés pour les UMIFRE

Chaque année, les UMIFRE nouent de nouvelles collaborations, favorisant l'échange d'expertise et de méthodologie et renforçant l'internationalisation des sciences humaines et sociales françaises. En 2025, la culture et le patrimoine ont fait l'objet de partenariats structurants.

IFEAC – FONDATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ART ET DE LA CULTURE

La France et l'Ouzbékistan ont le souhait de développer la coopération universitaire, scientifique et technique et d'encourager les contacts directs entre les institutions de recherche et les équipes de chercheurs des deux pays, particulièrement en sciences humaines et sociales. À ce titre, un partenariat a été noué entre l'Institut français d'études sur l'Asie centrale

(IFEAC), l'Institut international pour l'Asie centrale et la Fondation pour le développement des arts et de la culture auprès du Cabinet des ministres de la République d'Ouzbékistan (FDAC). Le protocole d'intention de coopération a été signé le mercredi 12 mars 2025, lors de la visite d'État en France du président de la République d'Ouzbékistan, Son Excellence M. Chavkat Mirziyoyev. La cérémonie s'est déroulée à l'Hôtel du ministre des Affaires étrangères, en présence de la ministre de la Culture, Mme Rachida Dati.



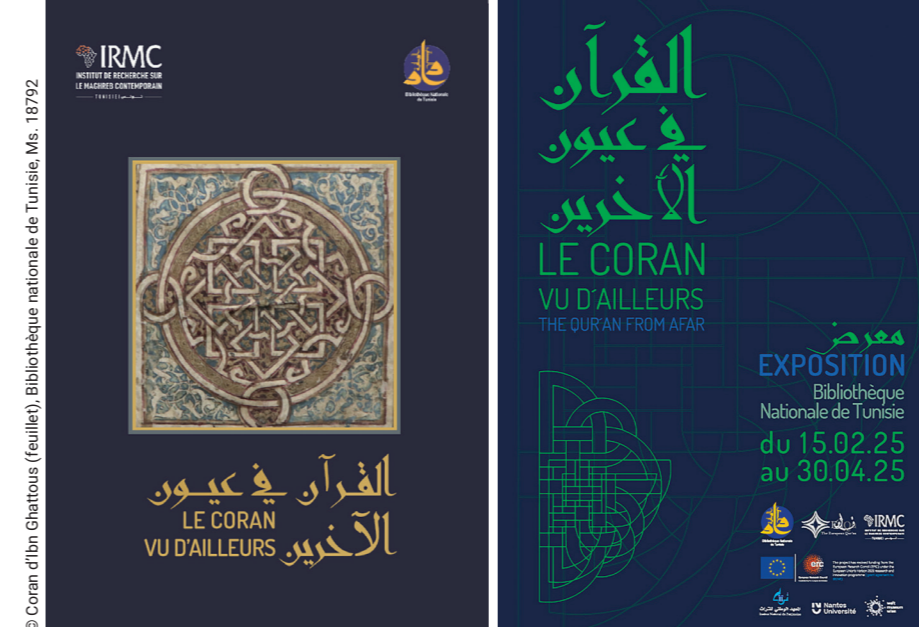
IRMC : LE PATRIMOINE À L'HONNEUR !

L'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) de Tunis renforce son engagement dans les études patrimoniales, inscrites au croisement de plusieurs de ses axes de recherche, et désormais instituées en un axe à part entière de sa politique scientifique : « Archéologie et histoire médiévale ». En articulant histoire, sociologie et sciences du patrimoine, l'Institut explore la manière dont les traces matérielles, archivistiques et immatérielles participent à la construction des

mémoires collectives. C'est ainsi que l'IRMC est partenaire du projet [Yalla bina Thyna](#), littéralement « Allons à Thaenae », qui vise à faire du site archéologique de Thaenae (près de Sfax) un centre pilote pour la formation à la recherche et la sauvegarde du patrimoine archéologique du Sud tunisien. Soutenu par le Fonds équipe France (FEF) depuis 2023, il structure un partenariat avec l'Institut national du patrimoine tunisien (INP), l'université de Sfax et le Centre Camille Jullian (CNRS/AMU), porteur scientifique. Autre versant de la recherche, l'IRMC a organisé à l'automne 2025, dans le cadre de la coopération franco-

libyenne, le colloque international « [Patrimoine matériel \(archéologique et manuscrit\) et immatériel en Libye et dans les pays voisins](#) » (Tunis, 17-19 novembre 2025). Il s'agit de poursuivre les réflexions engagées dans une première rencontre en 2023 et d'accompagner, par exemple, de manière non exclusive la reprise des travaux de la [Mission archéologique française de Libye](#) (MAFL).

« **Le Coran vu d'ailleurs** » : Un voyage fascinant du Maghreb vers l'Europe Enfin, la réflexion autour des patrimoines s'est inscrite dans le cadre de l'organisation de l'exposition



« *Le Coran vu d'ailleurs* », proposée par le programme européen European Qur'an (EuQu) et réalisée avec l'INP et la Bibliothèque nationale de

Tunis (BNT). Financé par l'European Research Council (ERC), cette exposition a proposé une réflexion sur la place du Coran et de l'islam

dans la pensée, la culture et les savoirs européens du Moyen Âge à l'époque moderne. Conçue dans une perspective comparatiste et historique, elle a mis en lumière les circulations, traductions et appropriations du texte coranique à travers l'Europe et le monde méditerranéen. Un catalogue scientifique, *Le Coran vu d'ailleurs* (dir. Katia Boissevain, John Tolan, Naima Afif et Jan Loop), coédité par l'IRMC et la Bibliothèque nationale de Tunisie, a accompagné cette exposition. Celle-ci est itinérante : à Vienne, elle s'est intéressée aux usages du Coran dans les conflits entre les empires ottoman et austro-hongrois ; à Grenade, à la place du Coran et de ses traductions dans l'Espagne musulmane ; et à Nantes, à la réception du Coran par les orientalistes français.

L'IFEA ANDES ET ARCHAÏOS SIGNENT UN ACCORD CADRE POUR LA VALORISATION DU PATRIMOINE.

En octobre 2025, Archaïos et l'Institut Français d'Études Andines (IFEA), basé à Lima et actif en Bolivie, Colombie, Équateur et au Pérou, ont signé un accord-cadre de collaboration scientifique.

Celui-ci formalise et renforce une coopération engagée depuis plusieurs années déjà, notamment autour du projet archéologique ALTI-plano (MEAE, Archaïos, IFEA). Archaïos est une entreprise française spécialisée dans la recherche archéologique et la protection du patrimoine. Elle réunit une équipe pluridisciplinaire composée d'archéologues, d'architectes, de géographes,

de géomaticiens ou encore de topographes, tous animés par une même ambition : comprendre, préserver et transmettre le patrimoine archéologique.

L'accord signé en 2025 prévoit une coopération étroite entre les équipes de recherche de l'IFEA Andes et d'Archaïos, ainsi que la possibilité d'accueillir et d'accompagner des chercheuses et chercheurs travaillant sur le patrimoine archéologique andin. L'IFEA et Archaïos entendent ainsi développer des projets innovants associant archéologie, analyse spatiale et valorisation du patrimoine, en articulant l'expertise technique de l'entreprise et le rôle central de l'IFEA comme acteur majeur des sciences humaines en Amérique du Sud.

Par l'accompagnement de programmes de recherche français à l'étranger et par son attention portée aux contextes locaux, Archaïos contribue au rayonnement de l'expertise française en archéologie et en sciences du patrimoine, tout en favorisant des collaborations internationales durables et le développement de compétences au sein des institutions partenaires.



© Projet ALTI-plano & Archaïos

Recherche, bibliothèques et sciences ouvertes : le projet EBCO Access

Le CEFRES (UAR & UMIFRE, CNRS / MEAE) lance un projet pour la valorisation, la numérisation & l'accessibilité des ressources françaises sur l'Europe centrale et balkanique.

Tandis que l'actualité a brusquement placé l'Europe centrale et balkanique au centre des préoccupations sur l'avenir de l'Europe, le regain d'intérêt pour la région touche non seulement le monde politique et les médias mais aussi la recherche et l'université. Les étudiants se tournent le plus souvent vers les enseignements lui étant consacrés et multiplient leurs mobilités vers ces pays profondément intégrés à « *l'espace Erasmus* ». Les enseignants et chercheurs fédérés au sein du Groupement de recherche (GDR) Connaissance de l'Europe médiane répondent à ces demandes en plaçant la formation à la recherche d'une nouvelle génération de spécialistes parmi leurs priorités.

Mais c'est aussi un mouvement réflexif que les SHS françaises opèrent sur la façon dont elles appréhendent cette partie de l'Europe. Il s'agit d'inventer les concepts permettant de saisir les bouleversements sociaux, politiques et géopolitiques en cours, mais aussi de recomposer l'infrastructure de recherche elle-même. La mise en place à Varsovie de l'Institut français de recherche sur l'Europe de l'Est, le Caucase et l'Asie du Nord (IRECA, CNRS-MEAE, 2025) et de l'International Research Laboratory (IRL) FRONTICIR du CNRS (2026) concrétise cette refondation.

Des ressources vulnérables et invisibilisées

Pour construire de nouvelles expertises, les chercheurs ont néanmoins besoin d'instruments performants, transversaux, pluridisciplinaires, plurilingues et intégrateurs pour gérer leurs ressources, valoriser les résultats de leurs travaux et faire entendre leur voix dans un espace public qui apparaît souvent saturé.

« *EBCO Access se donne pour objectif de valoriser les travaux français passés, présents et futurs sur l'Europe centrale et balkanique.* »

Le projet EBCO Access répond à cette demande et aux fragilités des ressources documentaires françaises sur la région qu'elle révèle. Morcelée, l'Europe balkanique et centre-orientale l'est aussi bien dans ses frontières linguistiques et étatiques que dans sa représentation dans les produits de la recherche qui la concerne. Revues aux trajectoires chaotiques, travaux étudiants inédits, monographies confidentielles, les ressources reflètent les ruptures historiques et sont dispersées, vulnérables car n'ayant pas fait l'objet de recouvrements systématiques et de trop faible rayonnement pour figurer parmi les priorités des bibliothèques nationales aussi bien française qu'étrangères.

La recherche française pour périmètre

Le projet se focalise sur les travaux scientifiques français concernant les pays de l'Europe médiane : en priorité les revues, les travaux étudiants, la production scientifique contemporaine et les données de la recherche (en particulier les cartes).

L'objectif est de mettre en place une plateforme en ligne ménageant un accès unique aux ressources numériques existantes : un site internet aiguillant vers les formations, les projets de recherche, mais aussi un méta-catalogue permettant une recherche sur les publications de HAL SHS, les ressources numérisées et des collections circonscrites des bibliothèques partenaires.

Valorisation et réflexivité de la recherche

EBCO Access se donne pour objectif de valoriser les travaux français passés, présents et futurs sur l'Europe centrale et balkanique



© AdobeStock

afin, non seulement de donner de la visibilité à un champ de recherche, mais de lui permettre aussi d'opérer un travail réflexif ; en particulier de :

- pallier l'éparpillement et pérenniser les collections, optimiser leur gestion en termes de coûts, d'espace et de personnel,
- rassembler, analyser et publier l'information sur l'existant,
- valoriser, visibiliser et mettre en réseau les collections,
- susciter des travaux universitaires les prenant comme ressources,
- permettre une réflexion épistémologique sur la construction des connaissances : stratégies de publication, thématiques, collaborations structurantes, rayonnement, dynamiques...

Structuration & contexte institutionnel

Si le CEFRES est à l'initiative, c'est que comme toute UMIFRE, susciter des synergies et des réseaux fait partie de ses missions et savoir-faire, au service de la connaissance avec et sur une aire culturelle. EBCO Access met ainsi en œuvre des interactions entre chercheurs et enseignants, acteurs de l'information scientifique et techniques (IST) et responsables des bibliothèques spécialisées sur la région : la Bibliothèque universitaire des langues et civilisation (BULAC), La Contemporaine, l'Institut d'études slaves, la Bibliothèque Malesherbes, la BNU de Strasbourg, outre les bibliothèques des centres culturels et de recherche français à l'étranger. Il s'est doté d'un comité de pilotage et d'un conseil scientifique qui rassemblent 22 bibliothécaires et chercheurs représentant encore une palette d'institutions de

« *Le projet s'appuie largement sur les professionnels de l'IST et les infrastructures d'excellence du CNRS et de l'enseignement supérieur en matière de science ouverte.* »

recherche : les Unités Mixtes de Recherche du Centre de recherches internationales (CNRS / Science Po) et Eur'ORBEM (CNRS / Sorbonne Université), le Centre de Recherche Europe Eurasie (INALCO), et les universités de Paris I et Strasbourg.

Le projet s'appuie en outre largement sur les professionnels de l'IST et les infrastructures d'excellence du CNRS et de l'enseignement supérieur en matière de science ouverte : le Groupement d'Intérêt Scientifique Collex Persée pour ses volets « *numérisations* » et « *gestion partagée des revues* », les plateformes Persée, HAL SHS, thèses.fr, ou encore le Centre pour la communication scientifique directe (CCSD) et l'Institut de l'information scientifique et technique (INIST) qui héberge des sites fédérant des banques de données diverses.

Premiers résultats

En 2025, grâce à un premier financement du MEAE et du CNRS, une bibliographie de titres de revues avec des profils de numérisation a pu être établie. Enfin, trois périodiques conservés à exemplaire unique ont été complétés, numérisés et préparés à la diffusion (Persée). L'équipe lance en 2026 une réflexion méthodologique sur les critères scientifiques de priorisation des ressources à traiter puisqu'une liste d'une centaine de revues va être traitée dans les toutes prochaines années.

➡ Claire Madl, directrice adjointe du CEFRES

Fabriquer la modernité en Afrique : un projet européen sur l'histoire industrielle oubliée de l'Afrique au Centre Marc Bloch

L'histoire de l'Afrique contemporaine et de son économie est souvent racontée à travers l'exploitation de ses matières premières – cacao, café, pétrole, or. Mais qu'en est-il des usines, de la production manufacturière et de leur rôle dans les transformations économiques et sociales du continent ?

Cette question, encore largement négligée par la recherche, est au cœur d'un nouveau projet de recherche européen hébergé au Centre Marc Bloch (CMB, Berlin). Depuis septembre 2026, l'historienne de l'économie **Marie Huber** dirige le projet « *Manufacturing Modernity in Africa* » (MAGIC), financé pour cinq ans par une **Starting Grant du European Research Council (ERC)** à hauteur de 1,5 million d'euros.

Des usines de chaussures au cœur de l'Afrique

Le projet s'intéresse à trois sites industriels emblématiques : les usines du groupe

« *Les archives d'entreprise, les statistiques économiques, mais aussi les récits de vie et les mémoires des ouvrières et ouvriers permettront de saisir la manière dont les usines Bata ont modelé, au fil des décennies, les sociétés d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.* »

multinational **Bata**, implantées à partir des années 1940 à Limuru (Kenya), Blantyre (Malawi) et Gweru (Zimbabwe). Ces fabriques de chaussures, qui ont employé des milliers de personnes sur plusieurs décennies, constituent un observatoire privilégié pour étudier la manière dont l'industrialisation a transformé la vie quotidienne, les trajectoires professionnelles et les aspirations sociales dans ces régions.

Alors que la recherche a longtemps mis l'accent sur l'exploitation des ressources ou sur la dépendance économique du continent, MAGIC propose de replacer les usines de biens de consommation au centre de l'histoire africaine. Ces espaces de production ont introduit de nouveaux objets, de nouvelles habitudes de consommation et, avec eux, des formes inédites de modernité.

Une approche interdisciplinaire et innovante

L'originalité du projet tient aussi à sa méthodologie. En combinant histoire économique et sociale, anthropologie historique, *global history* et analyse quantitative, l'équipe de recherche entend dépasser les lectures figées qui opposent économie coloniale et postcoloniale. Les archives d'entreprise, les statistiques économiques, mais aussi les récits de vie et les mémoires des ouvrières et ouvriers permettront de saisir la manière dont les usines Bata ont modelé, au fil des décennies, les sociétés d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Il s'agit ainsi de produire une histoire « *par le bas* » de l'industrialisation, attentive aux expériences concrètes, aux pratiques locales et aux circulations transnationales.

Un enjeu scientifique et sociétal

Au-delà de sa dimension académique, le projet ambitionne de contribuer à un nouveau regard sur l'histoire africaine. En mettant en lumière la diversité des trajectoires industrielles et les dynamiques sociales qu'elles ont engendrées, MAGIC questionne les représentations persistantes d'une Afrique cantonnée au rôle de fournisseur de matières premières. Comme le souligne Marie Huber : « *Les fabriques africaines ont été des lieux où se sont jouées de profondes transformations sociales, bien plus que ne le laisse penser l'image figée d'un continent uniquement tourné vers l'exportation de ressources.* »

Une dynamique portée par le Centre Marc Bloch

Avec ce projet, le Centre Marc Bloch renforce encore son rôle de plateforme de recherche internationale et interdisciplinaire. L'ancrage du projet dans cette institution franco-allemande installée à Berlin favorise le dialogue avec de nombreux partenaires scientifiques en Europe, en Afrique et au-delà. Comme l'a rappelé Esther Möller, directrice adjointe du CMB : « *Ce succès est une reconnaissance majeure du travail de Marie Huber, mais aussi l'opportunité de consolider la place de l'histoire africaine et de la global history au sein du Centre.* »



Usine Bata, Kenya, années 1980

Résultats attendus

Les retombées du projet MAGIC s'annoncent multiples :

- une meilleure compréhension des liens entre industrialisation, modernité et société dans les contextes africains ;
- une contribution à la réflexion contemporaine sur la mémoire collective et industrielle d'un continent marqué par de profondes mutations économiques.

Ainsi, en éclairant la place des usines dans l'Afrique du XX^e siècle, MAGIC ouvre de nouvelles perspectives sur l'histoire économique mondiale et sur les formes diverses qu'a pu prendre la modernité industrielle.

➔ **Jay Rowell**, directeur du Centre Marc Bloch

Gwelo, Zimbabwe, then Rhodesia, 1973
37651 Gwelo, Zimbabwe, then Rhodesia, 1973



Extérieurs de l'usine Bata au Kenya.

Projet TANDEM : Transitions énergétiques contestées : conflits et innovations sociales en République tchèque, Pologne, Allemagne et France (CEFRES¹, Prague)

Les villes sont à la fois l'origine de 75% des émissions de gaz à effet de serre et un terrain de prédilection pour innover au service de la transition énergétique. Les défis posés par la mobilité, l'étalement urbain, la valorisation des déchets et la production d'énergie renvoient, en effet, à la nécessité d'imaginer non seulement de nouvelles technologies mais également de nouvelles pratiques et de nouveaux modes de gouvernance.

Initié en 2024 dans le cadre du programme TANDEM², le projet *Transitions énergétiques contestées. Conflits et innovations sociales dans les villes en République tchèque, en Pologne et en France* part du constat que les élites et les opinions publiques peuvent s'avérer réfractaires à opérer les changements nécessaires à la décarbonation. Le coût élevé de la transition est souvent en cause. Cette inertie s'explique aussi par le souci de préserver les équilibres en place et les intérêts des parties prenantes. Dans ce contexte, quels sont les défis majeurs et les conditions nécessaires à l'éclosion d'initiatives innovantes dans les villes ?

Associant Martin Ďurďovič (Institut de sociologie de l'Académie tchèque des sciences), Krzysztof Tarkowski (post-doctorant au CEFRES) et Gilles Lepasant (CNRS/CEFRES), le projet se propose d'apporter des réponses sur la base d'études de cas en Pologne, République tchèque, Allemagne et France.

Une transition inscrite dans le Pacte vert européen

Les recherches conduites s'inscrivent dans le contexte d'une transition énergétique affirmée à l'échelle européenne dans le « Pacte vert », la



« Quels sont les défis majeurs et les conditions nécessaires à l'éclosion d'initiatives innovantes dans les villes ? »

finalité de ce dernier étant d'atteindre la neutralité climatique à l'horizon 2050. Celle-ci implique entre autres un déploiement significatif des énergies décarbonées, notamment des énergies renouvelables. Largement approuvés par les États-membres et le Parlement européen, les objectifs européens nécessitent désormais que la mise en œuvre des textes votés soit effective.



Des oppositions aux motivations diverses

Au-delà des réticences qui s'expriment parfois à l'encontre de certains aspects de la transition énergétique, les options adoptées par les villes doivent être évaluées à différentes échelles. La décarbonation des réseaux de chaleur (omniprésents en Europe centrale et en nombre croissant en France) est ici éclairante. Prenons trois exemples. Substituer au charbon (disponible localement) le gaz permet certes de réduire les émissions et la pollution mais invite à s'interroger : les investissements consentis n'impliquent-ils pas une dépendance pour les décennies à venir aux énergies fossiles importées ? Préférer l'incinération des déchets au nom de l'économie circulaire se justifie mais la ressource risque de manquer au regard des besoins. Enfin, valoriser les énergies renouvelables et notamment la biomasse forestière pose également question : à l'heure où les forêts européennes sont fragilisées par le changement climatique, des prélèvements massifs ne risquent-ils pas d'obérer leur capacité

« Le projet vise en premier lieu à caractériser les résistances à la transition énergétique. »

à absorber le carbone ? D'autres options existent (notamment la géothermie et l'hydrothermie déployées en région parisienne) mais aucune ne saurait suffire, de sorte que l'ensemble du système énergétique doit être repensé. Il s'agit d'associer différentes technologies, encourager la sobriété et revoir la gouvernance des aires urbaines par-delà les limites administratives.

La ville comme foyer d'innovations

Sur la base de ces réflexions, le projet vise en premier lieu à caractériser les résistances à la transition énergétique. Différents facteurs sont à envisager : opposition idéologique ou opportuniste, dépendance à l'égard d'une histoire dominée par les énergies fossiles, manque de financements et absence d'une vision du territoire partagée.

La recherche porte en second lieu sur les initiatives mises en œuvre dans les villes pour surmonter les résistances à la transformation des systèmes énergétiques. En effet, les projets locaux impliquant les citoyens à travers des mécanismes d'intéressement se multiplient. Les municipalités recherchent par ailleurs des compromis avec les acteurs industriels exploitant les systèmes énergétiques pour accélérer la décarbonation selon des modalités financières acceptables pour chacun. Pour leur part, les métropoles renouvellent leur partenariat avec les territoires voisins dans le contexte du déploiement de projets de production d'électricité renouvelable.

Certaines évolutions constituent à la fois des défis et des opportunités, à l'instar des fermes de données appelées à contribuer à la forte hausse attendue de la consommation d'électricité, mais qui peuvent aussi être des sources de chaleur. Autant de mutations qui gagnent à être mises en perspective grâce à un dialogue avec les acteurs et d'autres chercheurs.

Confronter les résultats à d'autres approches

Pour discuter des résultats obtenus et constituer un réseau de recherche sur les questions énergétiques, des séminaires ont été organisés au CEFRES et sont prévus pour 2026. Ils associent systématiquement chercheurs, associations et acteurs publics et privés. Une publication scientifique comparant les défis et les innovations observés dans certaines grandes villes tchèques, polonaises et françaises est en préparation. Le dépôt d'un projet européen avec d'autres partenaires identifiés au cours de la recherche est également envisagé pour 2026.

➔ Gilles Lepasant, CNRS (CEFRES, Prague)

1. Centre français de recherche en sciences sociales.

2. Le programme est une initiative conjointe du CEFRES, du CNRS, de l'Académie tchèque des sciences et de l'Université Charles. L'Académie des sciences slovaque a rejoint le programme en 2023. Son objet est d'associer deux chercheuses ou chercheurs en vue de présenter conjointement un projet de recherche européen ou international. Voir : <https://cefres.cz/fr/la-plateforme-cefres/programme-tandem/>.

Financer la recherche en exil, en temps de guerre : collaboration entre le CEDEJ Khartoum et le Chr. Michelsen Institute (CMI) / SNAC (2024)

Le bouleversement provoqué par la guerre qui a éclaté au Soudan le 15 avril 2023, puis la relocalisation du CEDEJ Khartoum au Caire en décembre 2023, ont constitué des défis majeurs pour le centre.

Malgré les difficultés, les deux années passées au Caire ont permis un redéploiement de ses activités : le CEDEJ Khartoum est resté – et peut-être devenu plus encore – un pôle essentiel pour les chercheurs et étudiants soudanais, ainsi que pour les institutions de recherche travaillant sur le Soudan. La coordinatrice a rapidement reconstitué un réseau dynamique en renouant les liens avec les partenaires historiques du centre tout en intégrant de nouveaux chercheurs et partenaires scientifiques.

L'un des atouts principaux du CEDEJ Khartoum est sa présence physique au Caire, qui en fait un lieu d'accueil, d'échanges et de production scientifique sur le Soudan unique dans le contexte actuel. Dès 2024, des séminaires de recherche bimensuels animés en grande majorité par des chercheurs soudanais – véritables espaces de réflexion, d'actualisation des connaissances et de respiration intellectuelle – ont permis de fédérer la communauté scientifique soudanaise en exil. L'attribution ponctuelle de modestes bourses de recherche, notamment à des chercheurs en début de carrière, a permis d'élargir ce réseau et de conforter la fonction du CEDEJ Khartoum en tant que lieu de formation à la recherche par la recherche.

Cette capacité du CEDEJ Khartoum à se redéployer en Égypte a suscité de nombreuses demandes de coopération internationale. En 2024 et 2025, plusieurs conventions ont été signées avec des institutions de recherche, confirmant le rôle central du CEDEJ Khartoum dans la recherche contemporaine sur le Soudan. Ces collaborations ont renforcé la visibilité du centre,



© Eric Mukalazi

« La relocalisation du CEDEJ Khartoum au Caire est un bon exemple des défis que nos agences comptables peuvent rencontrer dans des contextes de conflit et d'exil. »

soutenu la production scientifique, élargi le réseau de chercheurs associés – soudanais comme internationaux – et accru ses ressources. Elles ont cependant généré une charge administrative et logistique importante, liée notamment à la gestion de dizaines de contrats de recherche, reposant sur l'équipe extrêmement restreinte du centre. En outre, il a fallu faire face aux difficultés de paiement de nombreux chercheurs soudanais, souvent dépourvus de compte bancaire du fait de leur statut administratif précaire en Égypte après la guerre. En somme, la relocalisation du CEDEJ Khartoum au Caire est un bon exemple des défis que nos agences comptables peuvent rencontrer dans des contextes de conflit et d'exil, de la créativité et de l'ingéniosité dont elles doivent faire preuve pour assurer la pérennité de nos activités.

Entre juillet et décembre 2023, alors que le CEDEJ Khartoum était temporairement en sommeil dans l'attente de sa relocalisation et de la prise de fonction de la coordinatrice, un premier partenariat a été établi entre le CEDEJ Le Caire et le Chr. Michelsen Institute (CMI) / Sudan Norway Academic Cooperation (SNAC). Le CMI, engagé depuis plusieurs années dans une coopération académique avec des chercheurs soudanais, se trouvait dans l'impossibilité de rémunérer ces derniers en raison de contraintes administratives et bancaires, ainsi que de l'absence de toute implantation institutionnelle ou physique en Égypte. Il s'est donc tourné vers le CEDEJ pour faciliter le paiement de cinq bourses.

Ce partenariat a été renouvelé et largement étendu entre avril et décembre 2024, cette fois-ci avec le CEDEJ Khartoum à la suite de la reprise de ses activités¹. D'un montant total de 109 670 dollars, il est équivalent à près de trois fois le budget annuel du CEDEJ Khartoum, soulignant le poids grandissant de la Norvège dans la recherche sur le Soudan. Le partenariat a permis de rémunérer neuf chercheurs soudanais, en vacances, d'attribuer quatre bourses de recherche (5 000 dollars chacune) et de financer une bourse doctorale "PhD at Risk". Il a aussi permis de co-organiser deux événements scientifiques au Caire à l'automne 2024. Le premier, intitulé « Sudanese Youth Movement before and after 2023 War : Impacts, Responses and Agentive Engagement », s'est tenu au CEDEJ Khartoum, sous la forme d'un atelier fermé réunissant 25 participants. Le second, une conférence internationale intitulée « Higher Education in Sudan : Current Challenges and Recovery Prospects in the Postwar Period », a été organisée en partenariat avec l'American University in Cairo (AUC) et va donner lieu à un ouvrage collectif, prévu pour la fin d'année 2026.

Là encore, le CEDEJ Khartoum a joué un rôle d'intermédiaire indispensable en permettant le paiement des chercheurs soutenus par le projet SNAC. Ce dernier ne disposant pas d'infrastructure d'accueil au Caire, le CEDEJ Khartoum a mis à disposition des espaces de travail et une bibliothèque aux chercheurs soudanais, qui sont *de facto* devenus chercheurs associés du centre. Ce partenariat a donc largement enrichi les échanges scientifiques au sein du CEDEJ Khartoum par l'intégration de ces chercheurs à la vie scientifique du centre (séminaires, travaux de recherche).

1. Il s'agit de l'un des principaux partenariats mis en œuvre par le CEDEJ K, au côté de ceux signés avec l'Université de Padoue (Italie) et le British Institute in Eastern Africa (BIEA).



© East Nile Women's Emergency Rooms, 2025

Dans l'un des centres pour femmes, des activités de soutien psychosocial mettent en avant des mots positifs et encourageants

« Le CEDEJ Khartoum a joué un rôle d'intermédiaire indispensable en permettant le paiement des chercheurs soutenus par le projet SNAC. »

Le partenariat a également permis de soutenir une série de billets de blog publiés dans *African Arguments – Debating Ideas*, en collaboration avec le CMI/SNAC et le CEDEJ Khartoum. Dix articles ont été publiés, dont cinq rédigés par des boursiers du CEDEJ Khartoum, accompagnés par un atelier d'écriture et un travail éditorial collectif mené avec la coordinatrice du centre et deux chercheuses soudanaises. La *Sudan War Series* explore ainsi les intersections entre guerre, déplacements, identités et dynamiques sociales et économiques. Rédigés par de jeunes chercheurs souvent eux-mêmes déplacés, ces textes mettent en lumière leurs expériences, les transformations au sein des communautés affectées par la guerre et leurs analyses des futurs possibles pour le Soudan. Néanmoins, les moyens à disposition du CMI ont conduit certains chercheurs soudanais à le préférer comme institution de rattachement pour bénéficier de bourses ou contrats de recherche qui leur permettent de (sur)vivre et continuer leurs recherches dans une période particulièrement difficile pour eux.

Le partenariat entre le CEDEJ Khartoum et le CMI illustre la centralité de l'UMIFRE comme lieu d'échange et de sociabilités académiques en exil, malgré le différentiel de moyens alloués à la recherche au Soudan par la France et d'autres pays (Norvège, mais aussi Royaume-Uni). Cette capacité à fédérer des chercheurs de différentes générations et de divers horizons géographiques et disciplinaires lui permet de ne pas se limiter au rôle d'intermédiaire bancaire et d'être identifié internationalement comme un pôle de la recherche sur le Soudan.

➔ Marie Bassi, coordinatrice du CEDEJ Khartoum

Exposition « Río Bec, un sitio maya extraordinario »

MUSÉE NATIONAL D'ANTHROPOLOGIE (MNA) de Mexico (3 mai - 25 août 2024)
CENTRE INAH CAMPECHE, Campeche (24 avril - 28 septembre 2025)

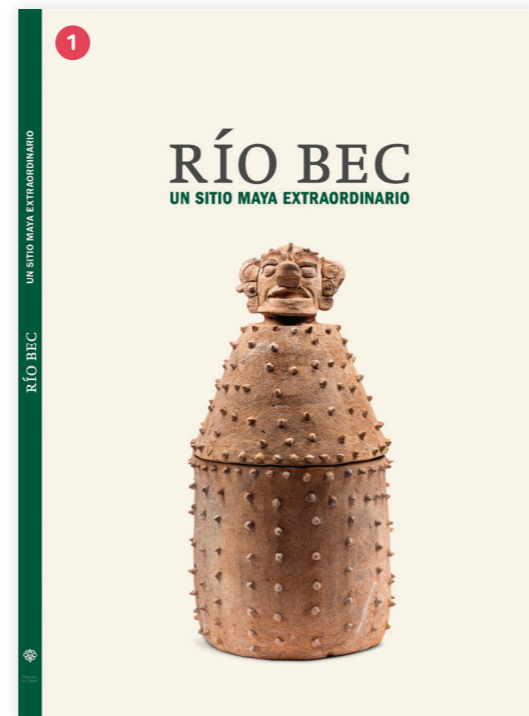
L'exposition temporaire « Río Bec, un sitio maya extraordinario », montée par le MNA et le CEMCA et présentée dans ce musée connu du monde entier, a aussi fait l'objet d'une présentation au Centre régional INAH du Campeche, attirant, un public nombreux. Son riche catalogue a connu une large diffusion.

Le site maya de Río Bec (sud-est de l'État du Campeche) n'est pas extraordinaire seulement en raison de la qualité et de l'originalité de son architecture, parfois remarquablement conservée. Il l'est aussi par son organisation spatiale en habitat dispersé, avec, toutefois, de nombreux groupes de bâtiments dits « monumentaux » – car contenant au moins un très grand édifice de type peu ou prou palatial –, groupes peu séparés les uns des autres, la distance entre eux étant, en moyenne, de quelques centaines de mètres.

« Le territoire couvert a dû être contrôlé par des familles nobles entre lesquelles aucune n'est parvenue durablement à se hausser à un niveau royal, malgré quelques tentatives. »

Ce qui frappe encore dans ce système structurel, c'est qu'aucun des groupes en question ne paraît vraiment avoir dominé tous les autres à l'époque de l'apogée locale (700-900 apr. J.-C.). Inusitée dans le monde maya classique, où des cités-États dirigées par des rois sacrés se partageaient le territoire, cette structure de l'habitat méritait d'être étudiée pour être comprise, notamment sur le plan socio-politique. C'est d'abord ce qui a motivé la réalisation, entre 2002 et 2010, du projet de recherche « Río Bec, sociedad y economía en tiempo de su apogeo ». Ce travail a été mené sous l'égide du Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) et de l'INAH (Instituto Nacional de Antropología e Historia) par une équipe internationale, franco-mexicaine.

L'exposition décrit et illustre plusieurs des résultats qu'il a permis d'obtenir (architecture, décoration, organisation sociale et politique,



© Projets Río Bec

vie religieuse), sans oublier de présenter les manières dont ont été mises en œuvre les consolidations du bâti comme des décors et les restaurations des objets découverts. Fondamentalement, ce qui apparaît, c'est que le territoire couvert (100 km²) a dû être contrôlé par des familles nobles entre lesquelles aucune n'est parvenue durablement à se hausser à un niveau royal, malgré quelques tentatives.

En 2019, une nouvelle phase de travaux a été entamée, toujours en coopération entre la France et le Mexique. Ce projet, intitulé « Campesinos y reyes. Formas alternas de gobierno y de uso del suelo en Río Bec », s'appuie sur de nouveaux outils et méthodes de recherche (en particulier l'imagerie LiDAR), que l'exposition présente aussi. Les résultats obtenus concernent en particulier les modalités, peu connues jusqu'alors dans les détails, de la mise en culture des terres ainsi que l'éventail des espèces cultivées. Ces avancées commencent à déboucher sur une évaluation précise des raisons du succès économique de la zone, mais aussi de ses fragilités.

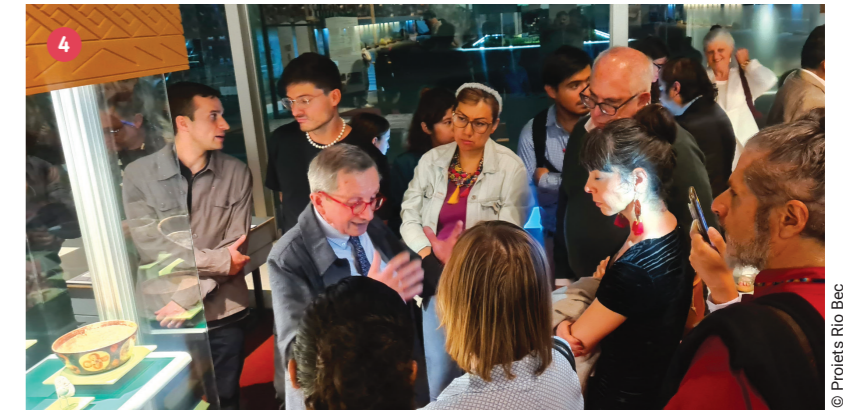
- Eva Lemonnier, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre permanent du CEMCA / UMR 8096-CNRS
- Dominique Michelet, membre associé au CEMCA/UMR 8096, Archéologie des Amériques et membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres)



© Projets Río Bec



© Projets Río Bec



© Projets Río Bec



© Projets Río Bec

1. Couverture du catalogue

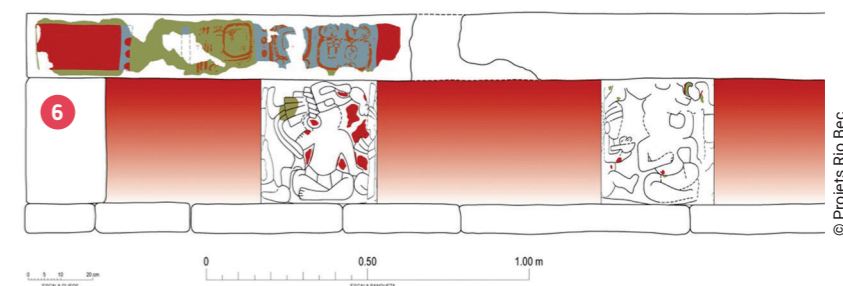
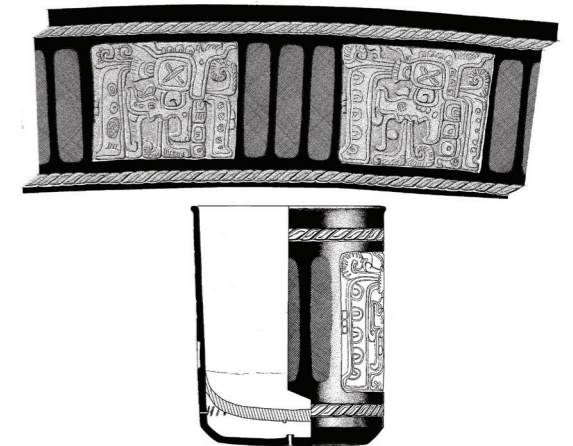
2. Torse de dignitaire en stuc, tronqué volontairement

3. La tour (simulacre de temple-pyramide) à l'angle nord-est de la structure

4. Inauguration à Mexico

5. Consolidation du décor sculpté sur la façade nord du palais

6. Banquette nord (dessin R. Ávila)



© Projets Río Bec

LE DOSSIER

ÉTUDIER, PRÉSERVER, VALORISER POUR TRANSMETTRE : les UMIFRE sur le terrain du patrimoine

Introduction

En rassemblant ce matériel dans le but d'offrir un aperçu des actions des UMIFRE dans les pays où elles œuvrent, ce dossier finit par dessiner les contours d'un encadrement des pratiques archivistiques, muséales et patrimoniales qui ne saurait se passer de collaborations multiples, nationales comme internationales.

L'objectif premier était de fournir un dossier concis et problématisé portant sur le rôle des UMIFRE dans la sauvegarde du patrimoine. Il traite de la préservation des collections – qu'elles soient propres aux différents Instituts ou dispersées en archives – de la consolidation de monuments et de vestiges archéologiques et du traçage d'objets patrimoniaux. Ce travail prend une importance particulière dans les régions ravagées par les guerres, où l'équilibre est fragile et les perspectives de trêve incertaines.

Par ailleurs, le terme même de « patrimoine » renvoie au second objectif de ce recueil de textes, ancré dans une démarche « holistique », pour reprendre un terme utilisé dans l'une des contributions : offrir à la réflexion sur le patrimoine une nouvelle autonomie, affranchie de la tutelle étroite des sciences de l'archéologie, comme de celle de l'ancienne science des antiquaires. Il s'agit de tenir compte de l'évolution des pratiques et des dispositifs, utilisés d'abord pour réguler le flux des objets sur le marché des antiquités, puis de la progressive prise de conscience et de la nécessité de fournir un effort collectif pour accompagner les pays qui les détiennent dans la gestion de leurs propres patrimoines. Il s'agit par ailleurs d'entreprendre un travail en réseaux internationaux et d'instaurer un dialogue interculturel entre institutions pour coordonner la recherche de la

provenance d'objets se trouvant dans des collections muséales, ou pour identifier des objets pillés et circulant sur le marché des antiquités et participant d'une véritable économie de guerre.

Ce dossier ne poursuit pas l'ambition d'une exhaustivité des pratiques et actions des UMIFRE sur le terrain, mais privilégie une approche qualitative. Ces études de cas ont pour but de montrer la manière dont la plupart des travaux s'inscrivent dans le contexte qui leur est propre, sans séparer l'objet patrimonial de ses lieux et de ses modes de production. Qu'il s'agisse d'inventaire minutieux, de dépouillement systématique d'archives scientifiques ou administratives, se donnant pour but de préserver la mémoire des missions ou de reconstituer le contexte des acquisitions, ou encore de classer des collections de manuscrits, photographiques ou paléontologiques, les technologies de pointe s'y invitent. Le traitement de ces collections et le développement de nouveaux outils numériques offrent de nouvelles perspectives de pérennisation et de diffusion auprès du public. Dans certains cas, la technologie sert à accélérer l'identification et le catalogage d'innombrables manuscrits, ou à la constitution d'un cadre archivistique commun à plusieurs UMIFRE.

D'autres actions visent à retracer l'histoire des spoliations en marge de la mise en place progressive ou par à-coups de la réglementation sur les fouilles et le

commerce des antiquités. Dans des zones de conflits, la cartographie des vestiges susceptibles d'être visés par les destructions et les fouilles illégales, la veille archéologique et une prise régulière d'images photographiques, accompagnée de la mise en place d'un système de surveillance satellite et géospatiale en temps réel, devraient permettre d'évaluer les sites à risque et une action ciblée de sauvegarde.

Par ailleurs, les efforts s'intensifient ou s'adaptent, selon que le terrain le permet ou non, pour promouvoir l'élaboration de programmes de sauvegarde et de restauration de monuments. De nouvelles actions de préservation et de valorisation du patrimoine archéologique et paléontologique, de documentation digitale et même d'anastylose numérique, qu'on multiplierait sans peine, sont au cœur de projets portés par des UMIFRE dans le monde pour limiter les mécanismes d'érosion et de perte de l'information. Ce faisant, ces équipes non seulement établissent un lien concret avec le passé que ces vestiges représentent mais créent également un pont entre passé et présent.

- **Maria Gorea**, Responsable du pôle archéologie de l'Ifpa Istanbul
- **Carole Roche-Hawley**, Directrice scientifique de l'Ifpa

La communauté archéologique des UMIFRE mobilisée dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels et la protection du patrimoine

L'intérêt et les actions concrètes dans la lutte contre le trafic illicite de biens culturels sont relativement récents, avec un développement initial à la suite du Printemps arabe de 2011 et une accélération avec les premières destructions perpétrées par Daech entre 2014 et 2015.

Un véritable tournant s'est opéré dans la prise de conscience générale lorsque l'on n'a plus seulement parlé d'« attaques contre le patrimoine », mais de criminalité organisée liée au patrimoine. Les relations entre les différents acteurs se sont alors intensifiées, fondées sur le principe de la nécessité d'une approche interdisciplinaire. Alors que les relations entre archéologues, douaniers, policiers et magistrats étaient auparavant limitées, voire inexistantes, de nouvelles formes de collaboration ont vu le jour récemment, initiant également de nouvelles méthodes de travail grâce à la nécessaire implication du monde académique et scientifique.

Face à une chaîne criminelle qui s'étend du piller à l'acheteur, en passant par une succession d'intermédiaires chargés de brouiller les pistes et de blanchir les objets afin de les revendre au plus offrant, il est impératif d'alerter et de mobiliser l'attention de la communauté scientifique – universitaires spécialistes en archéologie, histoire de l'art, géographie, entre autres. L'action efficace ne peut être cantonnée à l'entre-soi : elle doit reposer sur la mise en place systématique d'approches interdisciplinaires et concertées, en suivant la chaîne opératoire de l'identification des objets à la judiciarisation des affaires, en passant par le temps de l'enquête et dont la finalité est la remise des biens culturels, appuyées par une volonté politique et diplomatique forte, aux côtés des sept ministères concernés (ministères des affaires étrangères, de la culture, de la

« Face à une chaîne criminelle qui s'étend du piller à l'acheteur, (...) il est impératif d'alerter et de mobiliser l'attention de la communauté scientifique. »

justice, de l'armée de terre, des finances, de l'intérieur et de l'enseignement supérieur et de la recherche).

Les 169 missions archéologiques françaises à l'étranger, réparties dans 74 pays, cofinancées en 2025 et placées sous l'égide de la Commission des fouilles (DGM/MAE), mobilisent plus de 1700 chercheurs français auxquels s'ajoutent près de 1600 chercheurs étrangers. Cette communauté constitue un vivier considérable d'experts qui pourraient être davantage impliqués dans la lutte contre le trafic illicite, aussi bien dans les pays où ils travaillent – pays sources – qu'en France, pays de marché et de destination des biens archéologiques. La connaissance fine de terrain des archéologues permettrait d'identifier en amont les sites pillés et d'analyser en aval les objets circulant sur le marché de l'art. Réorientée au service de la lutte contre le trafic, cette expertise serait d'une redoutable efficacité aux côtés de celles et ceux qui enquêtent, répriment, jugent et remettent ces biens culturels. La communauté des chercheurs doit s'emparer de manière urgente de cette lutte, au service de la protection du patrimoine des pays où les UMIFRE sont implantées, tout en appuyant la diplomatie française dans les domaines de la culture et du patrimoine. Le présent texte propose quelques pistes de mobilisation.

Observation de terrain

En travaillant au plus près des sites sur le long terme et souvent dans les mêmes zones, les archéologues de missions étrangères, parfois rattachées aux UMIFRE présentes dans plus de trente pays en Europe, Afrique, Moyen-Orient,



© Vincent Michel

Asie et Amérique latine, sont en mesure de repérer les fouilles clandestines, les contextes de pillage, d'inventorier les dégradations et d'identifier les circuits de recel (marchés locaux, intermédiaires, routes de transit). Ils peuvent documenter précisément ces phénomènes et constituer un référentiel scientifique permettant ultérieurement de reconnaître des objets volés et d'en démontrer la provenance illicite. Ces informations, transmises de manière structurée aux services des antiquités, aux ambassades et aux UMIFRE qui sont autant de relais de formation et d'expertise ainsi que d'excellents moyens de renforcement de la coopération régionale avec une approche collaborative, aux autorités françaises (Office Central de lutte contre le trafic des Biens Culturels – OCBC, Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières – DNRED), voire à l'UNESCO ou à Interpol, alimentent une veille opérationnelle dans les zones à risque.

Fig. 1 : Visite du site de Jérash (Jordanie) par les membres du groupe AGIR (Appui à la génération d'initiatives régionales), 2023

Documentation scientifique et traçabilité

Par leurs relevés, bases de données, publications et archives de terrain, les archéologues créent la mémoire scientifique des sites – plans, typologies, photographies, descriptions – indispensable pour identifier des objets volés et élaborer des études de provenance. Ils peuvent également participer à l'élaboration de typologies d'objets à risque susceptibles de provenir de pillages, contribuant à enrichir les listes rouges régionales du Conseil international des musées (ICOM), ainsi que les bases de données nationales et internationales qui pourraient être utilisées par les forces de l'ordre et les musées.

S'il est difficile de fournir des chiffres précis sur l'étendue des atteintes au patrimoine et du trafic illicite dans sa globalité, quatre critères pour évaluer et analyser ce trafic peuvent être proposés : (1) évaluer les fouilles clandestines qui constituent le point de départ du trafic illicite de biens archéologiques, (2) faire de la veille

LE DOSSIER

et documenter les ventes en ligne, (3) analyser et cartographier les saisies, (4) analyser et cartographier les restitutions/retours de biens culturels.

Conseil technique aux autorités locales et internationales

En tant qu'experts reconnus, les archéologues peuvent conseiller les services des antiquités et les ministères de la culture sur la protection des sites : définition des priorités, plans de sécurisation, zonages, procédures de sauvegarde d'urgence et identification des risques associés aux projets d'aménagement. Lors de saisies effectuées par les douanes ou la police, ils peuvent être sollicités pour des expertises (authentification, datation, rattachement à un site, éléments sur le contexte probable de découverte), contribuant aux enquêtes et aux demandes de remises. Malgré ces possibilités, le nombre d'objets saisis et d'affaires judiciairisées demeure faible car trop d'acteurs ignorent encore les infractions liées aux biens culturels, qui ne constituent souvent une priorité pour personne. Il convient donc de renforcer les liens de confiance avec les agents chargés d'enquêter et de fournir des données fiables et illustrées provenant de diverses sources.

Formation et sensibilisation locales

Ces actions peuvent s'inscrire dans la dynamique des ateliers organisés par l'UNESCO, l'ICOM et ALIPH (Alliance internationale pour la protection du patrimoine) ou dans des initiatives de l'Union européenne comme les deux projets Netcher et Anchise portés par l'École française d'Athènes et rassemblant plus d'une dizaine de partenaires ou encore par la France qui a soutenu en 2020, le projet « AGIR » (Appui à la génération d'initiatives régionales) rassemblant archéologues, policiers, douaniers et magistrats d'Irak, de Jordanie, du Liban et de France, tous acteurs en charge de la lutte contre le trafic illicite de biens culturels dans leur pays. Trois ateliers dans trois pays différents ont permis l'échange de bonnes pratiques et fluidifier les relations interservices, interdisciplinaires et internationaux (fig.1). Les archéologues de missions étrangères, en partenariat avec les UMIFRE, peuvent organiser des formations destinées aux étudiants, gardiens de sites, personnels de musées, forces de sécurité ou magistrats : lecture de site,

« Par leurs relevés, bases de données, publications et archives de terrain, les archéologues créent la mémoire scientifique des sites (...) indispensable pour identifier des objets volés et élaborer des études de provenance. »

identification, manipulation et conditionnement des objets, photographie, principes de conservation, documentation, cadre juridique du trafic illicite. Ils peuvent également mener des actions de médiation auprès des communautés riveraines (écoles, associations, leaders locaux) afin d'expliquer la valeur patrimoniale des vestiges, les dangers du pillage et les alternatives possibles (emplois sur les chantiers, tourisme culturel, projets locaux). Citons un exemple d'atelier consacré à la lutte contre le trafic illicite des biens archéologiques organisé à l'occasion de la 6e campagne de fouilles à Hébron (2023) dirigée par l'auteur, en partenariat avec le consulat général de France à Jérusalem et avec le soutien de l'Ifpo : réunissant des experts français et palestiniens en archéologie, police, douane et justice, l'atelier visait à favoriser l'échange de bonnes pratiques et à renforcer la coordination bilatérale grâce à une approche interdisciplinaire. Quatre workshops ont abordé les enjeux du trafic, les enquêtes policières et douanières, ainsi que la judiciaire des affaires (2 journées). L'événement a été précédé, pour les participants, par une immersion pratique sur le chantier de fouilles (1/2 journée à manipuler pelle, pioche et truelle) et la visite de sites pillés ou détruits (1/2 journée), illustrant concrètement les origines et les conséquences du trafic illicite (fig.2).

Les visites de fin de chantier constituent un moment privilégié pour permettre aux populations de se réapproprier leur histoire à partir de leur patrimoine, moment important de transfert des connaissances. Conférences, expositions, publications bilingues, ressources en ligne et partenariats avec les Instituts français doivent enfin contribuer à sensibiliser le grand public local et les communautés scientifiques aux enjeux du trafic, à ses liens avec la criminalité organisée et à la destruction potentielle de l'identité culturelle comme l'illustre l'exposition au Louvre sur le trafic illicite, une première du genre, présentant quatre demi-statues funéraires de Cyrène en Libye saisies en 2012 et deux plaques sculptées en marbre arrivant de Beyrouth en 2016.

Déontologie, marché de l'art et bonnes pratiques

En refusant de publier des objets dépourvus de provenance claire, en s'abstenant de participer à des expertises complaisantes, et en défendant



© Vincent Michel

Fig. 2 : Immersion sur le chantier de fouilles de Hébron, 2023

des normes strictes en matière de provenance, les chercheurs contribuent à assécher la demande d'objets pillés ou suspects, et à ne pas devenir complices des trafiquants. Leur expertise peut également être mobilisée dans le dialogue avec les musées et collections étrangères (enquêtes de provenance, identification d'objets issus de fouilles illicites, dossiers de restitution). Il est nécessaire d'intensifier les efforts pour répertorier les objets menacés, documenter les pratiques illégales et suivre les évolutions du trafic, afin de rendre invendables les objets volés ou pillés circulant sur le marché légal sous couvert d'une provenance falsifiée.

Conclusion

La France a un réel savoir-faire en protection du patrimoine et elle s'est dotée de structures d'actions et de répression complémentaires. Placées sous la double tutelle du MEAE et du CNRS, les UMIFRE constituent un relais naturel entre la diplomatie culturelle française,

les institutions scientifiques et les partenaires locaux. Elles facilitent le dialogue entre les musées, les services des antiquités, les douanes, la police, et la justice ainsi que les organisations internationales. Grâce à leur liberté d'action et d'initiative, les chercheurs doivent être créatifs et inventifs. La lutte efficace contre le trafic illicite passe par le renforcement du binôme « sachants-enquêteurs ». Les archéologues des missions rattachées aux UMIFRE doivent agir comme capteurs d'alerte, producteurs de preuves, formateurs et médiateurs, au service de la protection du patrimoine. Ils ont un rôle essentiel à jouer comme interface entre autorités locales et institutions françaises, à la croisée de la recherche, de la diplomatie culturelle et de l'action opérationnelle contre le trafic illicite des biens archéologiques.

➔ Vincent Michel, Archéologue, professeur des universités en Archéologie de l'Antiquité classique d'Orient

L'Institut Français d'Études Anatoliennes : entre préservation documentaire et patrimoine

Depuis la fondation de l'Institut Français d'Études Anatoliennes (IFEA) en 1930, l'articulation entre patrimoine architectural, patrimoine scientifique et études sur le patrimoine est partie intégrante de son identité.

Ainsi que l'ont montré les contributions au colloque organisé le 25 septembre 2025 par l'IFEA et l'Université Technique d'Istanbul sur le transfert de l'Ambassade de France d'Istanbul à Ankara entre 1925 et 1937, le choix d'installer un institut de recherche dans l'enceinte du Palais de France à Istanbul s'inscrivait dans une redéfinition de la diplomatie française en Turquie. À Istanbul, la « diplomatie scientifique » poursuivait le travail de la chancellerie politique. Comme les autres UMIFRE, l'IFEA joue un rôle de facilitateur de relations scientifiques équilibrées entre les milieux scientifiques de France et de Turquie dans le domaine des sciences humaines et sociales, particulièrement sensible à l'heure des réflexions sur le partage des savoirs, la provenance des biens culturels et les mécanismes de restitution.

DES DÉFIS STRUCTURELS

Faire face à une exigence historique de souveraineté

Les UMIFRE font face aux manifestations contemporaines de la défiance laissée derrière elle par la muséologie prédatrice du XIX^e siècle. Celle-ci a motivé des mesures de plus en plus restrictives à partir du Règlement ottoman sur les antiquités (1869) ; et ce, d'autant plus que des figures de l'archéologie antique du Levant comme Salomon

Reinach contestaient la compétence des autorités ottomanes à étudier et conserver ce patrimoine¹. Le dispositif qui s'est progressivement mis en place dans l'Empire ottoman puis dans la Turquie républicaine s'est singulièrement durci dans un sens souverainiste avec le temps. Dès 1924-1925, des missions archéologiques envoyées en Syrie illustrent la difficulté à piloter les fouilles à partir d'une École française d'Athènes enregistrée en Grèce². Cette dernière se voit refuser ses demandes de permis de

« Les UMIFRE font face aux manifestations contemporaines de la défiance laissée derrière elle par la muséologie prédatrice du XIX^e siècle. »



Bibliothèque de l'IFEA, Istanbul

fouilles en 1926. La fondation, en octobre 1930, de l'Institut français d'archéologie de Stamboul, devenu en 1975 l'IFEA, est la conséquence de ce processus. La fondation de l'Institut s'inscrit dans un mouvement de fond d'adaptation aux exigences de souveraineté des Etats sur leur patrimoine et les excavations archéologiques. Avec l'IFEA, les institutions turques ont un interlocuteur scientifique officiel en Turquie pour les fouilles menées par les archéologues français. Face à des gouvernements indépendants qui entendent contrôler leur patrimoine et les fouilles archéologiques, les institutions françaises de recherche archéologique se multiplient, à Kaboul et à Damas en 1922, ainsi qu'à Beyrouth en 1946.

La question actuelle de la restitution par les musées européens prolonge ce souci de souveraineté sur le patrimoine. Les connexions des UMIFRE et leurs ressources documentaires en font des experts privilégiés.

Entretenir les outils documentaires de la recherche

La préservation des ressources documentaires et l'acquisition continue des travaux de référence constituent un deuxième défi. Sur près d'un siècle d'histoire, l'IFEA a accumulé un patrimoine bibliographique et archivistique unique. La poursuite de cette mission implique fortement l'équipe scientifique et d'appui à la recherche.

Dialoguer avec des institutions patrimoniales turques aux attentes renouvelées

L'IFEA jouit en Turquie d'une expertise reconnue sur le patrimoine : il est l'interlocuteur officiel de la Direction générale du Patrimoine culturel et des Musées (DGPM) du Ministère turc de la Culture et du Tourisme pour toutes les affaires touchant aux fouilles françaises et aux travaux français sur les sites archéologiques. Cette situation oblige l'Institut : il lui revient de prendre en compte les attentes des institutions turques, et suivre les orientations des politiques patrimoniales de la Turquie.

En 2024, le Ministère de la Culture et du Tourisme a mis en œuvre un programme de « Patrimoine pour le futur » (*Geleceğe miras projesi*). Ce programme vise à faciliter et accélérer la valorisation touristique des sites de fouilles. Il implique une activité de fouille continue et plus intensive, et priorise les travaux de restauration. Ce programme inclut la fouille de Labraunda, l'une des trois fouilles actuelles sous pavillon français dans le pays. L'enjeu pour l'IFEA est d'aider à la délivrance des permis de fouille pour les deux autres sites de fouilles sous pavillon français,



Bâtiment de l'IFEA, Istanbul

Porsuk et Güzelyurt, tous deux en Cappadoce, dans une bonne articulation avec la volonté gouvernementale de développer l'archéologie en vue du tourisme, afin de poursuivre leur rôle de lieu de promotion des échanges scientifiques dans la discipline.

L'UMIFRE COMME POINT DE CONCENTRATION ET DE MUTUALISATION DU PATRIMOINE SCIENTIFIQUE

Les ressources documentaires de l'IFEA : un patrimoine à valoriser

L'Institut, initialement spécialisé en archéologie et turcologie, a rassemblé au fil du temps un total de 58 000 volumes dans sa bibliothèque. L'ensemble constitue non seulement une bibliothèque de spécialité au sein du réseau des bibliothèques de recherche françaises, mais également un outil de référence pour les chercheurs de Turquie grâce à la présence d'ouvrages et de séries indisponibles ailleurs en Turquie. En parallèle, l'IFEA a réuni une cartothèque significative (405 cartes numérisées par l'ancien atelier de cartographie).

« Avec l'IFEA, les institutions turques ont un interlocuteur scientifique officiel en Turquie pour les fouilles sous pavillon français. »

Les fonds documentaires comprennent des archives administratives et les archives scientifiques produites ou accumulées par l'Institut : archives archéologiques organisées par sites de fouille et par périodes, fonds de l'Observatoire urbain depuis 1989, fonds de l'Observatoire de la Vie Politique turque à partir de 2005, documentation sur les migrations, fonds réunis par certains directeurs en particulier recherches sur les cimetières, photographies anciennes, recherches en histoire urbaine.

À cela s'ajoute une documentation électronique réunie sur le site de l'Institut, et des archives visuelles, réunissant une sélection d'images de terrain (plus de 3000 photographies répertoriées).

1. Salomon Reinach, « Le vandalisme moderne en Orient », *Revue des Deux mondes*, 56 (1883), p. 132-166.

2. Samuel Provost, « Les deux missions de Paul Perdrizet et Henri Seyrig en Syrie et leurs prolongements (1924-1928) », *Syria, Hors-Série III: Henri Seyrig* (2016), p. 33-47. Voir également, Géraldine Mastelli-Weissrock et Maria Nouris, « En-quêtes d'Orient ». *Destins croisés d'archéologues dans l'entre-deux-guerres*, Athènes, Editions de l'École française d'Athènes, 2025, catalogue d'exposition réalisé en coopération avec l'Université de Strasbourg, l'Iifo et l'IFEA.

Ces fonds révèlent progressivement leur contenu, grâce à un travail de documentation facilité par la présence d'un personnel CNRS aidé de stagiaires.

Demande sociale et valorisation scientifique

Ce sont en définitive les éléments les plus visuels – photographies anciennes, clichés de tombes ottomanes, cartes topographiques ottomanes ou plans d'assurance du début du XIX^e siècle – qui constituent les documents les plus demandés. Le programme « *Bibliothèques d'Orient* » de la Bibliothèque nationale de France a permis la mise en accès libre d'un vaste ensemble documentaire, loin pourtant de rassembler toutes les ressources de l'IFEA. Il a encouragé l'emploi de documents comme illustrations d'ouvrages, d'expositions, voire de séries télévisées.

On ne saurait pourtant se satisfaire que les collections de l'IFEA soient perçues communément sous cet unique angle, comme objet d'histoire. L'enjeu actuel est leur mise à disposition de chercheurs de toutes disciplines.

La coopération inter-UMIFRE au service de l'objectif d'accessibilité

L'impératif de relocalisation temporaire de l'IFEA à l'été 2025 a fait prendre conscience de la vulnérabilité des collections et encourage à mieux

« *L'Institut, initialement spécialisé en archéologie et turcologie, a rassemblé au fil du temps un total de 58 000 volumes dans sa bibliothèque.* »

connaître les collections et à leur donner une architecture qui faciliterait leur traitement par les outils des humanités numériques. Un partage d'expérience avec d'autres UMIFRE a lancé la réflexion sur les modalités d'archivage et de conservation. La DAFA, l'IFEA et l'IFPO ont mis en place en septembre 2025 un questionnaire destiné au personnel documentaire de leurs homologues. Une convention entre le CNRS, la direction des archives du MEAE et le Service interministériel des archives de France devrait être signée prochainement. La constitution d'un cadre archivistique de référence, permettra de mieux conserver et de faire connaître les ressources des UMIFRE, en particulier aux partenaires locaux.

CONCLUSION : ARCHÉOLOGIE, ARCHIVES ET DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE

L'action de l'IFEA se trouve au carrefour des attentes des autorités turques, de la demande sociale en Turquie en matière d'histoire et de patrimoine, et des besoins des chercheurs. L'enjeu est de conforter son double rôle d'acteur central des échanges en matière d'archéologie et de centre de documentation sur le patrimoine en Turquie.

➤ **Philippe Bourmaud**, Directeur de l'IFEA Istanbul



Bibliothèque de l'IFEA, Istanbul

La querelle des manuscrits à Lalibela Un patrimoine en situation de conflit

Quand un projet de conservation et de valorisation du patrimoine s'inscrit dans un contexte de conflit, comment adapter l'intervention et comment analyser les termes du conflit au travers du prisme patrimonial ? Une lecture par deux chercheuses, une historienne et une géographe, coordinatrices scientifiques du projet *Sustainable Lalibela*.

Situé dans le nord de l'Éthiopie, au cœur des hauts-plateaux, Lalibela est un complexe d'églises rupestres classé au Patrimoine mondial de l'Unesco (Figure 1). Depuis de nombreuses années, des chercheurs – historiens, historiens de l'art, géographes, archéologues, tailleurs de pierre, etc. – associés au Centre français des études éthiopiennes (CFEE) y travaillent. À la suite des accords passés entre la France et l'Éthiopie pour la sauvegarde du patrimoine de Lalibela en 2019, ces chercheurs ont été mobilisés pour définir ce qui devait être préservé et comment le préserver. Dans ce contexte, est né le projet *Sustainable Lalibela*, porté par le CNRS, financé par l'Agence française de développement (AFD) et piloté par le CFEE. Construit avec les partenaires éthiopiens, les scientifiques, les experts en charge du patrimoine, les membres du clergé et les habitants de Lalibela, ce programme est fondé sur la recherche fondamentale, la recherche participative et la formation par la recherche, pour restaurer et mettre en valeur le site.

Outre les monuments, l'ambition de conservation et de valorisation cible les objets conservés dans les églises parmi lesquels on dénombre environ 500 manuscrits, utilisés pour la liturgie quotidienne. La collection des manuscrits de Lalibela est exceptionnelle par son ancienneté – les plus anciens volumes remontent aux XII^e et XIII^e siècles – mais aussi parce qu'elle est le résultat de l'accumulation, jusqu'au début du XX^e siècle, de livres donnés, composés et copiés qui scandent l'évolution des relations entre les églises et les mécènes



Figure 1 : Cérémonie devant l'église de Marie (Beta Maryam), l'une des douze églises de Lalibela

royaux. En plus des textes liturgiques, figurent dans ces manuscrits des archives qui informent sur l'histoire du site de Lalibela et de la province du Lasta (région Amhara). Certains sont richement enluminés et permettent de replacer la collection dans une histoire de la peinture éthiopienne. Les manuscrits considérés comme les plus anciens, les plus précieux et étant les moins utilisés sont désormais placés dans le musée

des églises tandis que ceux qui servent toujours pour la liturgie demeurent conservés dans les églises elles-mêmes. Un inventaire annuel est pratiqué par les autorités en charge du patrimoine, au cours duquel les manuscrits sont dénombrés. Ils ne sont cependant ni décrits ni évalués du point de vue de leur état de conservation. Par ailleurs, l'accès aux manuscrits pour les chercheurs est difficile alors que la collection est centrale pour la connaissance. Ceci s'explique en partie par le fait que les manuscrits sont des objets considérés comme sacrés, donc cachés, mais aussi parce qu'ils ont une valeur marchande qui peut être fantasmée, ce qui fait craindre leur spoliation. Une crainte exacerbée par la guerre du Tigray (2020-2022) au cours de laquelle des manuscrits ont été pillés.

Cette guerre éclate quelques mois après le lancement du projet Sustainable Lalibela. Elle a fait au moins 600 000 morts selon une estimation de l'Union Africaine. Elle oppose l'État éthiopien et ses alliés, dont des groupes armés amharas, à la région du Tigray. En 2021, les combats s'étendent au-delà du Tigray, en régions Amhara et Afar. Les forces armées du Tigray prennent Lalibela et la contrôlent d'août à décembre 2021. Cet épisode marque l'entrée



© Projet Sustainable Lalibela

Figure 2 : Lancement de la formation du clergé à la conservation des manuscrits par le chef du projet Sustainable Lalibela (Kidane Ayalew)

Figure 3 : Formation à la conservation préventive des manuscrits

de la ville dans un cycle de conflits toujours en cours. Après la cessation des hostilités au Tigray en novembre 2022, un nouveau conflit en région Amhara éclate en avril 2023, entre les forces éthiopiennes et des milices amharas, dites *fannos*. Aujourd'hui, la société de Lalibela compose avec un soutien de plus en plus las aux *fannos*, le maintien d'une administration locale et la nécessité de survivre dans un contexte où le tourisme s'est complètement effondré.

Les activités du projet sont maintenues autant que possible en dépit de ce contexte. Le projet procure un filet de sécurité à de nombreux artisans, ouvriers et membres du clergé impliqués. En revanche, la conservation des manuscrits concentre inquiétudes et convoitises : que vont devenir les copies numérisées des manuscrits ? Qui y aura accès ? À qui cela va-t-il profiter ? Ainsi, la numérisation devient le support d'expression d'un mécontentement alors que depuis 2022, nous avons sensibilisé un public large, et en particulier tous les prêtres en charge du trésor des églises (Figure 2), aux valeurs de la collection des manuscrits et à la nécessité d'en assurer la conservation via différentes mesures : conservation préventive, analyse des besoins de restauration et restauration, numérisation.

Avec l'école nationale des chartes, des formations sont mises en place pour enseigner

les gestes de conservation préventive des manuscrits (manipulations, dépoussiérage, conditions d'exposition, conditions de rangement, etc.) et les numériser (Figure 3). La numérisation débute avec les collections du musée des églises. Chaque église doit ensuite faire l'objet du même processus. Le travail est réalisé dans trois des douze sanctuaires (Figure 4). En parallèle, à la demande du clergé de Lalibela, une cinquantaine d'armoires est confectionnée sur mesure pour accueillir dans les monuments les manuscrits, après traitement.

Ce processus de travail est brutalement stoppé en décembre 2024. Nous faisons alors face à une crispation inédite depuis le début du projet. Toutes les personnes formées ne pouvant pas être employées pour le traitement des manuscrits, les frustrations se cristallisent. La faute sans aucun doute à un contexte de raréfaction drastique des ressources locales. Perméables à l'expression de ces mécontentements, des voix critiques s'élèvent au sein du comité paroissial récemment renouvelé, peu au fait du projet et de ses activités. Quelques membres du clergé mal à l'aise avec la sortie des manuscrits des églises pour conservation et numérisation se manifestent également. Malgré les efforts répétés et concertés des comités locaux du patrimoine et des autorités locales publiques et religieuses, quelques individus s'emparent du sujet et en font évoluer les contours : ils dénoncent un risque de vol des manuscrits, une atteinte à l'intégrité du patrimoine. Pour éviter tout risque d'emballement, nous décidons d'interrompre temporairement les activités et de laisser passer les fêtes de Noël et de l'Épiphanie de janvier 2025.

Depuis, la numérisation n'a pas repris mais le projet se poursuit dans ses autres secteurs d'intervention. Le dialogue se poursuit à Lalibela, avec beaucoup de précautions et en intégrant un certain nombre d'enseignements. Tout d'abord, les autorités religieuses et politiques sont très affaiblies par le conflit en cours en région amhara et ne peuvent réguler les tensions et faire valoir leurs décisions comme légitimes. Les autorisations qu'elles octroient au projet pour travailler à Lalibela en sont un exemple.



© Projet Sustainable Lalibela

Figure 4 : Formation à la numérisation des manuscrits

Ensuite, le patrimoine de Lalibela est l'objet d'appropriations et de revendications identitaires aujourd'hui contestées et contradictoires, ce qui facilite les instrumentalisation et les manipulations d'un objet ou d'une activité. Dans le même temps, l'ancrage local du projet est tel qu'il trouve des soutiens face à cette crise, sans que l'équipe n'ait à les mobiliser directement. Près d'un an plus tard, le projet a gagné en popularité : de nombreux habitants se sont mobilisés pour en exposer publiquement les réussites, au point qu'il est envisageable de reprendre la numérisation des manuscrits dans un futur proche.

Pour conclure, le contexte à Lalibela reste tendu, d'autant plus qu'il n'y a aucune perspective de résolution du conflit armé, ni d'amélioration de la vie quotidienne. Nous avons compris que la continuation des projets et des activités à Lalibela dépend de notre capacité à maîtriser notre présence, notre rythme d'intervention, notre exposition et notre communication.

➤ Marie BRIDONNEAU, Centre français des études éthiopiennes, Projet Sustainable Lalibela, CNRS
➤ Marie-Laure DERAT, Orient & Méditerranée, Centre français des études éthiopiennes, Projet Sustainable Lalibela, CNRS



© Projet Sustainable Lalibela

Protéger et valoriser le patrimoine archéologique d'un pays en guerre

L'exemple de la coopération scientifique entre la France et le Soudan

La Section française de la direction des antiquités du Soudan (SFDAS), fondée en 1967, est un institut de recherche en archéologie. Elle fonctionne dans le cadre du « *Protocole relatif à la coopération en matière archéologique* », inscrit dans l'« *Accord de coopération culturelle et technique* » officiellement signé à Khartoum le 22 décembre 1969 entre les gouvernements soudanais et français.

Depuis le 22 décembre 1969, la SFDAS est intégrée au Service des antiquités du Soudan, la *National Corporation for Antiquities and Museums* (NCAM). Avec le conflit armé déclenché le 15 avril 2023, l'Ambassade de France et toutes ses dépendances ont dû cesser leurs activités. Ainsi, après plus de 50 ans d'activités au sein même du Service des antiquités basé à Khartoum, la SFDAS a été contrainte de fermer ses bureaux et de quitter temporairement le pays. En décembre de la même année, grâce au soutien de ses différentes tutelles, l'Institut a été relocalisé temporairement en Égypte, en lien avec l'Ambassade de France au Caire, sous l'autorité de l'ambassadeur de France, envoyé spécial pour le Soudan et la Corne de l'Afrique. L'Institut de recherche est désormais accueilli dans les locaux de l'Institut français d'archéologie orientale (IFAO), dans l'attente d'un retour à Khartoum.

La guerre, toujours en cours au moment d'écrire ces lignes, touche directement la population soudanaise, y compris les acteurs de l'archéologie engagés dans la préservation d'un patrimoine encore mal connu bien qu'exceptionnel. La déstabilisation du pays et l'insécurité affectent toutes les régions du Soudan, y compris les plus éloignées des combats, considérées comme relativement calmes, mais qui connaissent un afflux de populations déplacées. Cette situation a fortement entravé les activités scientifiques, culturelles et universitaires. Aujourd'hui, le contexte est extrêmement éprouvant pour les agents de la NCAM, les enseignants-chercheurs et les étudiants

des universités qui subissent de plein fouet la crise économique, des déplacements contraints vers d'autres régions, et, pour certains, l'expatriation forcée vers les pays limitrophes. Les missions de l'Institut de recherche, à savoir la coordination de programmes de recherche dans les domaines de l'archéologie, de la muséographie et de la formation des professionnels du patrimoine, sont restées les mêmes. Néanmoins, en raison de l'inaccessibilité des terrains, les

En savoir plus
Site de la SFDAS :
<https://sfdas.hypotheses.org>

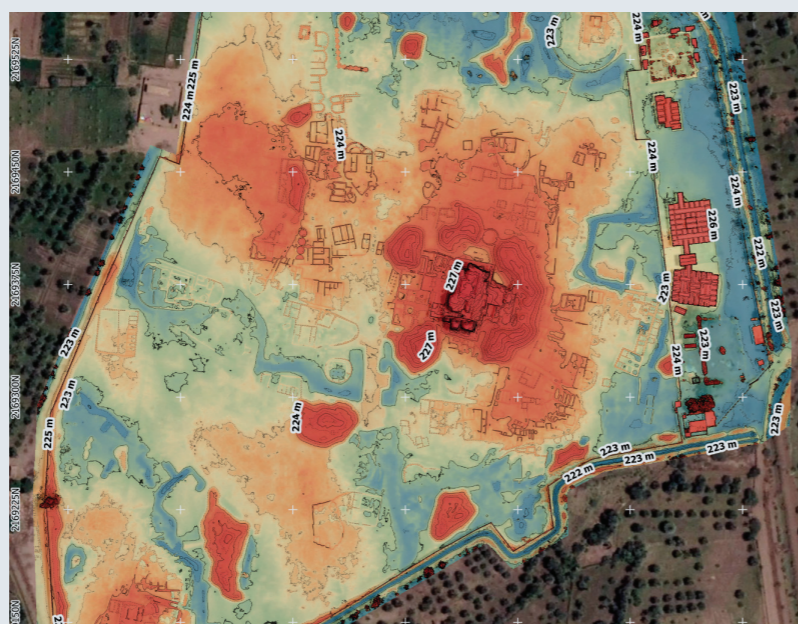


Figure 1 : Modèle numérique de terrain du site de la ville antique de Kerma réalisé dans le cadre du projet SAHPP-IMAHP in Sudan

principaux projets qui étaient en cours avant le début de la guerre, en collaboration avec les équipes de la NCAM, ont dû être réorientés. Les risques de destructions et de pillages pouvant alimenter le trafic illicite de biens culturels qui pèsent sur le patrimoine archéologique et historique du Soudan sont importants dans un tel contexte de conflit. En dépit du travail de surveillance effectué par les personnels du Service des Antiquités restés sur place, et de la création d'un comité d'urgence de la NCAM établi au Caire au tout début du conflit, plusieurs musées, dont le musée national du Soudan à Khartoum, ont été endommagés et leurs collections en partie pillées. Par ailleurs, les pillages de sites et les extractions minières illégales se poursuivent, participant à une économie de guerre. Les sites et les monuments subissent également la pression agricole, une urbanisation non contrôlée et des dégâts liés au changement climatique et au déplacement de populations. C'est dans ce contexte d'urgence que la France, grâce à son institut de recherche et aux liens qui l'unissent au Service des Antiquités et à la communauté internationale des chercheurs travaillant sur le Soudan ancien, contribue à valoriser et à protéger le patrimoine archéologique du pays. Afin de contribuer à la protection des sites et à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, plusieurs programmes sont mis en œuvre grâce à des fonds d'urgence accordés par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et par l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine (ALIPH). Le premier projet est la création d'un outil performant de suivi à distance des sites archéologiques soudanais, au bénéfice du Soudan, par la mise en place d'un Système d'Information Géographique (SIG et WebSIG), couplé à des données d'analyses spatiales avancées pour l'identification, la cartographie et la modélisation des expositions potentielles des sites aux risques de destruction. L'accès au pays étant désormais impossible pour la communauté scientifique internationale, il est difficile d'évaluer l'impact du conflit sur les monuments et les sites répartis sur ce vaste territoire. En considérant l'urgence de cette situation, le projet *Innovative Monitoring Approaches for Heritage Protection in Sudan* (IMAHP) a été lancé en 2024 sous les auspices de la NCAM. Il compte également sur la collaboration de l'UMR 7300 ESPACE de l'université Aix-Marseille et sur celle des missions archéologiques françaises et suisse-franco-soudanaise. Ce projet s'appuie sur une base de données préexistante constituée dans le cadre du *Sudan Archaeological Heritage Protection Project* (SAHPP) interrompu par la guerre. Un projet dont l'objectif était la mise en place d'une cartographie détaillée des vestiges archéologiques et leur



Figure 2 : Entrée du musée national du Soudan à Khartoum avant le début du conflit

protection physique (Figures 1 et 3). Le SIG du projet IMAHP a été pensé pour utiliser un logiciel accessible en *open access*, lui-même alimenté par une équipe intégrant des collaborateurs soudanais formés au Caire et des relais dans les principales régions du Soudan. Il intégrera des documents d'archives, des rapports et des images photographiques prises régulièrement sur le terrain, ainsi que les inventaires du mobilier archéologique conservé dans les musées et les magasins de fouille. Un système de surveillance géospatiale combinant l'intelligence artificielle, les données archéologiques, géographiques et la télédétection sera également développé pour détecter les activités de pillage en temps quasi réel. Ce système permettra d'identifier et de surveiller de manière automatisée et prédictive le spectre des expositions aux risques des sites archéologiques, offrant ainsi une solution innovante pour la protection du patrimoine culturel du Soudan. Sur le plus long terme, le périmètre du projet IMAHP au Soudan aura vocation à être déployé au sein d'autres UMIFRE travaillant également sur des territoires dits « *empêchés* », comme la Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA) et l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo). Cette démarche permettra d'améliorer le modèle sur d'autres sites d'intérêt auxquels les archéologues n'ont plus accès physiquement. Elle permettra dans le même temps de construire une stratégie opérationnelle étendue au bénéfice de la lutte contre le trafic de biens illicites des pays en question.

Un second projet d'importance est développé en parallèle, en coordination avec la NCAM et en collaboration avec le musée du Louvre et l'Unesco. Il concerne la création d'un musée virtuel accessible en ligne qui regroupera les œuvres de l'une des principales collections archéologiques du pays, exposées avant la guerre, dans le musée national du Soudan à Khartoum (Figure 2).

Essentiel à la gestion, à la protection et à la valorisation durable du patrimoine soudanais en ces temps de conflit, cet outil développé en français, en anglais et en arabe répond à un double enjeu : offrir un accès à l'une des plus importantes collections muséales africaines, dont une partie a récemment été pillée, et constituer une base de données destinée aux autorités compétentes en matière de trafic illicite de biens culturels.

Le projet, principalement financé par le « *Fonds Équipe France* », est conçu comme un instrument de coopération répondant à des besoins exprimés par les partenaires locaux travaillant au sein de la Direction des musées de la NCAM. Il sera intégré à la collection « *Grands sites archéologiques* » hébergée sur [le site archeologie.culture.gouv.fr](http://le.site.archeologie.culture.gouv.fr).

Ce projet à forte visibilité médiatique, tant au niveau local qu'international, contribuera au renforcement de la coopération culturelle et scientifique franco-soudanaise. Il sera bénéfique à la fois aux professionnels du patrimoine, aux chercheurs, aux étudiants et au grand public.

Des actions sur le terrain, en étroite coordination avec les équipes locales, viennent enfin compléter le champ des activités de l'Institut de recherche en matière de protection des vestiges archéologiques.

En partenariat avec le bureau régional de la NCAM à Méroé et le musée du Louvre, un projet – Emergency support for the archaeological site of Meroe – est actuellement mis en œuvre pour préserver la ville royale de Méroé et ses pyramides (Figure 3), inscrites sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco. Si la région est régulièrement exposée aux inondations et aux pluies annuelles entre août et septembre, le site subit également une fréquentation accrue due aux déplacements de populations fuyant la guerre, comme en témoignent les nombreux graffitis qui apparaissent sur les monuments archéologiques. Les objectifs de cette action financée par la fondation ALIPH sont, d'une part, de protéger physiquement la ville royale en renforçant la digue qui protège le site de la crue du Nil (Figure 4) et, d'autre part, de sensibiliser les milliers de Soudanais de la capitale qui se sont installés dans la région de Méroé. Des maquettes pédagogiques conçues par les équipes du musée du Louvre avec des archéologues et des conservateurs soudanais invitent le jeune public, notamment dans les écoles, à comprendre la nécessité de préserver leur patrimoine, en leur présentant des cartes en reliefs,

Figure 3 : Vue aérienne des pyramides de Méroé



© SFDAS / S. Poudroux

Figure 4 : Renforcement de la digue protégeant le site de Méroé



© NCAM / M. Soleïman

des parfums et des objets issus de la collection du département des Antiquités égyptiennes du Louvre imprimés en 3D.

Cette action permet de sensibiliser les différents publics à l'importance de sauvegarder les sites uniques de l'île de Méroé et de prévenir tout trafic ou dégradation intentionnelle.

Dans ce contexte de crise et en dépit des difficultés liées à la relocalisation, il est primordial de maintenir les liens qui unissent la SFDAS, la NCAM et la communauté des chercheurs soudanais. Parmi les actions prioritaires figurent l'aide d'urgence pour protéger les musées, déplacer ou inventorier les collections sauvegardées, ainsi que l'octroi de bourses de recherche destinées à soutenir une communauté académique fragilisée. Pour un institut en exil, il demeure indispensable de poursuivre le développement des réseaux qui existaient avant la guerre et d'en créer de nouveaux pour assurer une continuité des activités de recherche, protéger un patrimoine unique en réel danger et maintenir une coopération forte entre les deux pays dans l'attente d'un retour sur le terrain.

➔ **Severine Marchi**, Archéologue, Directrice de la Section Française de la Direction des Antiquités du Soudan (MEAE / CNRS-UAR 3336)

L'action de la DAFA pour la protection du patrimoine archéologique afghan

La mosquée de Noh Gonbad

Créée en 1922, la Délégation archéologique française en Afghanistan fut momentanément fermée à partir de 1982 après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Réouverte en 2002, la DAFA fut très vite confrontée à la nécessité de protéger le patrimoine archéologique afghan et de lutter contre le pillage des sites.

La destruction des bouddhas de Bamiyân en 2001 et la découverte que certains sites pillés durant les années 1990 étaient entièrement détruits – à l'instar de la grande ville antique d'Aï Khanoum –, sensibilisèrent la communauté internationale et les nouvelles autorités afghanes à la nécessité d'une action volontariste pour assurer la préservation du patrimoine culturel du pays. Sous la conduite de Roland Besenval, le nouveau directeur de la DAFA, puis de Philippe Marquis et de Julio Bendezu-Sarmiento qui lui succédèrent, la DAFA s'engagea résolument dans cette voie. La lutte contre le pillage et le trafic des antiquités devint l'une de ses principales activités. Elle s'est poursuivie malgré la dégradation de la situation sécuritaire qui compliqua l'accès au terrain. La délégation s'est dotée d'outils performants lui permettant d'assurer une veille scientifique à partir des données satellites, en collaboration avec la société Iconem. Elle a ensuite travaillé à l'élaboration d'une carte archéologique répertoriant les sites victimes de destruction. Beaucoup d'attention s'est portée sur l'oasis de Bactres, autour de la ville actuelle de Mazar-i Sharif dans le nord du pays, où la DAFA avait repris une activité de fouille et de prospection. Mais la DAFA a également mis en œuvre des programmes visant à préserver et à restaurer le patrimoine architectural de l'Afghanistan. Le retour au pouvoir des talibans en 2021 provoqua le rapatriement de la délégation à Paris et rendit son action plus difficile. Elle s'efforce néanmoins d'aider les différents organismes qui ont gardé un accès au terrain.

Le vaste programme mené à plusieurs mains pour assurer l'étude et la protection de la mosquée de Noh Gonbad constitue un exemple particulièrement significatif de cette activité. Ce bâtiment est l'un des monuments islamiques les plus importants et pourtant l'un des moins bien connus de l'Afghanistan. La mosquée, également désignée sous le nom de Haji Piyada, se trouve à 4 km environ du centre de la ville moderne

de Balkh et 1,5 km du stupa du Top-i Rustam. Ce dernier faisait partie du grand monastère bouddhique du Nawbahar qui, sous la direction de la puissante famille des Barmak, constitua la principale puissance de la région au VII^e siècle et contrôlait l'ensemble de l'oasis de Bactres. Après la conquête arabe, les Barmak se convertirent à l'islam et s'élevèrent dans l'appareil administratif jusqu'à occuper les fonctions de grands vizirs. Ils contrôlèrent l'empire abbasside pendant une petite décennie de 786 à 803 avant d'être éliminés par le calife Harun al-Rashid. La mosquée, qui paraît localisée à l'intérieur de l'enceinte du Nawbahar, fut peut-être construite par eux. Quoi qu'il en soit, datée de la fin du VIII^e ou du IX^e siècle, elle est probablement la plus ancienne mosquée connue de l'Afghanistan voire de tout l'espace centrasiatique. C'était un édifice de taille modeste mesurant 20 m de côté et précédé d'une cour rectangulaire.

Figure 1 : La mosquée de Noh Gonbad en 2003



© DAFA

LE DOSSIER

Il était divisé en neuf espaces intérieurs surmontés de coupoles, soutenues par des arcs reposant sur six grosses colonnes de brique. Son riche décor de motifs végétaux en stuc évoque par certains aspects les décors des monuments abbassides de Samarra et Bagdad. C'est dire l'importance du bâtiment qui abrite plusieurs tombes, dont celle supposée du maître soufi Khwadja Parsa, et constitue encore aujourd'hui un centre de pèlerinage, notamment pour ceux qui n'ont pas les moyens de se rendre à La Mecque. La mosquée n'avait pourtant pas retenu l'attention des premiers archéologues de la DAFA, malgré les fouilles menées par Alfred Foucher à Bactres en 1924-1925 (y compris au Top-i Rustam), puis celles de Daniel Schlumberger en 1947-1948.

La DAFA lança à partir de 2003 un grand programme de recherche sur Bactres et son oasis, à l'origine de son intérêt pour la mosquée. Elle alerta très vite sur son état de conservation très dégradé et sur la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour la sauvegarder. Il ne restait plus aucune des coupoles ; seulement deux arcs étaient encore en place, mais parcourus de fractures et prêts à s'effondrer (Figure 1) ; deux des six colonnes étaient renversées. Le décor, directement sculpté dans une couche de plâtre



Figure 2 : La mosquée sous son abri après la pose du géotextile

Figure 3 : Sondage réalisé au pied d'une colonne en 2008



appliquée sur les éléments d'architecture, était lui aussi en mauvais état. Le plâtre était entièrement recouvert d'un dépôt de poussière éolienne qui lui donnait une coloration ocre et les peintures bleues, et peut-être aussi rouges, qui recouvraient les parties en creux avaient pratiquement disparu. Des plaques étaient décollées par endroits et le plâtre avait été raviné par la pluie ou recouvert par de la boue solidifiée. Une partie des éléments décoratifs, tombés, étaient enfouis dans la couche de près de 1,50 m qui s'était formée sur le sol d'origine du bâtiment. Celui-ci, ouvert aux quatre vents, souffrait aussi de pillages et de vandalisme. Le Ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme avait bien recouvert la mosquée d'un toit métallique au début des années 1970 avec l'aide de l'Unesco, mais cet abri ne s'étendait pas suffisamment de part et d'autre des murs pour assurer une protection efficace contre les intempéries.

La DAFA intervint dès 2003 auprès du Ministère de la Culture pour que des mesures d'urgence soient prises et qu'un plan de conservation soit envisagé à grande échelle. Les besoins très importants en financement mais également en support technique et logistique obligeaient à mettre en œuvre plusieurs partenariats. Les opérations ont duré plus de dix ans, la DAFA apportant son expertise scientifique et son expérience en matière de coordination. On commença par réparer en 2004 l'abri métallique de la mosquée, grâce à l'implication financière de l'Unesco et l'intervention de l'ONG française ACTED avec laquelle la DAFA noua plusieurs collaborations dans les années qui suivirent sa réouverture. Cela n'empêcha malheureusement pas l'effondrement du mihrab d'une phase tardive de la mosquée. La DAFA fit ajouter en 2005-2006 de grands

panneaux en géotextile à l'abri métallique pour protéger les côtés ouest et nord de la mosquée contre la pluie et les vents dominants. Cette opération a été financée par le Fond Bugshan, partenaire du musée Guimet, et mise en œuvre grâce à la participation d'ACTED et de la société SF Protection-France (Figure 2). Ce géotextile fut malheureusement partiellement arraché par la suite. Il fut aussi possible, en concertation avec les autorités afghanes, d'assurer le gardiennage du site et de le protéger par la construction d'un mur d'enceinte. Cette opération nécessita que soit délimitée tout autour de l'édifice une zone franche, inconstructible et non cultivable, en accord avec les habitants et les autorités locales.

Quoique nécessaires, ces premières opérations n'étaient pas suffisantes pour assurer la bonne conservation de la mosquée sur le long terme. Il fallait changer d'échelle. Dès 2006, la DAFA procéda aux relevés topographique et photogrammétrique du monument et de ses décors, à partir desquels furent produits un ensemble de plans, de coupes et d'élévations. Le restaurateur Daniel Ibled fut chargé de



Figure 4 : Poursuite des opérations de restauration en 2019, une fois stabilisés l'architecture et le décor

conduire une étude préliminaire pour la restauration du décor sculpté, tandis que le regretté Chahryar Adle (CNRS) entreprit l'étude historique et archéologique de la mosquée. Ces travaux servirent de base à l'élaboration d'un programme d'étude, de sauvegarde et de restauration du bâtiment. Ce programme, qui mobilisa de nombreux partenaires, constitue l'un des premiers exemples des grandes entreprises visant à protéger le patrimoine culturel afghan où s'illustrent désormais des organisations comme l'Aga Khan Trust for Culture (AKTC), fondé en 2002, ou l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine (ALIPH), créée en 2017. Dès 2006, la mosquée fut inscrite sur la liste du *World Monument Fund* (WMF) qui réussit à mobiliser des financements de la Fondation Kaplan. Une première collaboration fut conclue entre la DAFA et l'Associazione Giovanni Secco Suardo, spécialisée dans la protection et la conservation des biens culturels. Elle fut élargie dès 2007 au département d'architecture de l'Université de Florence et au professeur Ugo Tonietti, puis en 2008 à l'AKTC qui a pris une part de plus en plus active dans le pilotage du chantier de restauration. L'Ambassade des États-Unis en Afghanistan apporta aussi son soutien financier. Enfin, le projet reçut l'aide de l'Unesco, avec la perspective d'une inscription du monument sur la liste du patrimoine de l'humanité, processus interrompu par le retour des talibans.

Des fouilles furent conduites à partir de 2008, d'abord par Chahryar Adle (2008-2010, Figure 3), puis entre 2014 et 2016 par l'équipe de la DAFA (Philippe Marquis, Julio Bendezu-Sarmiento, Thomas Lorain et Nader Rassuli). Ugo Tonietti et Arash Boostani (AKTC) supervisèrent entre 2007 et 2014 un important programme de consolidation des éléments architecturaux, en stabilisant les deux arcs encore debout. Des moyens importants furent mis en œuvre : une réplique grandeur nature de ces arcs fut construite de manière à pouvoir expérimenter divers procédés. Ce chantier obligea à mettre au point des méthodes innovantes pour protéger et restaurer les structures, méthodes qui furent ensuite réutilisées dans les chantiers supervisés par l'AKTC. Ces travaux furent menés en coordination avec les restaurateurs Daniel Ibled, Nathalie Bruhière et Fanny Kurzenne, qui intervinrent sur le décor en stuc entre 2009 et 2013. Grâce à cet immense effort collectif, il fut possible de sauver la mosquée de Noh Gonbad, dont la restauration s'est ensuite poursuivie grâce aux financements de l'Ambassade des États-Unis (Figure 4). Il faut désormais finaliser l'étude scientifique de ce monument exceptionnel.

➔ Laurianne Martinez-Seve, Directrice de la DAFA

Les manuscrits de l'Institut français de Pondichéry

Posté sur la côte de Coromandel, au sud-est de la péninsule indienne, l'Institut français de Pondichéry (IFP) est un haut lieu de la recherche interdisciplinaire sur l'Asie du Sud.

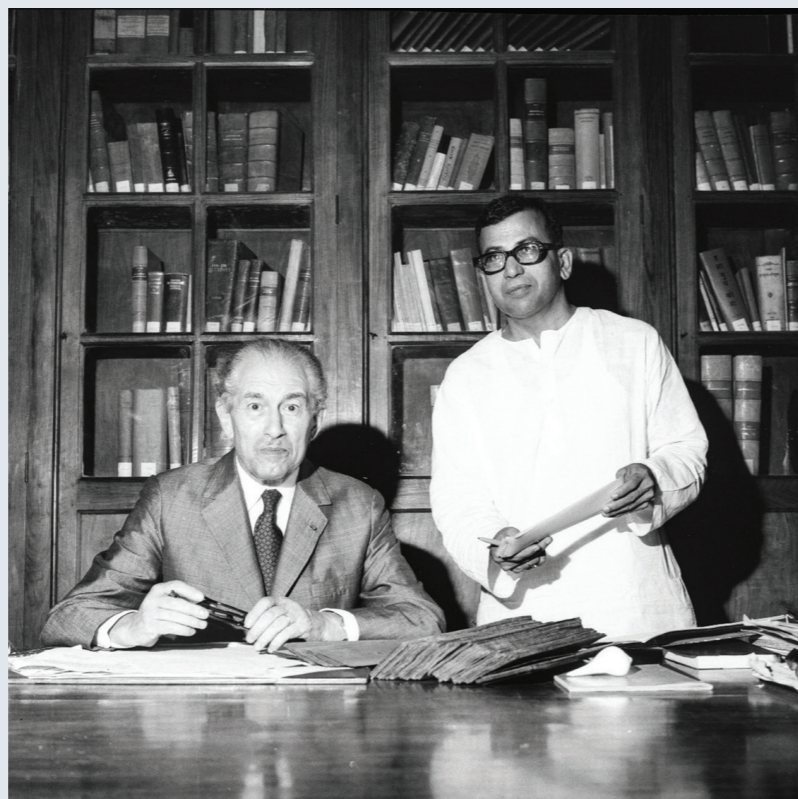
S'y côtoient des chercheurs d'horizons scientifiques variés réunis au sein de quatre départements : indologie, écologie, géomatique et sciences sociales.

Fondé en 1955, l'IFP accueille d'importantes collections patrimoniales. La vaste bibliothèque contient plus de 75 000 ouvrages consacrés aux mondes asiatiques, les archives photographiques rassemblent 160 000 clichés sur l'architecture religieuse hindoue, et le laboratoire d'écologie abrite une importante série de pollens et un herbier de la flore indienne. Mais c'est sans conteste les manuscrits sur feuilles de palme, les ôles précieusement rassemblées par les savants de l'Institut depuis le milieu du XX^e siècle, qui constituent la collection la plus connue de l'Institut.

Le terme « ôle », dérivé du tamoul « *ôlai* », qui signifie à la fois feuille de palmier et support d'écriture, est utilisé par les indianistes pour désigner ces manuscrits dont l'usage est attesté en Asie dès le début de notre ère, et qui à côté de la pierre, de l'argile ou des plaques de cuivre, ont constitué l'un des premiers vecteurs de transmission de texte. Gravées avec une aiguille puis imprégnées d'une encre noire, les feuilles de palmier sont souples et résistantes, ce qui explique qu'elles aient été massivement utilisées jusqu'à une date récente. La tradition des manuscrits sur ôles a en effet perduré en Inde jusqu'au milieu du XX^e siècle, bien après l'apparition du papier, dès le VIII^e siècle, et le développement de l'imprimerie.

Constitution de la collection

Le professeur Jean Filliozat, premier directeur de l'Institut français de Pondichéry, a initié en 1955 la collecte de ces manuscrits alors qu'il assurait simultanément la direction de l'École française



Le fondateur de l'Institut, le professeur Jean Filliozat, et le Pandit N.R. Bhatt

d'Extrême-Orient (EFEO). Les feuilles de palmier qu'il a rassemblées étaient alors dispersées chez des particuliers et dans des temples de l'Inde du Sud. Les manuscrits, qui datent pour la plupart des XVIII^e et XIX^e siècles, ont été offerts ou vendus par leurs propriétaires soucieux de les voir édités. Ils sont majoritairement écrits en grantha, l'écriture utilisée par les brahmanes tamouls pour transcrire le sanskrit, mais d'autres sont rédigés en malayalam, télougou, nandinagari, oriya et toulou. L'Institut détient également

1 144 transcrits sur papier réalisés par les chercheurs de l'IFP, dans la seconde moitié du XX^e siècle, à partir de collections conservées dans d'autres institutions.

La collecte, qui doit beaucoup au Pandit N.R. Bhatt (EFEO), avait pour objectif de mieux comprendre le temple hindou et sa vie intérieure. Le contenu des manuscrits ne se limite pas néanmoins aux textes religieux. Les liasses de feuilles de palmier et les transcrits conservés à l'Institut couvrent en effet tous les domaines de la science et des lettres de l'Inde prémoderne. S'y côtoient des textes canoniques de l'hindouisme, des mantras et manuels de rites, des hymnes dévotionnels et des mythes topographiques, des textes d'astrologie et de médecine, et des épopées littéraires. La moitié des manuscrits concerne le culte du dieu Shiva. L'IFP possède ainsi la plus importante collection mondiale de manuscrits sur le Śaiva Siddhānta, une tradition religieuse qui, au X^e siècle de notre ère, s'est répandue dans toute l'Inde et, au-delà du sous-continent, à l'Est jusqu'au Cambodge.

Conservation de la collection

Les feuilles de palme employées pour les manuscrits indiens sont de deux types : d'une part des feuilles appelées « *talipot* », fines et souples comme du papier, et d'autre part des feuilles plus épaisses et rigides, de plus petite taille. Ces manuscrits sont extrêmement fragiles, par nature et en raison de leur détérioration par divers insectes. Le climat de l'Inde du Sud, à la température et au taux d'humidité élevés, en accentue la prolifération.

Afin de ralentir leur dégradation, les ôles font l'objet d'un brossage régulier et sont enduits d'huile de citronnelle, laquelle permet à la fois



Manuscrits sur feuilles de palmier en langue oriya

d'éloigner les insectes, de réduire le risque de moisissure et de rendre les feuilles plus souples lors de leur manipulation. Regroupé, dès 2003, dans une salle climatisée, l'ensemble des manuscrits sur feuilles de palmier a été déménagé en 2024 dans un nouvel espace présentant des conditions idéales de conservation. Ce n'est pas le cas des transcrits qui, faute d'être hébergés dans une salle dotée d'un dispositif de contrôle du taux d'hygrométrie, sont à ce jour exposés à un risque important de dégradation en raison du climat toujours plus humide de Pondichéry.

Différents types de manuscrits sur feuilles de palmier



Le catalogage de cette collection constitue un travail de longue haleine. Une seule liasse de feuilles de palme peut en effet contenir plusieurs douzaines de textes gravés en caractères minuscules, sans espace entre les mots, voire entre les textes. Les intitulés des chapitres ne se distinguent pas non plus, ni par la taille des caractères ni par aucun autre signe distinctif. La lecture minutieuse de ces textes ne peut donc être effectuée que par de rares spécialistes de la littérature sanskrite et des écritures utilisées pour la transcrire. Une liste complète des titres des ouvrages identifiés a été dressée et quatre volumes d'un catalogue descriptif couvrant 475 manuscrits ont été publiés (en 1986, 1987, 1990 et 2002) mais l'exploration est loin d'être achevée.

Valorisation de la collection

Inscrite au registre de la « *Mémoire du Monde* » de l'Unesco, la collection de manuscrits sur feuilles de palmier est à l'origine d'un vaste programme de recherche. Elle a donné lieu, au fil des ans, à de nombreuses publications produites en collaboration avec l'EFEO.

LE DOSSIER

D'importantes institutions indiennes, telles que la *National Sanskrit University* (Tirupati), le *Muktabodha Indological Research Institute* et la *Karpagam Academy of Higher Education*, sont parties prenantes dans cette activité scientifique qui implique non seulement d'éminents lettrés, mais également des scientifiques à la pointe de l'intelligence artificielle : le très prestigieux *Indian Institute of Technology* de Chennai (IIT Chennai) pourrait ainsi prochainement développer des outils de reconnaissance optique et de traduction automatique permettant de renouveler les modalités d'accès aux textes de la collection. Les manuscrits constituent une voie privilégiée pour l'étude d'une tradition culturelle vivante mais l'analyse de leur contenu n'épuise pas leur intérêt scientifique. Les îles sont de précieux artefacts permettant de comprendre l'histoire de la production et de la circulation du savoir écrit dans l'Inde du Sud. La collection de l'Institut a ainsi récemment servi d'objet à une recherche interdisciplinaire impliquant sanskritistes, historiens, écologues et chimistes. À l'avant-garde de la recherche sur les manuscrits, l'université de Hambourg a temporairement installé à Pondichéry un laboratoire de haute technologie dans trois containers pour percer à jour les mystères des îles conservés à l'Institut. Le projet, toujours en cours, intègre l'analyse des caractéristiques physiques et l'étude textuelle des manuscrits pour en reconstituer les modalités de fabrication et de diffusion.

L'intégralité de la collection des manuscrits a fait l'objet d'une mise en ligne sur le site de l'Institut en 2024. La plateforme « *Digital Collections* »,



© IFP

Travail de conservation des manuscrits

créée en collaboration avec l'Institut de l'information scientifique et technique (INIST) du CNRS, donne accès au patrimoine scientifique de l'IFP à un large public (<https://digitalcollections.ifpindia.org>). Au carrefour de la science ouverte et de la valorisation du patrimoine, ce portail digital constitue une excellente illustration des capacités d'innovation de l'Institut. Alliant tradition et modernité, la France ouvre ses collections à la communauté scientifique et les met à disposition du grand public.

Ce partage du savoir crée de nouvelles opportunités mais également de nouveaux défis. Trésor culturel empreint de sacralité et sujet d'étude riche de promesses scientifiques, la collection de manuscrits sur feuille de palmier sont également un objet politique et un outil de *soft power* en puissance. À une époque où le roman national indien fait l'objet de réécritures parfois contradictoires, où la question linguistique oppose les partis nationaux et où l'identité culturelle dravidiennne est réaffirmée au sud de la péninsule, la collection de l'Institut – pour partie composée de textes tamouls – aiguise les intérêts. Dépositaire de cet inestimable patrimoine, l'IFP a l'opportunité d'en offrir l'accès au plus grand nombre tout en évitant les écueils de l'instrumentalisation.

- **Renaud Colson** (Institut français de Pondichéry)
- **Dominic Goodall** (Ecole française d'Extrême-Orient)
- **Margherita Trento** (Institut français de Pondichéry)

Enquête dans les archives de l'Institut français du Proche-Orient pour retrouver la provenance des antiquités orientales

L'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth (Ifpo) conserve au sein de sa bibliothèque un fonds d'archives d'une importance primordiale pour l'histoire de l'archéologie au Liban et en Syrie et pour l'étude du mouvement des antiquités.

La consultation de ces archives s'inscrit dans le cadre de la réalisation d'un doctorat dirigé par Pascal Butterlin, professeur d'archéologie du Proche-Orient ancien à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et par Hélène Le Meaux, conservatrice en chef du patrimoine, à l'École du Louvre. Ces recherches portant sur le marché de l'art et la circulation des objets archéologiques provenant du Proche-Orient au XX^e siècle entre 2021 et 2025, ont également été encadrées par le département des Antiquités orientales du Louvre grâce au dispositif des Conventions industrielles de formation par la recherche (Cifre).

L'étude des archives conservées à l'Ifpo a permis de donner une nouvelle compréhension de l'histoire du marché des antiquités orientales, de la circulation de ces objets au XX^e siècle et du contexte d'acquisition des antiquités conservées aujourd'hui au département des Antiquités orientales du musée du Louvre. Depuis 2020, le Louvre développe en effet les recherches sur la provenance de ses collections, en documentant notamment les circonstances de l'arrivée au musée des collections archéologiques et les acquisitions entre 1933 et 1945.

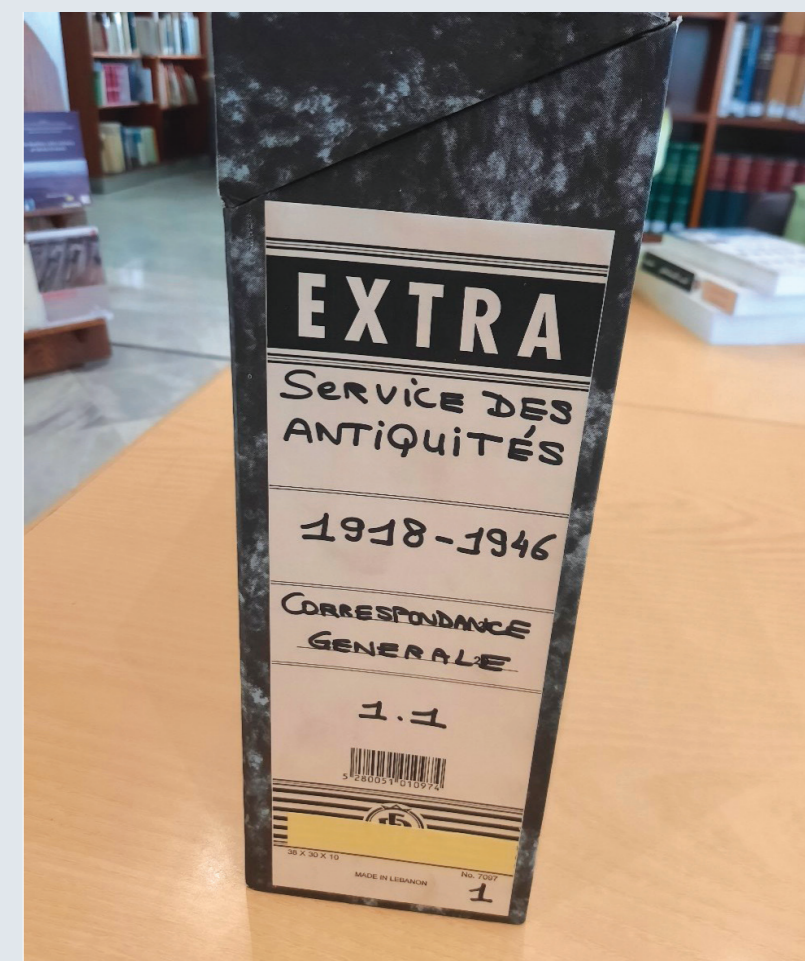
Le dépouillement des archives du Service des Antiquités du mandat français en Syrie et au Liban (1919-1946) a ainsi rendu possible deux avancées : d'une part, l'étude des réseaux d'acteurs du marché des antiquités, des flux et des exportations d'objets, et, d'autre part, la réalisation d'une cartographie des pillages en marge de la mise en place progressive de la réglementation sur les antiquités (Figure 1). En éclairant le contexte de la dispersion des antiquités et leur arrivée sur les marchés européen et américain, principalement dans la première moitié du XX^e siècle, ce fonds vient compléter les archives des musées en France conservées aux Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine et les archives de la Direction des Antiquités constituées après

l'indépendance du Liban pour retrouver l'origine et la provenance des objets parfois conservés aujourd'hui dans les collections des musées.

La consultation des archives de l'Ifpo

Depuis 2022, ce projet de recherche a bénéficié du soutien de l'Ifpo grâce à une convention de doctorant associé et à une bourse d'aide à la mobilité internationale (AMI) de courte durée. Ces éléments ont considérablement facilité la consultation des archives conservées à la bibliothèque à Beyrouth.

Figure 1 : Photographie de la Boîte 1 du fonds du Service des Antiquités, conservé à la bibliothèque de l'Ifpo, Beyrouth



© Ame-Lise Guigues

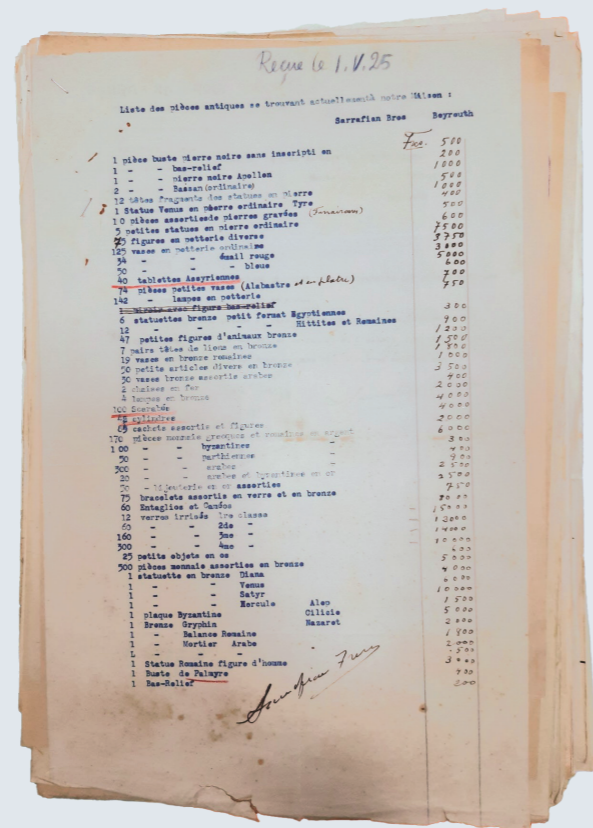
Ainsi, au cours de trois séjours de recherche en 2022 et 2023, quarante-six cartons d'archives appartenant aux fonds du Service des Antiquités (1918-1946) de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth et de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (1946-2002) ont été consultés. Classées par thématiques, portant notamment sur la correspondance administrative et scientifique, les normes réglementant les fouilles et le commerce des biens archéologiques, la circulation des antiquités et les archives des missions archéologiques, ces fonds complètent les documents conservés aux Archives diplomatiques de Nantes relatifs au mandat français en Syrie et au Liban. Si les archives de la période mandataire des Archives diplomatiques sont riches en informations concernant l'organisation politique et administrative du mandat, très peu de documents concernent le Service des Antiquités.

Par ailleurs, la consultation des archives de la bibliothèque de l'Ifpo à Beyrouth a également conduit à la retranscription de 1 005 documents facilitant ainsi leur lecture et les recherches de données précises.

L'apport des archives de l'Ifpo pour la recherche de provenance

Au-delà de la documentation relative à la provenance de certains objets achetés par le département des Antiquités orientales du musée du Louvre, ces archives conservent la trace du passage sur le marché de l'art d'un nombre important d'objets archéologiques dont la localisation reste aujourd'hui encore à découvrir. De ce fait, plus de soixante inventaires de boutiques de marchands possédant une licence de commerce accordée par le Service des Antiquités entre 1925 et 1940 sont conservés, permettant de recenser 19 357 objets archéologiques (Figure 2). S'agissant principalement de monnaies, de bijoux antiques, de vases en terre cuite et en verre, de statues et de figurines ainsi que de sceaux et d'intailles, cette abondance d'antiquités soulève des questionnements quant à l'efficacité des réglementations sur les antiquités durant la première moitié du XX^e siècle. La question de l'importance des découvertes fortuites et des vols sur les chantiers archéologiques se pose tout autant. Ce nombre élevé peut également être complété par une étude quantitative des objets archéologiques autorisés à être exportés.

Figure 2 : Inventaire de la boutique des frères Sarrafian, Boîte 36, Archives du Service des Antiquités, Ifpo



© Anne-Lise Guigues

Au total, 465 demandes d'autorisations d'exportations datant principalement des années 1930 se trouvent en effet dans le fonds du Service des Antiquités conservé à la bibliothèque de l'Ifpo. Ainsi, 21 000 objets ont été exportés soit pour étude, soit par les missions archéologiques en application de l'accord de partage après les fouilles, soit par les collectionneurs ou les marchands dans un but de commerce à l'étranger. Si le parcours de chacun de ces objets mentionnés dans les archives est difficile à documenter davantage du fait de leur faible description, le principal atout de ce fonds d'archives réside dans la préservation des licences de commerce délivrées aux marchands. Quatre-vingt-sept marchands aux profils variés, installés dans les principales villes de Syrie et du Liban ont pu être répertoriés grâce aux licences de commerce datant de l'époque du mandat français. Renseignant leurs adresses, leurs dates d'activités, leurs partenaires et leurs photographies, ces documents représentent une source majeure pour la compréhension du rôle de chaque acteur et des motivations économiques et parfois politiques qui ont contribué à favoriser le commerce des antiquités (Figure 3).

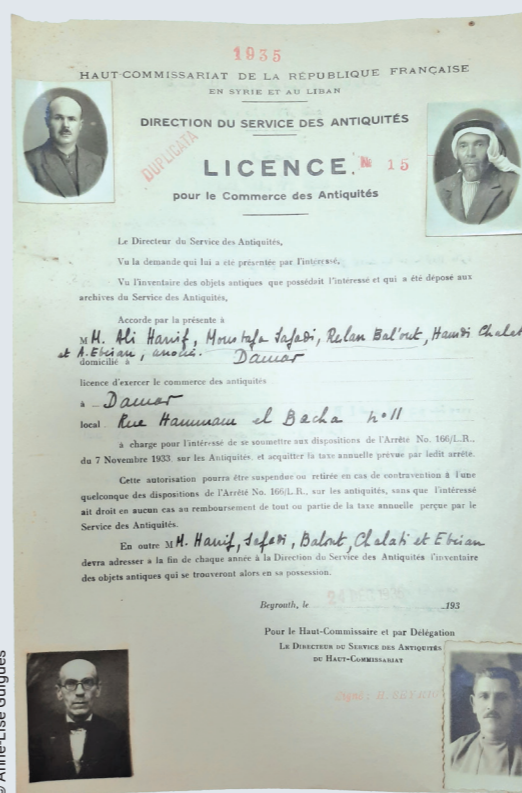
L'application des arrêtés de 1926 et de 1933 sur les antiquités au Liban et en Syrie, de même que les accords aux frontières avec la Palestine et l'Irak mandataires, aboutissent à un certain

nombre de rapports de police et de saisies en douane qui peuvent aussi être consultés à la bibliothèque de l'Ifpo. Une trentaine de dossiers concernant des saisies à la suite d'exportations ou de détentions illicites d'objets antiques entre 1925 et 1941 permettent de mieux cerner le rôle du Service des Antiquités et l'application des normes pour la lutte contre la circulation illicite des objets archéologiques.

Les perspectives de recherches qu'offrent les archives de l'Ifpo

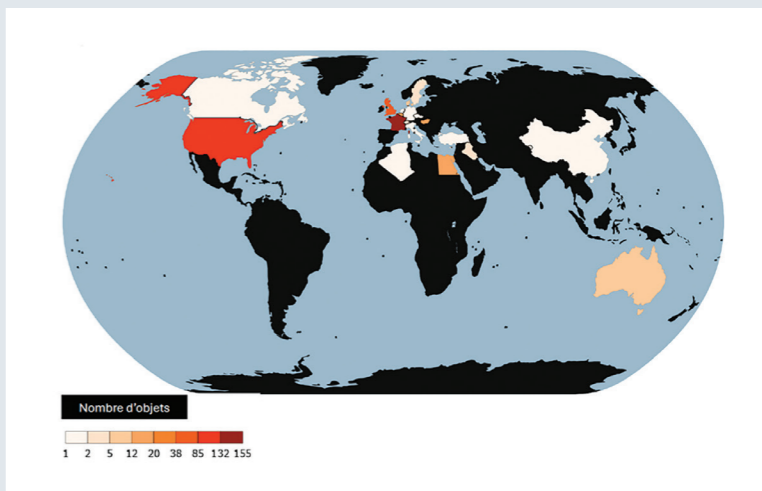
Afin de rendre ces données plus intelligibles et de favoriser leur accessibilité, des outils peuvent être développés. Du tableau excel aux cartographies de flux, différents moyens offrent effectivement la possibilité de valoriser l'important contenu des archives de l'Ifpo concernant la circulation et la provenance des antiquités orientales. Ces datavisualisations soulignent les nombreuses exportations d'objets archéologiques depuis la région du Proche-Orient à l'international et dessinent une cartographie des réseaux de circulation des antiquités évoluant au cours du XX^e siècle (Figure 4).

Afin de mieux connaître les transformations du commerce des antiquités, la diversité des profils des acteurs du marché des antiquités et les progressions des normes nationales et internationales en matière de lutte contre les exportations illicites, les archives du Service

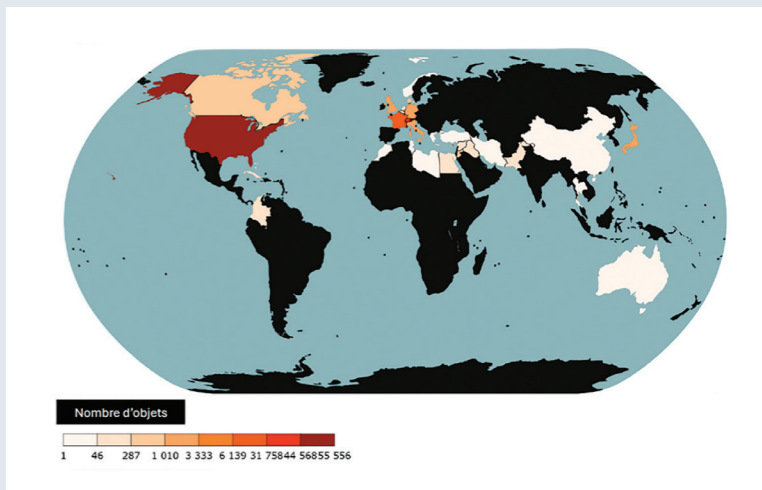


© Anne-Lise Guigues

Principaux pays importateurs d'antiquités depuis le Liban entre 1933 et 1940



Principaux pays importateurs d'antiquités depuis le Liban entre 1955 et 1970



© Anne-Lise Guigues

Figure 4. Évolution des exportations autorisées d'antiquités entre 1933 et 1970, cartographie réalisée à partir des archives de l'Ifpo et de la Direction Générale des Antiquités du Liban

des Antiquités conservées à l'Ifpo et celles conservées aujourd'hui à la Direction Générale des Antiquités du Liban peuvent être mises en regard. S'échelonnant de 1918 à la guerre civile au Liban, ces documents contribuent à comprendre davantage l'influence de la situation politique sur la circulation des objets archéologiques, la prise de conscience de la protection du patrimoine et l'importance des contextes d'origine et de sortie du territoire des antiquités.

Cette richesse documentaire, tant manuscrite que photographique, ouvre ainsi la voie à de futurs projets et partenariats avec les différents acteurs du monde muséal au Liban et en France pour développer des outils favorisant l'étude de la provenance des collections muséales constituées au XX^e siècle, tout en renforçant la lutte aujourd'hui contre le trafic illicite.

Figure 3. Exemple de licence de commerce, Boîte 35, Archives du Service des Antiquités, Ifpo

➔ Anne-Lise Guigues, Ifpo Beyrouth

Le fonds franco-allemand de provenance : un jalon sur la voie d'une approche globale ?

La recherche de provenance est aujourd'hui une recherche internationale

Entretien croisé avec Souleymane Bachir Diagne, philosophe, professeur émérite à l'université de Columbia, président du conseil scientifique du fonds franco-allemand de recherche sur la provenance des objets culturels d'Afrique sub-saharienne, et Julie Sissia, responsable scientifique du fonds au Centre Marc Bloch.

Le fonds franco-allemand de la recherche sur la provenance, hébergé à Berlin par le Centre Marc Bloch, a été lancé officiellement en janvier 2024 à l'initiative conjointe des deux pays. Pourquoi le fait de soutenir plus activement la recherche dédiée à la provenance des biens culturels d'Afrique subsaharienne est-il devenu une telle priorité pour la France et l'Allemagne ces dernières années ?

SBD : Il faut retracer l'histoire récente et revenir au coup d'accélérateur qu'a représenté le discours du Président Macron à Ouagadougou en 2017, dans lequel il promettait d'engager la France dans la voie de la restitution aux pays d'Afrique subsaharienne. J'ai parlé ici de coup d'accélérateur car ce n'est certes pas lui qui a créé la question, mais il lui a donné une impulsion nouvelle. Dès lors que nos collègues et amis Bénédicte Savoy et Felwine Sarr ont remis leur désormais célèbre rapport intitulé « *La restitution du patrimoine culturel africain, vers une nouvelle éthique relationnelle* » au président français en 2018, il y a eu un mouvement à l'échelle internationale qui a accéléré les restitutions. Ce processus politique et juridique devait continuer à être éclairé par la réflexion scientifique. La France comme l'Allemagne sont concernées au premier chef, c'est pourquoi le fonds franco-allemand a tout naturellement vu le jour. Le comité scientifique

« *Tous les projets réunissent des équipes franco-allemandes, dans la continuité du dialogue interculturel qui constitue l'ADN scientifique du Centre Marc Bloch.* »

que j'ai l'honneur de présider s'est engagé dans la voie d'évaluation de projets s'emparant de ces questions de provenance.

JS : Pour filer la métaphore, ce fonds incarne pleinement le « *moteur franco-allemand* ». Il s'agit en effet de la première initiative promouvant une recherche de provenance structurée institutionnellement entre deux pays européens. À travers ce projet d'une grande portée symbolique, les deux pays s'engagent côte à côte en faveur de l'apaisement des mémoires et de la diversité culturelle, dans la continuité notamment du traité d'Aix-La-Chapelle de 2019. Le Centre Marc Bloch, en raison de sa structure binationale, a été immédiatement identifié comme le lieu idéal pour héberger ce nouveau dispositif.

Au regard de l'état de la recherche de provenance aujourd'hui en Europe, que peut apporter ce fonds sur un plan scientifique ?

SBD : La nécessité de se doter d'un tel fonds est tout d'abord née de ce concept de restitution, puisqu'il est bien évident que la restitution ne peut se faire que s'il y a d'abord recherche de provenance. Il faut connaître exactement l'histoire de ces objets pour pouvoir prendre les décisions les plus éclairées possible. On associe beaucoup la présence de ces objets dans les collections des musées européens au contexte colonial. Bien souvent, qui dit contexte colonial pense aussi violence coloniale. Or l'espace colonial était aussi



un espace d'échanges et certains objets se sont également retrouvés dans des musées européens au terme d'échanges véritables. Faire la lumière sur leur provenance demande des recherches patientes.

Notre comité scientifique travaille autour d'un critère fondamental : il est exigé que les chercheurs et chercheuses universitaires, les professionnels de musées, les artistes, ou les associations qui vont mener des recherches sur la question de la provenance, constituent des consortiums tripartites, c'est-à-dire qu'ils soient actifs en France, en Allemagne et dans un ou plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. L'idée est qu'au-delà de la question précise qui les mobilisent, ces acteurs créent des réseaux de réflexion autour des objets étudiés. Je crois que la création de réseaux structurés et ouverts constituera l'un des principaux résultats du fonds de provenance. Ces réseaux vont, à n'en pas douter, prolonger leur réflexion au-delà du projet présenté à notre comité scientifique. De ce point de vue, nous nourrissons la décision politique mais nous nourrissons aussi la réflexion générale au-delà des contingences politiques.

JS : Les chercheuses et chercheurs de provenance travaillent déjà en réseaux internationaux. Il restait cependant nécessaire de renforcer la coopération entre la France et l'Allemagne pour mieux écrire une histoire partagée puisque les marchands et les musées travaillaient déjà en réseaux européens au

De gauche à droite : Esther Möller, directrice adjointe du Centre Marc Bloch ; Andreas Görge, secrétaire général du BKM (Allemagne) ; Aurélien Lechevallier, Directeur de cabinet du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères (France) ; Jay Rowell, directeur du Centre Marc Bloch ; François Delattre, Ambassadeur de France en Allemagne ; Claudia Roth, déléguée du gouvernement fédéral allemand pour la Culture et les Médias (BKM) ; Frithjof Maennel, Chef de la section Coopération internationale en éducation et recherche au Ministère fédéral de la Recherche et de l'Éducation (Allemagne) ; Valérie Mouroux, sous-directrice des affaires européennes et internationales au Ministère de la Culture (France) ; Souleymane Bachir Diagne, président du Conseil scientifique ; Julie Sissia, cheffe de projet scientifique ; Aurélie Denoyer, Secrétaire générale adjointe du CMB

moment où les objets sont entrés dans les collections des deux pays. D'importantes équipes de recherche ont ainsi pu renforcer leur coopération franco-allemande, notamment le MARKK de Hambourg et le musée du Quai Branly-Jacques Chirac, en approfondissant les contre-enquêtes de la mission Dakar-Djibouti. Nous avons rapidement fait le constat qu'il était à présent indispensable de soutenir activement l'émergence de réseaux inédits.

Le Fonds de recherche sur la provenance se caractérise par deux particularités : d'une part, son caractère franco-allemand et, d'autre part, son implantation dans un institut de sciences sociales et humaines tel que le Centre Marc Bloch. Comment cette orientation européenne et interdisciplinaire se reflète-t-elle dans les projets soutenus ?

JS : Tous les projets réunissent des équipes franco-allemandes, dans la continuité du dialogue interculturel qui constitue l'ADN scientifique du Centre Marc Bloch. Certains projets sélectionnés se penchent en outre sur une histoire franco-allemande méconnue, comme ProHumStra, porté par les universités de Strasbourg et de Düsseldorf, en coopération avec des équipes réparties dans cinq universités et musées en Tanzanie et au Cameroun. Ce projet ambitionne de réhumaniser des restes ancestraux conservés à l'Université de Strasbourg et provenant des anciennes colonies allemandes en Afrique. Ce projet est interdisciplinaire à plusieurs niveaux.

LE DOSSIER

D'abord parce qu'il réunit des juristes, des archéologues et des acteurs de la société civile, et ensuite parce qu'il aborde les restes humains en lien avec les objets collectés concomitamment, également présents dans ces collections.

La question de provenance des objets est une question européenne et dépasse l'Allemagne et la France. Comment le fonds de recherche sur la provenance envisage-t-il de rendre compte de cette histoire coloniale européenne ?

SBD : La nécessité de s'ouvrir à l'Europe tient au fait que d'autres pays européens se trouvent logés à la même enseigne. Ce n'est pas seulement le fonds de provenance qui cherche à s'ouvrir à d'autres pays européens, ce sont aussi les pays européens qui ont certainement intérêt à rejoindre le fonds de provenance afin de mieux organiser et mieux coordonner la recherche sur les biens culturels du Sud global présents dans leurs musées. La recherche de provenance est une question internationale aujourd'hui. La demande vient des deux côtés. Le fonds de provenance a véritablement démontré son efficacité, à la fois par les neuf projets qui ont déjà été sélectionnés et soutenus, et par sa capacité à s'adapter.

JS : Nous portons l'ambition de faire de ce fonds, à moyen terme, une porte d'entrée européenne pour la recherche de provenance. Il s'agit de répondre au besoin réel, exprimé aussi bien par les communautés scientifiques que par les acteurs institutionnels, d'une infrastructure de recherche dédiée à soutenir la co-construction du savoir sur la recherche de provenance à l'échelle globale, comme l'a dit Souleymane.

Souleymane Bachir Diagne, en quoi votre rôle au sein du conseil scientifique contribue-t-il à nourrir vos réflexions et votre travail de philosophe ?

SBD : Ma réflexion est conduite autour d'un universel pour notre temps. Il faut bien prendre conscience que nous sommes arrivés à la fin d'un universalisme qui serait dicté par une région du monde décidant qu'elle était porteuse tout naturellement de l'universel, c'était à dire l'Europe. Nous avons à inventer ensemble un



© Swantje Autrum-Mulzer

Masque attribué aux Bulu, « Arrondissement d'Ebolowa et [où ?] de Yaoundé ».
Provenance : Karl Ritter, MFK N° d'inv. 14-67-2

« Ce n'est ni être naïf ni trop optimiste que de dire qu'il y a là un lieu, un espace dans lequel l'humanité se regarde elle-même en tant qu'humanité, dans sa pluralité et dans sa possibilité d'avoir un horizon d'universalité. »

universel décentré. C'est ce qui m'intéresse tout particulièrement dans la notion de musée universel. En effet, la construction des musées d'aujourd'hui s'est historiquement faite sur fond de violence. Les guerres napoléoniennes ont été à l'origine du musée du Louvre tel que nous le connaissons aujourd'hui. Les conquêtes coloniales aussi sont étroitement liées à l'histoire des musées européens et on ne peut pas ignorer cette histoire-là. Mais en partant de ce que sont ces musées aujourd'hui, il s'agit de mettre ensemble, en dialogue et en relation, des biens culturels produits par l'humanité en général. Ce n'est ni être naïf ni trop optimiste que de dire qu'il y a là un lieu, un espace dans lequel l'humanité se regarde elle-même en tant qu'humanité, dans sa pluralité et dans sa possibilité d'avoir un horizon d'universalité. C'est pour cela que je parle du musée en tant qu'espace d'éducation de l'humanité à sa propre humanité. Et c'est en ce sens-là qu'avoir eu l'honneur et le privilège de présider ce comité scientifique interdisciplinaire, réunissant tant de collègues, constitue pour moi un moment extraordinaire et une source d'inspiration.

La Mission Préhistorique Franco-Angolaise, un exemple d'approche holistique du patrimoine archéologique

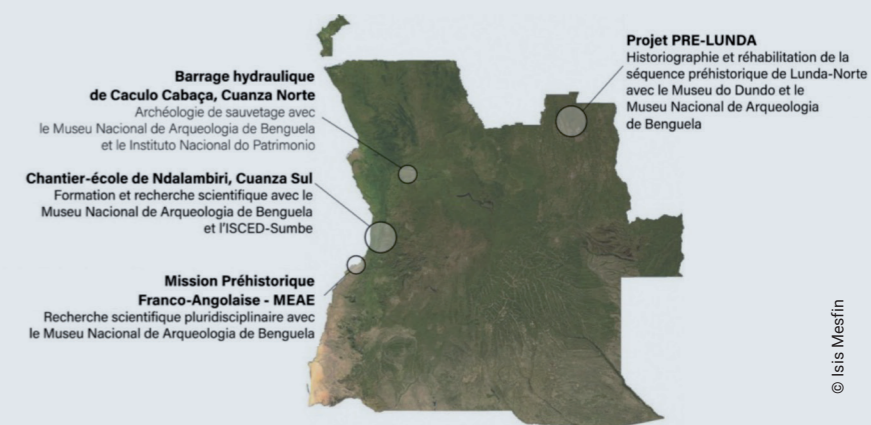
Depuis 2019, la Mission Préhistorique Franco-Angolaise déploie un programme à la fois de recherches archéologiques « fondamentales », de formation, de préservation et de valorisation du patrimoine archéologique. Cette Mission est dirigée par Isis Mesfin – chercheuse rattachée au CNRS et au Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) – et Maria-Helena Benjamim – directrice du *Museu Nacional de Arqueologia de Benguela* – et soutenue, entre autres, par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), l'Ambassade de France en Angola et l'Institut français d'Afrique du Sud pour la recherche (IFAS-Recherche).

Initiées par Isis Mesfin lors de son doctorat et par Maria-Helena Benjamim, les recherches de la mission se sont d'abord concentrées autour de la préhistoire ancienne du littoral de Benguela. Puis, au fil des années et du développement de l'équipe et de ses partenariats locaux, elles se sont étendues à d'autres périodes et d'autres régions d'Angola (Figure 1).

Pourquoi cet intérêt des archéologues et des paléontologues pour le littoral de Benguela ?

Le littoral qui s'étend au sud de la ville de Benguela est caractérisé par des falaises et des collines successives, correspondant à des formations géologiques bien particulières : des « paléoplages » ou « plages soulevées » par le processus tectonique de surrection et l'eustatisme – c'est-à-dire les variations du niveau moyen de la mer. Plusieurs de ces paléoplages, notamment celles de Mormolo et de Dungo, livrent d'importants vestiges archéologiques et paléontologiques que l'érosion rend plus accessibles chaque année. Ces vestiges sont particulièrement anciens et proviennent de couches géologiques datées de deux époques différentes (Figure 2).

• **Le Miocène** (entre 23 et 5 millions d'années), dont les couches géologiques visibles aujourd'hui correspondent principalement à d'anciens fonds marins à proximité de la ligne de côte. En effet, à cette époque, la plaine côtière de l'Angola est recouverte par l'océan Atlantique. On y retrouve surtout des fossiles d'animaux marins, étudiés par les paléontologues.



© Isis Mesfin

Figure 1 : Carte des différents projets archéologiques associant la Mission Préhistorique Franco-Angolaise, le Museu Nacional de Arqueologia de Benguela et d'autres institutions locales

• **Le Pléistocène** (entre 2,6 millions et 11 700 ans), dont les couches géologiques correspondent à des dépôts côtiers, comme les grès d'estran, des dépôts lagunaires puis à des dépôts alluviaux. À cette époque, la mer s'est retirée, laissant place à des plages, puis à des paysages d'embouchure de fleuves selon toute vraisemblance. Ce sont ces couches qui livrent les premières traces d'occupation humaine de la côte centre-ouest de l'Afrique, datées de la période de l'*Earlier Stone Age*, ici entre environ 1 million d'années et 400 000 ans. Depuis 2024, l'étude des dépôts pléistocènes s'est étendue au Pléistocène final avec l'exploration d'abris littoraux occupés par les chasseurs-cueilleurs du *Later Stone Age*.

Ainsi, le littoral de Benguela présente un riche potentiel scientifique pour comprendre l'émergence des populations humaines dans une zone clé, où peu de travaux ont été réalisés. En effet, la préhistoire ancienne est largement étudiée en Afrique du Nord, mais bien moins en Afrique subsaharienne atlantique.

LE DOSSIER

Cette région atteste pourtant de nombreuses spécificités peu retrouvées ailleurs, telles que l'exploitation des ressources marines dès l'Early Stone Age – une industrie atypique par rapport à l'Acheuléen moyen –, la conservation de fossiles d'animaux peu communs ailleurs, etc. Le littoral de Benguela, situé entre ces zones, apparaît alors comme un ensemble de sites précieux pour appréhender les dynamiques chrono-culturelles à l'échelle du continent, ainsi que les dynamiques paléocéanographiques à l'échelle du littoral atlantique de l'Afrique australe-centrale.

Quels sont les objectifs de la mission archéologique à Benguela ?

Les responsables de la mission, Isis Mesfin et Maria-Helena Benjamim, l'ont construite autour de trois enjeux : la recherche, la formation et la diffusion des savoirs.

- Premièrement, l'objectif scientifique est de **construire un cadre chrono-culturel des occupations humaines**, notamment les plus anciennes, et de reconstituer le contexte environnemental et climatique dans lequel ces populations ont vécu. Cet objectif nécessite notamment un important travail de datation pour établir un cadre interprétatif solide.
- Le deuxième objectif est de **former des professionnels de l'archéologie**. En 2024, Marie-Helena Benjamim est la seule docteure en archéologie angolaise qui exerce dans le pays en tant que chercheuse et il n'existe aucune formation dédiée à l'archéologie ou à la conservation du patrimoine. Les activités qui se concentrent au musée de Benguela contribuent donc à former une nouvelle génération de professionnels angolais pour prendre la relève sur ces sujets.
- Le troisième objectif est la **préservation et la valorisation du patrimoine archéologique et paléontologique angolais**, mal connu, tant au niveau national qu'international. Cet objectif s'appuie largement sur le partenariat avec le *Museu Nacional de Arqueologia de Benguela*, dirigé par Maria-Helena Benjamim. Les collections archéologiques et paléontologiques de Mormolo et de Dungo y sont conservées et présentées au public.



Figure 2 : Isis Mesfin montre une coupe où la distinction entre couches du Miocène et du Pléistocène apparaît clairement

Comment la mission répond-elle à ces objectifs ?

Pour répondre à ces objectifs, la Mission Préhistorique Franco-Angolaise rassemble une équipe pluridisciplinaire, composée autant de chercheurs et de chercheuses confirmés que de doctorants et de doctorantes ou d'étudiants et d'étudiantes, français et angolais. Les paléopages étant particulièrement vastes, les archéologues sélectionnent d'abord les zones les plus propices à la conservation d'artefacts ou de fossiles. Ils y repèrent des localités prometteuses, qui font ensuite l'objet de véritables fouilles. Ces localités livrent par exemple des fossiles d'animaux marins du Miocène : squelette de baleines, vertèbres de poissons, dents de mégalodons (Figure 3). Des fossiles d'animaux contemporains des premières occupations humaines permettent ainsi de reconstituer la faune environnante de cette période. Enfin, de véritables sites d'occupations humaines témoignent des cultures matérielles et des modes d'occupation du paysage entre environ 40 000 et 3 500 ans, livrant matériel lithique, restes osseux de mammifères et de fruits de mer, perles en coquilles d'œuf d'autruche, etc. (Figure 4).

« En 2024, Marie-Helena Benjamim est la seule docteure en archéologie angolaise qui exerce dans le pays en tant que chercheuse et il n'existe aucune formation dédiée à l'archéologie ou à la conservation du patrimoine. »

Les chercheurs et les chercheuses spécialistes de l'équipe (archéozoologues, lithiciens, géoarchéologues, paléontologues, etc.) apportent ainsi leur expertise scientifique en même temps qu'ils et elles transmettent leurs connaissances aux étudiants et étudiantes présents sur le chantier. Ils et elles encadrent aussi plusieurs étudiants et étudiantes de master ou de doctorat, français et angolais. Par ailleurs, depuis quelques années, l'Institut

Supérieur des Sciences de l'Éducation de Sumbe (province de Cuanza Sul), propose aux étudiants et étudiantes en deuxième année de licence d'histoire des cours de méthodologie de l'archéologie, couplés au chantier-école de la grotte ornée de Ndalambiri (Figure 1), également dirigé par Isis Mesfin et Maria-Helena Benjamim. Plusieurs étudiants et étudiantes de ce cursus participent également au chantier de Benguela, et quatre d'entre eux ont débuté un master ou une thèse d'archéologie au Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, en 2025, grâce aux soutiens du programme permettant des mobilités étudiantes vers la France.

Sur le plan de la préservation et la valorisation du patrimoine, le *Museu Nacional de Arqueologia de Benguela* a bénéficié d'importants travaux de rénovation du bâtiment et la muséographie a été repensée. Le développement des collections et de l'exposition permanente est en cours, en collaboration avec l'équipe de la mission (Figure 5). C'est aussi le cas pour les visites des sites et les conférences à destination du grand public. Dans la même perspective, l'équipe de la mission et le musée de Benguela mènent depuis 2024 une opération d'archéologie de sauvetage sur le chantier de construction du barrage de Caculo Cabaça dans la Province de Cuanza Sul (Figure 1). Le site a notamment livré un important site funéraire de l'Âge du Fer, avec plus de deux cents structures, telles que des tumuli, des dolmens et des murets. Enfin, le projet DIG-ARQ (2024-2027), « *Digitalisation, Accessibilité et Patrimonialisation de l'Archéologie en Angola* », fruit de la collaboration entre le *Museu Nacional de*



Figure 4 : Abri Dungo 16

Figure 3 : À gauche, site Dungo 18, anciens fonds marins du Miocène. À droite, dent de mégalodon, Dungo 18

Arqueologia de Benguela, le CNRS et le Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, et dont l'IFAS-Recherche est partenaire, vise à rendre accessible le patrimoine archéologique angolais au plus grand nombre. Les enseignants et les enseignantes de divers niveaux, les étudiants et les étudiantes et les chercheurs et les chercheuses sont les premiers concernés. Cette ambition s'appuie sur plusieurs réalisations concrètes :

- Un musée virtuel comprenant les collections lithiques et le site rupestre de Ndalambiri modélisés en 3D, les archives numérisées, les sites funéraires du barrage de Caculo Cabaça scannés, etc.
- Une exposition sur le concept d'évolution biologique et culturelle au musée de Benguela, doublée d'une version itinérante sur la base des modèles 3D
- Un colloque scientifique d'archéologie africaine au musée de Benguela, en juin 2027
- Une monographie actualisée de l'archéologie en Angola
- Un film scientifique sur le patrimoine du fleuve Cuanza

Au-delà des livrables du projet, DIG-ARQ vise ainsi à fédérer les activités de recherches franco-angolaises sur différents sites archéologiques et sur différentes périodes en Angola, tout en contribuant à la formation des futurs archéologues.



© IFAS-Recherche

En conclusion

La Mission Préhistorique Franco-Anglaise offre ainsi un exemple d'approche holistique du patrimoine archéologique, intégrant l'ensemble de la chaîne de production et de diffusion des savoirs.

- Retrouvez deux séries de vidéos sur la chaîne YouTube de l'IFAS-Recherche, l'une dédiée à l'ensemble des travaux de la mission, l'autre aux projets DIG-ARQ : [@IFASresearch](#)
- Suivez l'actualité de la mission sur les comptes Instagram [@centralafricanarchaeology](#) et [@digarq.angola](#)
- Explorez les modèles 3D du projet DIG-ARQ : <https://sketchfab.com/DigArqAngola>

Figure 5 : En haut, salle d'exposition récemment rénovée. En bas, squelette de baleine de la période du Pléistocène exposé tel qu'il a été trouvé à Dungo 5

BIBLIOGRAPHIE

Lebatard, A.-E., Bourlès, D. L., Braucher, R. & Team, A. (2019), « Absolute dating of an Early Paleolithic site in Western Africa based on the radioactive decay of in situ-produced ^{10}Be and ^{26}Al », *Nuclear Instruments and Methods in Physics Research Section B : Beam Interactions with Materials and Atoms*.

Mesfin, I., Benjamim, M.-H., Cupate, J. L., Benjamim, E. P., Coutros, P. R., Hammou, Y., Domingos Sabão, N., Hanon, R., Raoul, C. M., & Vie, J.-T. (in press), « A New Multidisciplinary Approach to the Ndalambiri Rockshelter, Cuanza Sul Province, Angola », *Lesedi. Carnets de terrain. Field notes*, 27.

Mesfin, I., Benjamim, M.-H., Lebatard, A.-E., Saos, T., Pleurdeau, D., Matos, J. & Lotter, M. (2023) « Evidence for Earlier Stone Age "coastal use": The site of Dungo IV, Benguela Province, Angola », *PLOS ONE*, 18(2) [en ligne]. Accessible : <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0278775>

Mesfin, I., Hanon, R., Pavei, D., Lebatard, A.-E., Ben Arous, E., Saos, T., Vie, J.-T., Galland, A. & Benjamim, M.-H. (2024) « First results on the Earlier Stone Age coastal sites of Mormolo, Benguela Province, Angola », *International Erasmus Mundus master in Quaternary and Prehistory joint course* [Online]. Accessible at: <https://www.youtube.com/watch?v=ojh1xFg6T08>

- **Léa Jobard** (chargée de projets et de la communication de l'IFAS-Recherche)
- **Annael Le Poullennec** (directrice de l'IFAS-Recherche)
- **Isis Mesfin** (chercheuse CNRS au Muséum national d'Histoire naturelle)
- **Maria-Helena Benjamim** (directrice du *Museu Nacional de Arqueologia de Benguela*)

De la ruine à la restitution : la renaissance numérique de Saint-Syméon-le-Stylite

Situé à une trentaine de kilomètres au nord-ouest d'Alep, le site de Saint-Syméon-le-Stylite (Qal'at Sem'ān) constitue l'un des ensembles architecturaux les plus emblématiques du christianisme oriental de l'Antiquité tardive.

Édifié à la fin du V^e siècle, peu après la mort de Syméon le proto-stylite (vers 459), le site de Saint-Syméon-le-Stylite témoigne du rayonnement exceptionnel de cet ascète dont la renommée attira des foules de pèlerins et motiva l'édification d'un sanctuaire monumental autour de sa colonne devenue relique vénérée. Par son ampleur et la qualité de son décor sculpté, le complexe monumental s'impose comme un modèle de l'architecture paléochrétienne de Syrie du Nord, dont l'influence s'est étendue jusqu'à Constantinople et à l'ensemble du Proche-Orient byzantin.

Les relevés et les descriptions réalisés depuis le XVII^e siècle par les voyageurs et les premiers explorateurs constituent des témoignages essentiels de l'état du site à cette époque. L'histoire des recherches archéologiques à Saint-Syméon-le-Stylite est étroitement liée à cette tradition documentaire. À cet égard, les travaux de Georges Tchalenko, au milieu du XX^e siècle, ont marqué une étape déterminante dans l'étude de l'architecture des villages antiques du Massif calcaire.

En 1980, la mission archéologique française de Saint-Syméon a été créée afin d'approfondir la compréhension historique et architecturale du sanctuaire et du village voisin de Deir Sem'ān (l'ancien Telanissos). Au fil de ses campagnes, la mission a progressivement intégré les technologies de photogrammétrie, de relevés laser 3D et de cartographie SIG, permettant de documenter avec précision l'état de conservation du site et d'en reconstituer virtuellement les volumes originaux. Aujourd'hui, les archives scientifiques produites par la mission constituent une référence majeure pour les programmes internationaux de sauvegarde et de valorisation des *Villages antiques du Nord de la Syrie*, inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 2011 (Figure 1). Le projet s'est appuyé sur une



© Ifpo

Figure 1 : Le porche sud du martyrion de Saint-Syméon, Jebel Sem'ān, Qal'at Sem'ān, Syrie, 1965, Institut Français du Proche-Orient (Ifpo), MEAE CNRS-UMIFRE 6-UAR 3135

dynamique collaborative réunissant de nombreux partenaires institutionnels et privés : l'Institut français du Proche-Orient (UMIFRE 6), le Labex *Les Passés dans le Présent* (ANR-11-LABX-0026-01), la Fondation Alliance internationale pour la protection du patrimoine (ALIPH), la Fondation Archéologie & Patrimoine en Méditerranée (ARPAMED), le laboratoire Archéologies et Sciences de l'Antiquité (UMR 7041), le Service des archives de la Maison des Sciences de l'Homme Mondes (UAR 3225), l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le laboratoire Orient & Méditerranée (UMR 8167), le Collège de France, la très grande infrastructure de recherche (TGIR) Huma-Num et le Ministère de la Culture.

L'architecture byzantine du sanctuaire, entre innovation et rayonnement « international »

Le plan du complexe se distingue par une géométrie d'une grande cohérence qui conjugue espace de vénération, circulation liturgique et structures d'accueil des pèlerins.

LE DOSSIER

L'octogone central, centré sur la colonne du saint (sur laquelle Syméon vécut environ quarante ans), constituait à la fois le cœur liturgique et le reliquaire du sanctuaire. Quatre vastes basiliques s'ouvraient sur cet espace vers les points cardinaux, composant une croix grecque d'une conception inédite dans l'architecture byzantine. L'ensemble associait au dispositif cultuel un baptistère, des bâtiments monastiques, plusieurs tombeaux et des structures d'accueil pour les pèlerins, témoignant de l'intensité du pèlerinage et de la dimension communautaire du site. Les sources anciennes comme les relevés archéologiques modernes confirment la monumentalité de l'ensemble et la grande qualité d'exécution des maçonneries byzantines (Figure 2).

L'architecture du sanctuaire se distingue par une sobriété formelle remarquable, qui contraste avec la monumentalité de son plan. L'influence de Saint-Syméon-le-Stylite s'est largement exercée sur le développement de l'architecture religieuse régionale, révélant les liens étroits entre la ville et la campagne. L'évolution de ces formes architecturales témoigne de l'essor économique et social des communautés rurales qui en furent les bâtisseuses.

La diffusion quasi systématique du modèle de sanctuaire tripartite à trois absides se retrouve dans de nombreuses églises de la Syrie du Nord, souvent accompagné de l'ajout d'annexes dédiées à la conservation de reliques. De même, les baptistères dotés de cuves à accès dissimulé apparaissent fréquemment depuis le nord de la Syrie jusqu'à Chypre et la Jordanie, attestant la portée régionale du modèle.

Les recherches archéologiques modernes menées ainsi sur l'ensemble du sanctuaire ont permis de reconstituer son histoire, d'en analyser les techniques de construction et d'éclairer les pratiques culturelles liées à ce centre majeur de pèlerinage.

De la documentation au virtuel : évolution des approches méthodologiques

Dans son programme de recherche initial, la mission archéologique française de Qal'at Sem'an s'est attachée à l'étude des principaux monuments situés à l'intérieur de la mandra,

© Mission archéologique française de Qal'at Sem'an et de Deir Sem'an

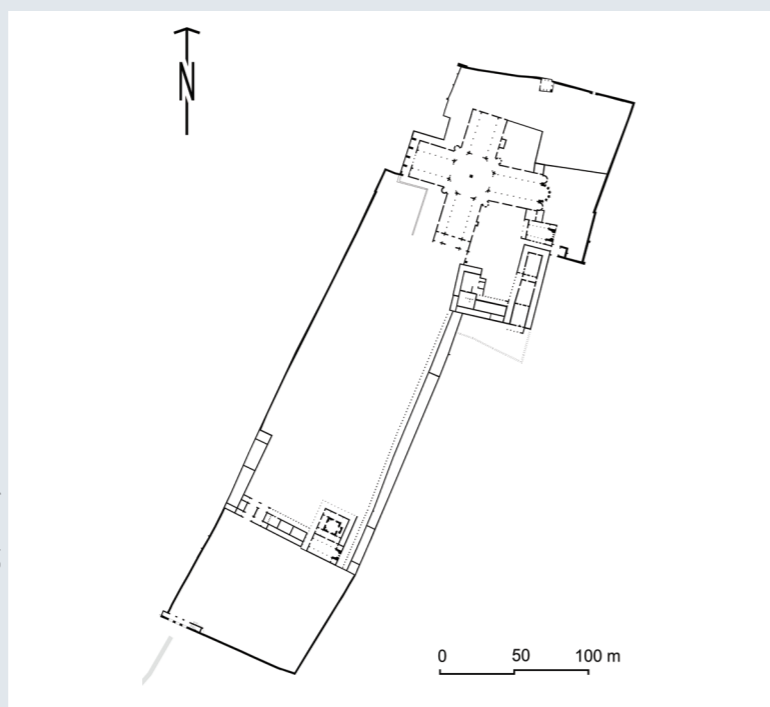


Figure 2 : Plan du sanctuaire de Saint-Syméon à la fin du V^e siècle

l'enceinte sacrée du sanctuaire. Les premières investigations ont porté plus particulièrement sur l'église martyriale cruciforme, le baptistère et les entrées monumentales (propylées). À partir des années 2000, la reprise systématique de la topographie du site, rendue possible par l'emploi de technologies géospatiales de haute précision, en particulier le GPS différentiel, a permis d'étendre le champ de la prospection archéologique à l'ensemble du complexe formé par le sanctuaire et le village antique de Telanissos (actuel Deir Sem'an), ainsi qu'à son environnement rural immédiat. En collaboration avec l'École nationale des sciences géographiques (ENSG), puis avec l'UMR 3495 « Modèles et simulations pour l'Architecture et le Patrimoine », un relevé lasergrammétrique et photogrammétrique de grande ampleur a été entrepris sur le site dès 2003. Cette opération a permis de produire une documentation tridimensionnelle à très haute résolution, couvrant la quasi-totalité du complexe monumental.

Les campagnes de scanner laser et de topométrie ont été menées de manière intégrée, afin d'obtenir un ensemble cohérent de données métriques géoréférencées portant sur les structures bâties, les blocs décorés et les éléments architectoniques isolés. À partir de ces relevés, il a été possible de générer, avec une précision millimétrique, des plans, coupes et élévations détaillés, contribuant à la fois à la description de l'état de conservation et à la restitution hypothétique des phases antérieures du monument.

Le relevé exhaustif des structures en élévation, associé à l'étude des blocs effondrés, a permis la réalisation d'une anastylose numérique élaborée selon une approche volumétrique globale. La numérisation a ainsi rendu possible, pour les secteurs étudiés, une documentation métrique quasi complète des élévations conservées. Elle a également permis de dépasser les limites du relevé bidimensionnel, en intégrant l'ensemble des irrégularités, déformations et écarts observés entre l'état réel du bâti et ses formes théoriques. Le modèle virtuel obtenu constitue désormais un outil de travail évolutif, au service de l'analyse, de la conservation et de la valorisation du site. Au-delà de la simple dématérialisation des supports graphiques, la numérisation des structures et des objets représente un enrichissement qualitatif et quantitatif des données archéologiques. L'objectif final de ce programme est la restitution virtuelle complète du sanctuaire et du village antique de Telanissos, permettant d'en reconstituer l'organisation spatiale et l'évolution diachronique (Figure 3). Au-delà de la documentation scientifique et de l'analyse architecturale, les données tridimensionnelles ont permis de redonner accès virtuellement à un site resté inaccessible ces dernières années. La visite virtuelle 3D restitue l'évolution du sanctuaire à travers onze phases distinctes, illustrant les principaux événements qui ont marqué son histoire. Ce modèle interactif a rendu possible la reconstitution des axes de circulation depuis l'entrée du complexe jusqu'à l'espace sacré. Il a aussi permis de mieux comprendre la mise en scène du parcours liturgique, où la colonne du saint jouait un rôle central en structurant les perspectives visuelles et en guidant les processions.



© Mission archéologique française de Qal'at Sem'an et de Deir Sem'an

Figure 4 : Vue du martyrium de Saint-Syméon depuis le monastère détruit par le bombardement de 2015

Figure 3 : Restitution 3D du sanctuaire de Saint-Syméon (fin V^e siècle)



Recherche, numérisation et sauvegarde : préparer l'avenir du sanctuaire de Saint-Syméon

Les travaux de l'équipe de Saint-Syméon se poursuivent malgré l'interruption des fouilles sur le terrain. Avec l'évolution de la situation en Syrie, il sera essentiel, dès que les conditions le permettront, de revenir sur le site afin de mener des opérations de sauvetage et de stabilisation du sanctuaire, gravement endommagé au cours des années de crise. Il s'agira ensuite de reprendre les investigations archéologiques sur l'ensemble du complexe monumental. L'expérience de Saint-Syméon illustre la valeur scientifique et patrimoniale d'un protocole numérique intégré : documentation exhaustive, modélisation architecturale virtuelle, appui à la conservation et constitution d'archives pérennes. Face aux menaces contemporaines, la numérisation n'apparaît plus comme un simple outil technique, mais comme une nécessité méthodologique et éthique. La mise en réseau des données (systèmes d'information géographique partagés, modèles 3D ouverts) et la coopération internationale avec les institutions locales doivent rester au cœur des programmes futurs, afin de garantir une gestion durable et respectueuse de ce site majeur du patrimoine mondial (Figure 4).

➡ **Micheline Kurdy et Dominique Pieri**
Institut français du Proche-Orient (Ifpo)

Les travaux de la Mission Archéologique du Sud-Est Jordanien et le projet de valorisation de ses découvertes

La Mission Archéologique du Sud-Est Jordanien (MASEJ) explore depuis 2012 les régions désertiques de Jordanie, dans le cadre d'une coopération scientifique et interuniversitaire entre la Faculté d'Archéologie de l'Université al-Hussein Bin Talal (Ma'an, Jordanie), l'Université Lumière Lyon 2 et le laboratoire Archéorient (UMR 5133).

Les travaux de la MASEJ dans le désert du Sud-Est jordanien

Soutenue par le CNRS, l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) et, depuis 2016, par la Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), la mission implique de multiples partenariats scientifiques internationaux dans une dimension interdisciplinaire.

Son programme scientifique porte sur l'étude du développement de l'occupation humaine dans les marges désertiques du Proche-Orient, hors du « Croissant fertile », au cours de la préhistoire récente.

Depuis 2013, les recherches de la MASEJ se sont concentrées sur le secteur des Jibal al-Khashabiyeh, situé à 80 km à l'est d'al-Jafr, et où de vastes structures de pierre, les *desert kites*, avaient été repérées (Figure 1). Ces installations spectaculaires, longues parfois de plusieurs kilomètres, sont formées de deux longs murs convergeant vers un enclos bordé de petites cellules circulaires. Les fouilles menées entre 2013 et 2016 ont permis d'établir leur datation au Néolithique précéramique B récent (vers 7000 av. n. è.), faisant de ces *kites* les plus anciens actuellement connus au Proche-Orient. Leur fonction de pièges de chasse collective à la gazelle est désormais solidement établie. Ces résultats, qui placent l'apparition des *kites* bien plus tôt qu'on ne le pensait, révèlent des formes



Figure 1 : Vue du camp de base de la Mission archéologique du Sud-Est jordanien lors de la campagne 2021

originales de néolithisation fondées sur une économie de production spécialisée à partir de la chasse de masse.

À partir de 2016, l'attention s'est portée sur les sites d'habitat associés à ces *kites*. Neuf établissements ont été identifiés, dont trois ont fait l'objet de fouilles extensives. Ils se caractérisent par une architecture semi-enterrée en unités subcirculaires agglutinées, une industrie lithique spécifique et des quantités exceptionnelles d'ossements de gazelles, témoignant d'activités intensives de transformation de la viande et des produits de la chasse. Les traits caractéristiques de la culture matérielle attestée ont conduit à définir une nouvelle entité chrono-culturelle, dite

ghassanienne, correspondant à des groupes de chasseurs spécialisés pour lesquels l'usage des *kites* et la chasse de masse des gazelles était au cœur de leurs activités quotidiennes et de leurs pratiques socio-économiques.

Les découvertes de 2021 et 2023 ont révélé une dimension inattendue. Deux installations rituelles majeures ont été mises au jour, au centre des habitats ghassaniens. Elles associent des stèles anthropomorphes dressées, des dépôts organisés de fossiles marins et de pierres singulières, des figurines animales et des pierres d'autel. L'ensemble, soigneusement agencé, reprend la forme schématique d'un *kite*, suggérant de véritables « maquettes » rituelles. Ces structures exceptionnelles, uniques pour le Néolithique proche-oriental, témoignent de l'importance spirituelle de la chasse de masse et de son ancrage dans les pratiques symboliques des Ghassaniens (Figure 2).

Ces résultats indiquent que les régions actuellement désertiques du Proche-Orient, trop souvent considérées comme restées en marge des développements importants attestés dans la zone méditerranéenne, constituaient des espaces d'innovation, contribuant de manière originale au processus de néolithisation du Proche-Orient. Ils démontrent la diversité des trajectoires de développement et mettent l'accent sur l'émergence de formes d'organisation économique et sociale jusqu'ici insoupçonnées.

Un projet de valorisation des découvertes

La valeur scientifique et patrimoniale de ces découvertes a conduit à l'élaboration d'un projet de valorisation, initié grâce au soutien de l'Ambassade de France à Amman et financé par le MEAE à travers le Fonds Équipe France – Rapide (FEF-R). Son ambition est double : garantir la conservation matérielle des découvertes et renforcer les capacités locales à travers des programmes de formation et de coopération scientifique. Le projet repose sur trois volets complémentaires.

1. Restauration et formation, pour assurer la préservation des artefacts et transmettre des compétences spécialisées. Ce volet implique l'Institut national du patrimoine (INP) et le Centre Régional de Conservation et de Restauration nouvellement instauré à Jérash (Regional Center for Conservation and Restoration – RCCR). Le projet se traduit par une coopération franco-jordanienne de restauration d'une collection unique d'objets archéologiques dans un contexte de lancement des activités du centre de Jérash.



Figure 2 : Détail de la structure rituelle du site JKSH P52, avec ces deux stèles anthropomorphes et le dépôt rituel de fossiles marins en arrière-plan

2. Documentation numérique et formation, afin de constituer une documentation complète et exhaustive du mobilier archéologique issu de ces découvertes, par l'utilisation de différentes techniques avancées de numérisation et de modélisation 3D, mises en pratique conjointement par la MASEJ et l'Ifpo en collaboration avec différents partenaires institutionnels.

3. Étude de faisabilité muséographique, en vue d'envisager la présentation de ces découvertes au public dans un cadre muséal. L'étude inclura le diagnostic et l'élaboration de scénarios d'exposition, la réalisation d'une esquisse scénographique et un pré-programme muséographique comprenant la conception des partis pris scénographiques, la production de plans et de modélisations 3D des aménagements scénographiques proposés et une estimation du coût global de l'exposition. Cette étude est destinée au Département des Antiquités de Jordanie comme un outil permettant de développer la réflexion sur la question de la mise en valeur de ce patrimoine archéologique.

La campagne d'étude préliminaire (constat d'état) de l'INP en octobre 2024

Le projet a été précédé par une campagne d'étude préliminaire, menée en octobre 2024 conjointement par l'INP et la MASEJ sur une sélection d'objets remarquables issus des fouilles à Khashabiyeh : stèles anthropomorphes, pierres d'autel, figurines zoomorphes, fragments gravés. L'objectif était de dresser un constat d'état sanitaire et de proposer une hiérarchisation des interventions à mener.

« Les régions actuellement désertiques du Proche-Orient, trop souvent considérées comme restées en marge des développements importants [...], constituaient des espaces d'innovation. »

LE DOSSIER

Cette expertise a mis en lumière la diversité des matériaux employés (calcaires, grès, basaltes), et la grande qualité de réalisation de ces objets. L'examen a notamment permis de mettre en évidence des traces de polychromie (utilisation de l'ocre rouge) remarquablement conservées sur de multiples objets de la collection. L'évaluation a également permis d'identifier la fragilité de certains supports et de dresser un bilan des principales pathologies (altérations de surface, fissurations, traces d'érosion, encroûtement) afin d'établir les priorités d'intervention (Figure 3).

Ce premier diagnostic a constitué une base essentielle pour la planification des interventions et pour l'organisation des futures actions de formation. Il a aussi permis d'initier un langage commun entre restaurateurs français et partenaires jordaniens, étape indispensable pour assurer la qualité des échanges et la transmission des savoir-faire.

Le projet FEF-R

À la suite de ce constat, le projet FEF-R a été structuré sur la base d'un calendrier organisé autour de la réalisation des trois volets prévus. Par ailleurs, le projet soutenu par l'Ambassade de France en Jordanie et financé par le MEAE dans le cadre du FEF-R répond à plusieurs objectifs complémentaires :

- Assurer la conservation matérielle d'un corpus fragile et exceptionnel, comprenant plusieurs pièces uniques au Proche-Orient pour cette période.
- Constituer un corpus de référence par la documentation numérique et la publication scientifique, garantissant une diffusion internationale des données.
- Renforcer les capacités locales grâce à des formations destinées aux professionnels jordaniens de la conservation.
- Préparer la mise en valeur du patrimoine préhistorique jordanien, souvent éclipsé par les périodes classiques, en développant des outils muséographiques et pédagogiques adaptés.

Le projet ne se limite donc pas à une opération technique de restauration, mais s'inscrit dans une approche globale qui associe recherche,



© Hélène Dreyfus, INP

Figure 3 : Les étudiants de l'Institut national du patrimoine réalisent des relevés de la mise en œuvre et des altérations des objets archéologiques issus des découvertes de la MASEJ

conservation, valorisation et formation. Il illustre la place croissante accordée par la Jordanie à la préhistoire et au Néolithique dans les politiques patrimoniales, en lien étroit avec les institutions françaises.

Au-delà de la sauvegarde des objets, le projet offre ainsi une opportunité unique de mettre en lumière un pan méconnu de l'histoire jordanienne, et de contribuer à son appropriation par les communautés locales comme par le grand public.

La restauration effectuée par l'INP et le RCCR

Les travaux de restauration

La première phase opérationnelle du projet s'est tenue entre octobre 2024 et mai 2025, sous la forme d'un chantier-école organisé en partenariat avec l'INP. Une trentaine d'objets ont été étudiés puis restaurés au Centre Régional de Conservation et de Restauration de Jérash (Figure. 4).

Les interventions ont suivi une méthodologie rigoureuse : constats d'état, tests de nettoyage et définition concertée des protocoles. Les traitements ont inclus le nettoyage et le

dépoussiérage, la consolidation de certaines pièces fragilisées et la stabilisation de collages d'urgence réalisés sur le terrain. Une attention particulière a été portée à la préservation de la polychromie, élément capital pour la compréhension esthétique, artistique et symbolique de ces sculptures.

Ces opérations ont révélé l'extraordinaire qualité de réalisation des objets : stèles anthropomorphes aux surfaces piquetées, pierres d'autel gravées et polies, et figurines animales ou phalliques aux formes naturelles retravaillées. L'étude a également montré que certaines sculptures exploitaient volontairement les altérations de la pierre, intégrant l'aspect naturel dans la réalisation des objets.

La formation associée

En parallèle, une session de formation continue a été organisée pour des professionnels du Département des Antiquités de Jordanie, adossée au chantier-école. Elle avait pour objectifs de renforcer leurs compétences en conservation-restauration et de favoriser l'appropriation locale du projet.

Le programme a alterné cours théoriques et ateliers pratiques : introduction aux principes de la conservation-restauration, rappels de géologie appliquée, méthodologie du constat d'état, techniques de nettoyage (dont le micro-sablage) et protocoles de collage et de comblement. Les participants ont pu mettre en pratique ces savoirs sur des objets factices et sur des pièces issues des collections locales.

Ces échanges ont permis de créer un espace de dialogue professionnel, où restaurateurs, archéologues et techniciens ont confronté leurs approches et discuté des choix méthodologiques. Pour plusieurs participants, cette formation a représenté une première expérience pratique en conservation-restauration, tandis que d'autres ont pu approfondir des connaissances déjà acquises. Les retours recueillis soulignent l'intérêt suscité et la volonté de poursuivre ce type de coopération.

Conclusion

Les recherches de la MASEJ ont mis en lumière l'importance insoupçonnée du désert du Sud-Est jordanien pour la compréhension des développements de l'occupation humaine au Proche-Orient au cours du Néolithique. Les découvertes exceptionnelles de Khashabiyeh témoignent à la fois d'innovations techniques (chasse de masse) et d'expressions symboliques inédites, révélant l'existence d'une culture originale pleinement intégrée aux dynamiques régionales.

Le projet de valorisation, mené avec le soutien de l'Ambassade de France en Jordanie et financé par le MEAE, en partenariat avec l'Ifpo et différents partenaires institutionnels français et jordaniens, assure la conservation matérielle de ces découvertes et la diffusion de ces résultats scientifiques auprès du grand public. En associant restauration, documentation numérique et réflexion muséographique, ce programme se distingue par sa dimension formatrice et collaborative, qui inscrit la recherche archéologique dans une dynamique de coopération internationale et de renforcement des compétences locales. Les étapes déjà franchies ouvrent la voie à de nouvelles actions de valorisation et de diffusion, qui permettront d'ancrer durablement les découvertes effectuées par la MASEJ dans le paysage patrimonial et culturel jordanien.

- **Wael Abu Azizeh, Université Lumière Lyon 2, Archéorient - UMR 5133**
- **Mohammad Tarawneh, Nabataean Centre for Archaeological Studies, Al-Hussein Bin Talal University, Wadi Musa, Jordanie**

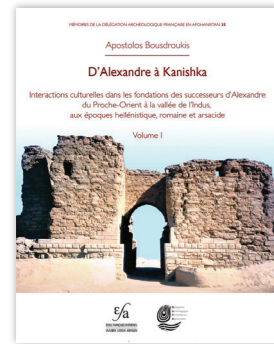
Figure 4 : Les équipes de l'Institut national du patrimoine et du Centre régional de conservation et de restauration de Jérash pendant les travaux de restauration de la collection d'objets archéologiques issus des découvertes de la MASEJ



© MASEJ

Publications de 2025

Les productions des différentes UMIFRE sont consultables sur le portail dédié umifre.fr. Retrouvez également les publications des UMIFRE sur OpenEdition (OpenEditionBooks, Hypothèses.org) et HAL.SHS.



DAFA Paris
D'Alexandre à Kanishka. Interactions culturelles dans les fondations des successeurs d'Alexandre, du Proche-Orient à la vallée de l'Indus, aux époques hellénistique, romaine et arsacide
Apostolos Boudroukis
Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA), École française d'Athènes (EFA), 2025



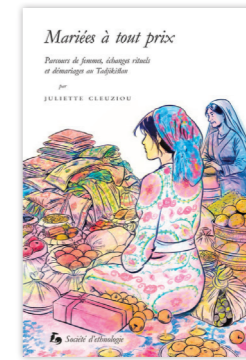
CEFC Hong Kong
Medicine, Care, and Gender in Contemporary China.
China perspectives, n°141
Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC), 2025



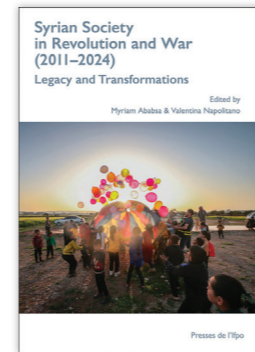
IFAS Recherche Johannesburg
Nouvelles du terrain : Projets, questions et réflexions en cours.
Lesedi. Carnets de terrain, n°27
Institut français d'Afrique du Sud - Recherche (IFAS - Recherche), 2025



IFP Pondichéry
Charmes védiques. Édition, traduction et commentaire du livre 3 de la Paippalādasamhitā de l'Atharvaveda avec un essai critique sur la « magie » dans l'Atharvaveda et sur l'usage rituel de ses hymnes
Carmen Sylvia Spiers
Collection Indologie n°165
École française d'Extrême-Orient (EFEO), Institut Français de Pondichéry (IFP), 2025



IFEAC Bishkek
Mariées à tout prix. Parcours de femmes, échanges rituels et démariages au Tadjikistan
Juliette Cleuziou
Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC), Société d'ethnologie, 2025



Ifpo Beyrouth
Syrian Society in Revolution and War (2011–2024). Legacy and Transformations
Sous la direction de Myriam Ababsa et Valentina Napolitano
Presses de l'Ifpo, 2025



IFEA Lima
Korikiati. Turismo chamánico y capitalismo entre los shipibo-konibo de San Francisco (Amazonía peruana)
Doriane Slaghenauffi
Institut français d'études andines (IFEA), Abya-Yala, 2025



IRASEC Bangkok
Local Languages and Education in Southeast Asia
Moussons, n°45
Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC), 2025



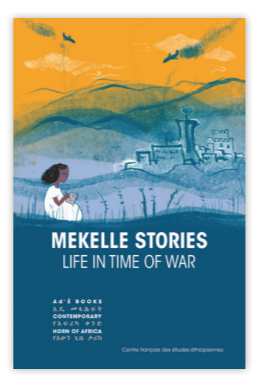
CEFREPA Koweït
Ce que la guerre fait aux migrations yéménites
Arabian Humanities, n°20
Centre français d'études de Recherche de la Péninsule Arabique (CEFREPA), 2025



IRMC Tunis
Langues, jeunes et écoles en Algérie De Bouteflika au Hirak
Sous la direction de Mounira Chariet
Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), Karthala, 2025



CEDEJ Khartoum
Une histoire d'art et de survie
Randa Yassin
Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales (CEDJ) Khartoum, 2025



CFEE Addis-Abeba
Mekelle Stories. Life in Time of War
Centre français des études éthiopiennes (CFEE), 2025

LA REVUE INTER-UMIFRE D'AFRIQUE SOURCES

Matériaux & terrain en études africaines | Varia n°9 | 2025



Ce numéro invite une fois encore à suivre des démarches empiriques et des collectes de matériaux menant à des propositions de recherche originales sur les sociétés africaines. Carlos Rocha et Hama Thieni retracent des enquêtes en immersion effectuées dans des lieux habituellement peu accessibles : respectivement un hôpital guinéen et le quartier pour mineurs de la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou. Combinant questionnaires, entretiens, observations, et réflexion sur leur participation aux dispositifs institutionnels, ces deux articles se font écho tout en présentant des matériaux contrastés. Oumarou Hamani ouvre les coulisses d'enquêtes ethnographiques menées dans la zone dite des « trois frontières », espace transfrontalier entre Burkina Faso, Mali et Niger, aujourd'hui l'épicentre de violences intenses, qui obligent les équipes de recherche locales à renégocier leurs accès au terrain. Les articles de Felix Oludare Ajiola, Gabriel André et Vincent Foucher interrogent la fabrique des historiographies collectives. Ajiola revient sur sa récolte de sources orales et écrites qui lui permettent de rediscuter avec rigueur les mythologies fondatrices de deux sous-groupes Yorùbà, les Idanre et les Ondo, au sud-ouest du Nigéria. André et Foucher analysent de près un discours prononcé en 2023 par Aboubacar Sidi Camara, ministre guinéen de la Défense et général à la retraite. Les auteurs en dévoilent les références sous-jacentes et les non-dits, et démontrent comment ce genre d'historiographie qualifiée de « vernaculaire » peut participer d'une ethnicisation du politique aux conséquences sociales réelles.

Bienvenue à...



Arnaud EXBALIN

UMIFRE : CEMCA (Mexico)

Votre laboratoire d'origine :
Mondes Américains, UMR 8168

Une de vos publications récentes :
La grande tuerie des chiens. Mexico en Occident, XVIII^e-XXI^e siècle, Champ Vallon, 2023

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Ouvrir un centre de documentation (mapothèque, céramothèque et l'apport de 40 000 ouvrages).
- Approfondir le dialogue pluridisciplinaire (séminaire, manifestations scientifiques, formation des jeunes chercheurs).
- Renforcer le pôle communication pour améliorer la diffusion des travaux de recherche.
- Inaugurer le nouveau CEMCA (bâtiment en construction).

Emmanuelle SINARDET

UMIFRE : IFEA Andes (Lima)

Votre laboratoire d'origine :
Centre d'études équatoriennes, CRIIA - UR Études romanes, Université Paris Nanterre

Une de vos publications récentes :
Le transnationalisme dans les Amériques vu par ses acteurs - subjectivités et stratégies d'adaptation
Marie-Christine Michaud and Bertrand Van Ruymbeke
Rennes, Editions Perséides, 2023

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Positionner l'IFEA comme interface incontournable des études andines.
- Renforcer le rayonnement éditorial.
- Consolider une coopération scientifique transdisciplinaire par de nouveaux partenariats académiques et culturels.
- Diffuser les savoirs par une médiation ouverte, inclusive et responsable.



Kamel DORAI

UMIFRE : Ifpo (Beyrouth)

Votre laboratoire d'origine :
MIGRINTER – UMR 7301

Une de vos publications récentes :
Kamel Dorai and Ayham Dalal, Dir. (à paraître)
Camps : Genealogy of Refugee Spaces in the Levant
Avec Ayham Dalal
Beyrouth, Presses de l'Ifpo

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Faire de la recherche en temps de crises pour assurer la production de connaissances originales sur le Proche-Orient, dans un contexte qui affecte la mobilité des chercheurs et le fonctionnement des institutions de recherches locales.
- Former une nouvelle génération de spécialistes de la région.
- Ancrer l'institut dans les sociétés proche-orientales en renforçant la coproduction des savoirs et en s'inscrivant dans les grands débats des pays où l'Ifpo est présent.



Myriam CATUSSE

UMIFRE : IRMC (Tunis)

Votre laboratoire de recherche d'origine :
IREMAM - UMR 7310

Un de vos ouvrages marquants :
Jeunes et violences institutionnelles. Enquêtes dix ans après la révolution tunisienne
Avec Olfa Lamoum
Tunis, Arabesque, 2021

Vos objectifs pour l'IRMC :

- Faire du trentenaire un tremplin vers 2030, en plaçant l'Institut au cœur du Maghreb. Il s'agit de répondre à un triple défi.
- Accompagner le renouvellement profond des sciences humaines et sociales dans la région.
- Analyser les mutations complexes des sociétés maghrébines
- Internationaliser la recherche et l'expertise françaises au-delà de leur champ réservé.



Stéphane VAN DAMME

UMIFRE : MFO (Oxford)

Votre laboratoire d'origine :
Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Un de vos ouvrages marquants :
Seconde nature. Rematéraliser les sciences de Bacon à Tocqueville
Dijon, Les presses du réel, "Histoire de l'art – Œuvres en sociétés", 2020

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Approfondir la coopération franco-britannique en faisant de la MFO un acteur majeur d'une nouvelle stratégie de continentalisation scientifique de la Grande-Bretagne.
- Continuer à diversifier les programmes de recherche en encourageant l'interdisciplinarité autour des études environnementales, de l'IA et des humanités médicales.
- Intensifier les mobilités étudiantes autour d'une politique de formation par la recherche dans une université globale.



Pauline GUINARD

UMIFRE : IFRA Ibadan

Votre laboratoire d'origine :
Laboratoire Architecture Ville Urbanisme et Environnement (LAVUE) -UMR7218

Un de vos ouvrages marquants :
Pratiques d'émancipation urbaine
Avec Claire Carriou et Martin Olivera
Paris, Éditions Le Manuscrit, 2023

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Continuer à affirmer le rôle de l'IFRA-Nigéria comme un centre de ressources et de formation en sciences humaines et sociales.
- Favoriser la mise en réseau de l'IFRA-Nigéria à toutes les échelles.
- Promouvoir le développement de recherches situées, critiques et partagées.



Jérémy JAMMES

UMIFRE : IRASEC (Bangkok)

Votre laboratoire d'origine :
Institut d'Asie Orientale (IAO, UMR 5062)

Un de vos ouvrages marquants :
Muslim Piety and Economy Markets.

Meaning and Morality in Southeast Asia
Avec Johan Fisher
Londres, Routledge, 2020

Vos objectifs pour l'UMIFRE :

- Explorer les grandes mutations de l'Asie du Sud-Est à travers des recherches interdisciplinaires (IA, écologie, mobilités, géostratégies...).
- Faire émerger une nouvelle génération de chercheurs francophones grâce à des bourses et à l'accompagnement éditorial.
- Dynamiser les coopérations internationales en accueillant et en lançant des programmes de recherche.
- Innover dans la diffusion scientifique (podcasts, BD, newsletter...).



Miriam TESCHL

UMIFRE : IFRA-SHS (Francfort)

Vos laboratoires d'origine :
Aix-Marseille Sciences Économiques, et Centre de recherche sur les circulations, les liens et les échanges, tous deux basés à Marseille

Un de vos ouvrages marquants :
Preferences for redistributive justice : A participatory-democracy experiment
Journal of Economic Inequality, vol. 23, p. 717-747
Avec Olivier Chanel, Stéphane Luchini et Alain Trannoy
Springer Nature, 2025

Vos objectifs pour l'IFRE :

- Élargir la coopération scientifique de l'IFRA-SHS à de nouvelles disciplines, notamment l'économie, la philosophie et les sciences cognitives.
- Renforcer les échanges entre des institutions françaises et la Goethe Universität, en soutenant le développement des connaissances linguistiques mutuelles.

Bonne continuation à...



**Katia BOISSEVAIN (IRMC)
et Pascal MARTY (MFO)**

Vous venez de terminer votre mandat de direction de l'IRMC et de la MFO, quelle action au sein de votre UMIFRE restera emblématique ? Quels défis avez-vous rencontrés pour le mettre en place ?

Katia BOISSEVAIN : En 2025, l'IRMC a organisé une exposition intitulée « *Le Coran vu d'ailleurs* » avec la Bibliothèque Nationale de Tunisie,

l'Institut national du Patrimoine et l'ERC 'The European Qur'an. Islamic Scripture in European Culture and Religion 1150-1850 (EuQu)'. Plusieurs expositions ont valorisé ce projet (Nantes, Vienne, Grenade) alors que Tunis a proposé une version propre à la rive sud de la Méditerranée basée sur le « *Sac de Tunis* » de 1535 par Charles Quint. Lors de cet épisode, de nombreux manuscrits du Coran furent pillés et disséminés sur le continent européen, permettant l'approfondissement du travail entamé par les orientalistes au XII^e siècle. Le travail colossal de commissariat a été

accompli en un temps record et a mobilisé l'ensemble de l'équipe de manière très intense. Première exposition organisée par l'IRMC, elle restera mémorable par sa qualité et par le dynamisme qu'elle a su créer. Un beau catalogue, traduit et édité par nos soins, a accompagné l'exposition.

Pascal Marty : Il est difficile de faire un choix parmi plusieurs actions qui auraient mérité une mention et qui m'auraient permis de remercier toute l'équipe de la MFO. Je retiens la mise en œuvre du programme ERC NOTCOM (*The Common Notion: Science and*

Consensus in the Seventeenth Century). Porté et rédigé par Mogens Laerke, il fait rayonner les recherches de la MFO dans le domaine de la philosophie de l'histoire des sciences. Il est emblématique des activités de la MFO car il combine des contributions scientifiques de haut niveau dans le domaine des humanités à des actions de communication scientifique et culturelle (exposition « *Pain and the Physician* », octobre 2024 – mars 2025). Un des défis pour la mise en œuvre du projet a été de concevoir un plan de recherche et de recrutement d'équipe compatible avec les contraintes posées par le Brexit et la sortie du Royaume-Uni d'Horizon Europe au moment du montage.

Quelle est l'articulation des composantes institut de recherche et diplomatie scientifique de la France dans le pays ? Avez-vous le sentiment d'avoir appartenu à « l'Équipe France » chère aux diplomates ?

P.M. : La participation à « *l'Équipe France* » a été une réalité et une évidence. L'Ambassade de France à Londres a la particularité d'avoir à la fois une conseillère ou un conseiller scientifique directeur du service Enseignement Supérieur Recherche et Innovation et un ou une conseillère culturelle directrice de l'Institut Français du Royaume Uni. Les contacts, à la fois avec le service ESRI et l'IFRU ont été constants. De très nombreuses actions scientifiques (l'école d'automne *Global Forests*, par exemple) ou culturelles (invitations d'écrivains ou d'écrivaines) ont été montées en partenariat. On peut retenir une action innovante : la mise en place du dispositif pilote « *rencontres sciences-diplomatie* » pour mieux faire dialoguer les professionnalités de la science et de la diplomatie.

K.B. : Dans une UMIFRE au Maghreb, l'articulation entre recherche et diplomatie scientifique devient rapidement une évidence. Par exemple, en 2023, avec le concours du Service de Coopération et d'Action Culturelle

(SCAC) de Tripoli, l'IRMC a organisé une rencontre entre des universitaires libyens de Tripolitaine, de Cyrénaïque et du Fezzan et des universitaires français, tunisiens, italiens et étasuniens. Aussi, les relations de recherche sont maintenues avec le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) à Oran, en dépit des fortes tensions entre la France et l'Algérie. Si l'IRMC s'inscrit pleinement dans l'action de « *l'Équipe France* », le sentiment d'inclusion varie en fonction des saisons et des enjeux, car la recherche fondamentale en SHS demeure une source de connaissance au long court, plutôt qu'un outil d'action immédiat.

Quel rôle l'IRMC / la MFO a-t-il / elle joué dans votre carrière et ses perspectives ? Que vous a-t-il / elle apporté ?

K.B. : En tant que chercheuse CNRS, l'institut constitue une base incontournable. Comme de nombreuses chercheuses et chercheurs sur le Maghreb, j'ai été en partie formée à l'IRMC et par l'IRMC, où j'ai passé mes années de doctorat. Le fait d'en assurer la direction m'a permis de prendre la mesure du réseau institutionnel dans lequel il s'inscrit. Les liens entre les UMIFRE sont très importants à entretenir et à développer, car ils permettront d'apporter des éléments de compréhension grâce à des analyses nourries et comparées.

P.M. : Diriger la MFO a été une expérience scientifique des plus stimulantes. Il s'agit d'une UMIFRE dont la particularité et la force tient beaucoup à sa localisation au sein de l'université d'Oxford et au partenariat rapproché avec cette université. Renforcer la visibilité de la MFO au sein d'une des meilleures universités du monde a été une tâche passionnante et scientifiquement exigeante qui démontre que diriger une UMIFRE demande certes un savoir-faire managérial et organisationnel, mais aussi une capacité à pouvoir parler en scientifique et en chercheur dans un

contexte pluridisciplinaire.

Comment envisagez-vous de coopérer avec l'IRMC ou la MFO sur le plan de vos recherches personnelles, mais aussi d'un point de vue institutionnel dans les prochaines années ?

P.M. : Mon prochain poste m'éloignera géographiquement du Royaume-Uni puisque je serai à partir du 1^{er} septembre directeur du bureau du CNRS pour l'Océanie à Melbourne. Sur le plan des cultures scientifiques, en revanche, dans un rôle tourné vers le développement des liens scientifiques entre les équipes du CNRS et les universités de la région, je serai amené à évoluer dans un milieu anglophone dont les liens avec le Royaume-Uni sont denses et nombreux. Je retiens aussi que 2026 sera l'année du quatre-vingtième anniversaire de la MFO et j'espère vivement pouvoir assister à la traditionnelle *garden party* qui réunira les anciens directeurs et directrice !

K.B. : À l'issue de mon mandat de direction, j'entame une recherche de terrain en Tunisie en anthropologie et je vais avoir la possibilité d'étudier des phénomènes que j'ai observés de loin depuis quatre ans sans leur accorder l'attention qu'ils méritent. De plus, je vais pouvoir profiter des trésors de sa bibliothèque de recherche. Enfin, l'IRMC est une institution solide, qui sait surmonter les obstacles et permettre aux programmes de recherches complexes de se déployer dans la région. Aussi, je continuerai à associer les chercheurs et l'administration de l'IRMC dans les programmes et consortiums que je serai susceptible de monter à l'avenir.

Retour sur les plusieurs événements marquants organisés dans le réseau des UMIFRE

TOUS LES UMIFRE RÉUNIS LE 12 JUIN 2025 À PARIS

Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a réuni les 27 Instituts français de recherche à l'étranger en juin dernier pour un moment dédié à la diplomatie scientifique française. L'événement s'est déroulé à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et a rassemblé les directions des UMIFRE, le CNRS, le MESR, des représentants d'universités et centres recherches et d'autres partenaires du paysage académique français, autour de tables rondes, conférences, ateliers thématiques et géographiques.

Vecteur essentiel de la diplomatie, les

UMIFRE sont un dispositif unique au monde assurant une compréhension fine des sociétés grâce à leur expertise sur le terrain. Or, comment mener des travaux de recherche lorsque ceux-ci sont empêchés, inaccessibles ? La plénière du matin a ainsi été consacrée à la liberté académique en mettant en lumière les défis de la recherche en temps de crise. Delphine Allès (Inalco), Vincent Geisser (CNRS, Iremam) et Laurianne Sève (Dafa) ont échangé sur les stratégies d'adaptation face aux obstacles politiques et sociaux et sur l'impact sur la protection des connaissances. L'après-midi, lors d'une conférence animée par Alexandre Gefen (DAS CNRS-SHS), les participants ont eu l'opportunité de débattre sur les enjeux

et l'impact de l'intelligence artificielle dans les sciences humaines et sociales, mais aussi d'échanger sur l'IA comme possible objet de recherche au sein de leurs instituts. Le patrimoine a également été mis à l'honneur lors de la seconde plénière rassemblant Constance Perrin Joly (CFEE), Carole Roche-Hawley (Ifpo) et Frédéric Lagrange (CEDEJ). Les UMIFRE ont un rôle important à jouer dans la connaissance et la valorisation des patrimoines culturels grâce à leurs projets de coopération et de préservation, notamment dans le cadre des missions archéologiques. Enfin, la journée s'est terminée par un échange de bonnes pratiques et sur les perspectives d'évolution des UMIFRE pour les quinze prochaines années.

L'IFAS-RECHERCHE CÉLÈBRE SES 30 ANS !

En 2025, l'Institut Français d'Afrique du Sud (IFAS) et l'IFAS-Recherche ont fêté leurs 30 ans ! Espaces de rencontres et de collaborations universitaires et artistiques, les deux structures, fondées en 1995, ont accueilli au fil des années de nombreux chercheurs et artistes.

Basé à Braamfontein, l'IFAS-Recherche a pour mission d'initier, de soutenir et de réaliser des

projets de recherche en sciences humaines et sociales, en lien avec ses nombreux partenaires en Afrique australe, en France et en Europe. Son activité s'exerce dans le cadre de son mandat régional, qui comprend douze pays : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Congo, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Zambie, Zimbabwe.

L'UMIFRE lance chaque année des appels à projets.



Les équipes de l'IFAS et de l'IFAS-Recherche



CYCLE DE CONFÉRENCES MARC BLOCH 2025

Depuis 1979, l'EHESS donne la parole à d'éminentes personnalités scientifiques lors de sa conférence annuelle Marc Bloch, un moment de réflexion collective sur les sciences sociales, sur l'évolution des paradigmes scientifiques et sur les modalités d'interprétation des mondes sociaux. Dans le prolongement de la réflexion historique de Lorraine Daston sur la communauté scientifique lors de la 43^e Conférence Marc Bloch et pour l'anniversaire des 50 ans de l'EHESS,

le cycle de conférences Marc Bloc 2025 a été dédié aux savoirs dans le temps : origines, transformations, accumulations. Comment s'accumulent les savoirs ? Comment circulent-ils et sont-ils transmis dans les sociétés ? Combien de temps vivent les régimes scientifiques ? Du mois de janvier au mois de mai 2025, cinq chercheuses et chercheurs se sont penchés sur ces questions essentielles à la compréhension de la science contemporaine. Vous pourrez revivre les conférences qui ont été filmées à chaque occasion :

- « *Démons et merveilles* », Pierre Bouretz, philosophe, directeur d'études

« ENTRE ENJEUX SPATIAUX, POLITIQUES ET SYMBOLIQUES : LE TRANSFERT DE L'AMBASSADE DE FRANCE D'ISTANBUL À ANKARA (1925-1937) »

Colloque international, 25 septembre 2025, IFEA Istanbul

Le centenaire du début du transfert de l'Ambassade de France d'Istanbul à Ankara invite à interroger les enjeux politiques, diplomatiques, architecturaux et symboliques de ce déplacement. Initiée en 1925, cette relocalisation s'inscrit dans le contexte de la fondation de la République turque et des recompositions géopolitiques de l'après-guerre. Elle marque la reconnaissance par la France du nouveau régime issu de Lausanne, mais aussi son adaptation à une capitale en pleine mutation, vitrine d'un projet républicain modernisateur. Ce colloque examinait ce moment de transition à la croisée des relations internationales, de l'histoire urbaine, de l'architecture et des circulations culturelles. Il s'agit d'éclairer les formes prises par la présence française dans un espace diplomatique et symbolique en redéfinition.

COLLOQUE « PATRIMOINE MATÉRIEL ET IMMATERIEL EN LIBYE ET DANS LES PAYS VOISINS : SITUATIONS CONTEMPORAINES ET PERSPECTIVES »



17-20 novembre 2025 Organisé à Tunis par l'IRMC et le Laboratoire Orient Méditerranée, avec le soutien de l'Ambassade de France en Libye.

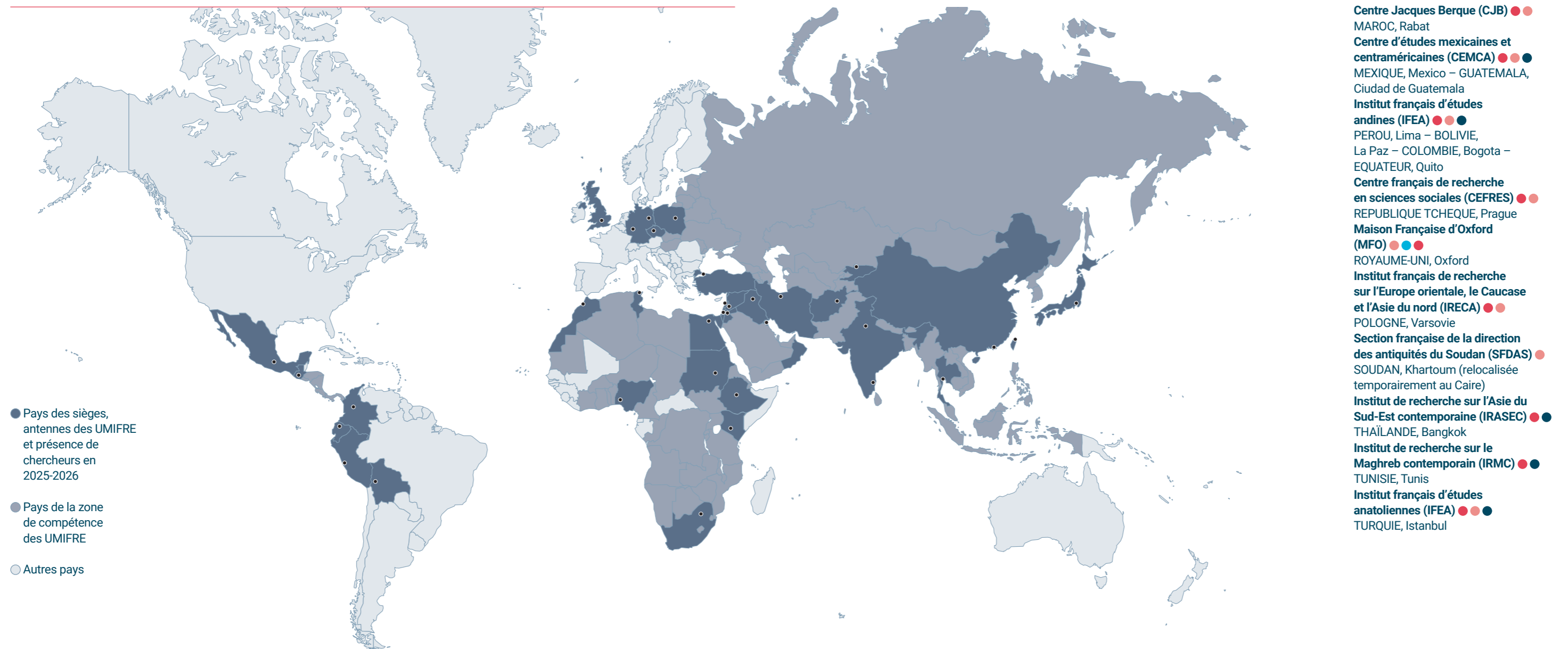
Ce colloque a permis de mettre en lumière les études et actions sur les patrimoines archéologiques,

- de l'EHESS. Centre des savoirs sur le politique. Recherches et analyses – CESPRA (CNRS, EHESS)
- « *Comment lire ensemble ? Fin des bibliothèques* », Tiphaine Samoyault, théoricienne de littérature, directrice d'études de l'EHESS. Centre de recherches sur les arts et le langage – CRAL (CNRS, EHESS)
- « *Faire savoirs : les communautés savantes et au-delà* », Antonella Romano, historienne des sciences, directrice d'études de l'EHESS Centre Alexandre-Koyré – CAK (CNRS, EHESS, MNHN)
- « *Se rappeler l'Holocène. Amnésie et cumulativité de l'histoire dans le Croissant Fertile* », Rémi Hadad, archéologue, maître de conférences de l'EHESS. Laboratoire d'anthropologie sociale – LAS (CNRS, Collège de France, EHESS, EPHE)
- « *Réflexions sur la production sociale de l'ignorance comme savoir* », Eva Illouz, sociologue, directrice d'études de l'EHESS. Centre européen de sociologie et de science politique – CESSP (CNRS, EHESS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

les manuscrits et les immatériels en Libye. Il s'agit d'identifier les défis auxquels les communautés scientifiques (archéologues, historiens et historiennes en premier lieu) ainsi que les autorités politiques et ONG se trouvent confrontées concernant cet héritage culturel. Il a également été l'occasion de mettre en lumière le travail des nombreux acteurs et actrices qui interviennent dans le champ de la conservation patrimoniale, à des niveaux différents et selon des légitimités variées. L'objectif est d'étudier leurs relations, les avancées vertueuses qu'elles permettent ou, à l'inverse, les stagnations qu'elles provoquent. Le colloque permettra de souligner les dynamiques en cours quant à la mise en valeur de sites ou d'objets considérés comme patrimoniaux, notamment grâce aux nouvelles technologies de sauvegarde et de documentation, et ce à travers un échange entre chercheurs, chercheuses, experts et expertes, et divers acteurs engagés dans les domaines du patrimoine.

Un réseau rayonnant aux quatre coins du monde

Pilotées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et le CNRS, les UMIFRE sont un réseau de 25 UMIFRE et 2 IFRE spécialisés en sciences humaines et sociales. Ils constituent un outil unique au monde au service de la diplomatie scientifique de la France. La recherche de terrain, la formation, la diffusion scientifique et le débat d'idées sont au cœur de leur action.



LÉGENDE DES ÉTUDES

- : contemporaines
- : archéologiques et passé
- : urbaines et environnementales
- : humanités numériques

- Délégation archéologique française en Afghanistan (DAFA)** ●
- AFGHANISTAN, Kaboul (relocalisée temporairement à Paris)
- Institut français d'Afrique du Sud – Recherche (IFAS)** ●●●
- AFRIQUE DU SUD, Johannesburg
- Centre Marc Bloch (CMB)** ●●●
- ALLEMAGNE, Berlin
- Institut franco-allemand de sciences historiques et sociales (IFRA-SHS)** ●●●
- ALLEMAGNE, Francfort-sur-le-Main
- Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC)** ●●●
- CHINE, Hong Kong, Taipei

- Centre d'études et de documentations économiques, juridiques et sociales (CEDEJ)** ●●●
- EGYPTE, Le Caire – SOUDAN, Khartoum (relocalisée temporairement au Caire)
- Centre français des études éthiopiennes (CFEE)** ●●●
- ETHIOPIE, Addis-Abeba
- Centre de sciences humaines (CSH)** ●●●
- INDE, New Delhi
- Institut français de Pondichéry (IFP)** ●●●
- INDE, Pondichéry
- Institut français de recherche en Iran (IFRI)** ●●●
- IRAN, Téhéran
- Centre de recherche français de Jérusalem (CRFJ)** ●●●
- ISRAËL, Jérusalem-Ouest

- Institut français de recherche sur le Japon Maison franco-japonaise (IFRJ- MFJ)** ●●●
- JAPON, Tokyo
- Institut de recherche en Afrique - Ibadan (IFRA - Ibadan)** ●●●
- NIGERIA, Ibadan
- Institut de recherche en Afrique - Nairobi (IFRA - Nairobi)** ●●●
- KENYA, Nairobi
- Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC)** ●●●
- KIRGHIZSTAN, Bichkek
- Centre Français de Recherche de la Péninsule Arabique (CEFREPA)** ●●●
- KOWEÏT, Kuwait City
- Institut français du Proche-Orient (IFPO)** ●●●
- LIBAN, Beyrouth – JORDANIE, Amman – IRAK, Erbil – PALESTINE, Jérusalem-Est
- Centre Jacques Berque (CJB)** ●●●
- MAROC, Rabat
- Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA)** ●●●
- MEXIQUE, Mexico – GUATEMALA, Ciudad de Guatemala
- Institut français d'études andines (IFEA)** ●●●
- PEROU, Lima – BOLIVIE, La Paz – COLOMBIE, Bogota – EQUATEUR, Quito
- Centre français de recherche en sciences sociales (CEFRES)** ●●●
- REPUBLIQUE TCHEQUE, Prague
- Maison Française d'Oxford (MFO)** ●●●
- ROYAUME-UNI, Oxford
- Institut français de recherche sur l'Europe orientale, le Caucase et l'Asie du nord (IRECA)** ●●●
- POLOGNE, Varsovie
- Section française de la direction des antiquités du Soudan (SFDAS)** ●●●
- SOUDAN, Khartoum (relocalisée temporairement au Caire)
- Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (IRASEC)** ●●●
- THAÏLANDE, Bangkok
- Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC)** ●●●
- TUNISIE, Tunis
- Institut français d'études anatoliennes (IFEA)** ●●●
- TURQUIE, Istanbul

- Pays des sièges, antennes des UMIFRE et présence de chercheurs en 2025-2026
- Pays de la zone de compétence des UMIFRE
- Autres pays

UN RÉSEAU INCONTOURNABLE POUR MENER DES TRAVAUX DE TERRAIN À L'INTERNATIONAL

Les UMIFRE développent des programmes de recherche liés à l'histoire des civilisations et aux enjeux du monde contemporain. Interdisciplinaires, ils allient, entre autres, histoire, archéologie, économie, géographie, linguistique et sciences politiques pour répondre à des questions essentielles du passé et à des problématiques actuelles telles que le climat, les migrations, l'urbanisme et les transitions démocratiques. Pour faire face à la complexité du monde, ils s'opposent à la recherche en silo et promeuvent des axes d'études transversaux et les études aréales, ainsi que des méthodes d'investigation innovantes.

**Chercheurs et chercheuses, étudiants et étudiantes en master ou doctorat :
consultez les axes de recherche de chaque UMIFRE et rejoignez le réseau !**

www.umifre.fr

